

DEUXIÈME PARTIE

LE SYSTÈME BANCAIRE ALGÉRIEN



INTRODUCTION

C'est à la seconde moitié du siècle dernier que remonte la création d'un réseau bancaire en Algérie, lorsque se présenta la nécessité de fournir le soutien monétaire sous forme du crédit nécessaire à la pénétration économique, et porter remède à la désorganisation dans le domaine de la monnaie en dotant le Pays d'une structure financière adéquate pour poursuivre la colonisation et pour satisfaire les nouveaux courants d'échanges qui se formaient à l'intérieur du territoire algérien et surtout vers la Mère-Patrie.

Pour faire face à ce problème un institut d'émission fut fondé: la Banque de l'Algérie autour duquel le réseau des filiales des grandes banques françaises s'est constitué pour être ensuite renforcé.

Bien qu'elle se soit diversifiée suivant l'époque, l'évolution structurelle et fonctionnelle du système bancaire s'est réalisée dans un contexte de dépendance et d'intégration à l'égard du système bancaire de la métropole et a revêtu un aspect colonial.

Conçues précisément pour satisfaire les besoins financiers des sociétés du secteur moderne de l'économie algérienne, les banques opéraient en fait principalement dans le cadre des circuits commerciaux coloniaux traditionnels, destinant une large part de leurs emplois au financement des importations et de la commercialisation des produits locaux destinés à l'exportation, mais négligeant de participer en même temps à l'expansion de l'économie locale.

Exclusivement concentrée dans un très petit nombre de centres urbains l'articulation territoriale du système bancaire constituait, en outre, un frein sérieux à la diffusion sur l'ensemble du territoire des financements et à la monétisation d'une grande partie de l'économie (1).

Si nous considérons, enfin, les mouvements de fonds effectués principalement à sens unique entre le réseau algérien et celui de la métropole, il est facile de saisir combien ce *modus operandi* a, d'une part, renforcé les déséquilibres et le dualisme de l'économie du territoire assujetti et, d'autre part, encouragé l'apparition d'une structure dualiste identique sur le marché du crédit. En fait, seul le secteur moderne de l'économie pouvait utiliser les sources institutionnelles de crédit, et pouvait compter sur l'institut d'émission et les filiales des grandes banques de dépôt et d'affaires françaises, et pour ce qui concerne surtout les entreprises de moindres dimensions, sur le concours de certaines banques populaires.

Le crédit à l'agriculture était, au contraire, assuré par un système à structure pyramidale de Caisses de crédit agricole mutuel.

En résumé, l'économie moderne était reliée à un système de crédit qui n'était que la projection à échelle réduite de celui de la métropole.

Le secteur traditionnel, basé principalement sur une agriculture aux méthodes arriérées, ne trouvait par contre de répondant

(1) Ces aspects de la structure et du fonctionnement du système bancaire n'étaient pas typiques pour l'Algérie seulement, mais communs à une grande partie des Pays en voie de développement liés à la Mère-Patrie par des liens de nature coloniale. Consulter G. DELL'AMORE, *Politica bancaria e politica del risparmio nei Paesi Africani*, éd. Giuffrè, Milan, 1971, sur les répercussions de cette situation sur le développement de l'économie et sur le processus de formation et de mobilisation de l'épargne monétaire.

dans aucune source institutionnelle de crédit, et, exception faite pour le mouvement mutualiste agricole local, ce secteur était alimenté par le crédit direct accordé surtout en nature et à des conditions usuraires.

Non seulement le marché du crédit présente une structure dualiste marquée mais il était conditionné et subordonné aux vicissitudes monétaires et à celles du crédit de la Mère-Patrie. Ce satellisme monétaire est une situation qui n'a cessé que depuis quelques années, elle continua après la deuxième guerre mondiale lorsque la colonie se vit accorder une plus grande autonomie en matière de contrôle du crédit et de surveillance des activités bancaires.

Les importantes réformes bancaires et du crédit intervenues en France de suite après la guerre avaient été appliquées en Algérie et avaient amené à donner à l'institut d'émission un statut public et à constituer le Conseil Algérien du Crédit. Il s'agissait là, cependant, d'une autonomie plus formelle que réelle: dans la mesure où ces institutions gravitaient l'une dans l'orbite de la Banque de France, et l'autre dans celle du Ministère des Finances français et du Conseil National du Crédit, l'Algérie se trouvait en fait privée de la souveraineté monétaire sur le plan intérieur et, par suite même des liens dérivant de son appartenance à la Zone franc, sur le plan externe.

L'acquisition de pouvoirs effectifs dans les domaines de la monnaie et du crédit a eu lieu progressivement après l'indépendance (1er juillet 1962) et elle s'est réalisée suivant deux lignes directrices.

La première avait pour objet la constitution d'une banque centrale autonome, l'émission d'une monnaie nationale différente de la monnaie française, l'adoption du contrôle des changes vis-à-vis de la France et par suite le détachement du Pays de la Zone franc.

La deuxième visa à transformer le système bancaire en système public à l'aide de la création de banques nationales d'économie publique et l'incorporation progressive par celles-ci des filiales des banques étrangères opérant sur le territoire national. Après ce processus de restructuration, le système du crédit algérien se trouve actuellement composé des établissements de crédit publics suivants:

- trois banques de dépôts: la Banque Nationale d'Algérie (B.N.A.), la Banque Extérieure d'Algérie (B.E.A.) et le Crédit Populaire d'Algérie (C.P.A.);
- une banque de développement: la Caisse Algérienne de Développement (C.A.D.);
- une caisse d'épargne: la Caisse Nationale d'Epargne et de Prévoyance (C.N.E.P.).

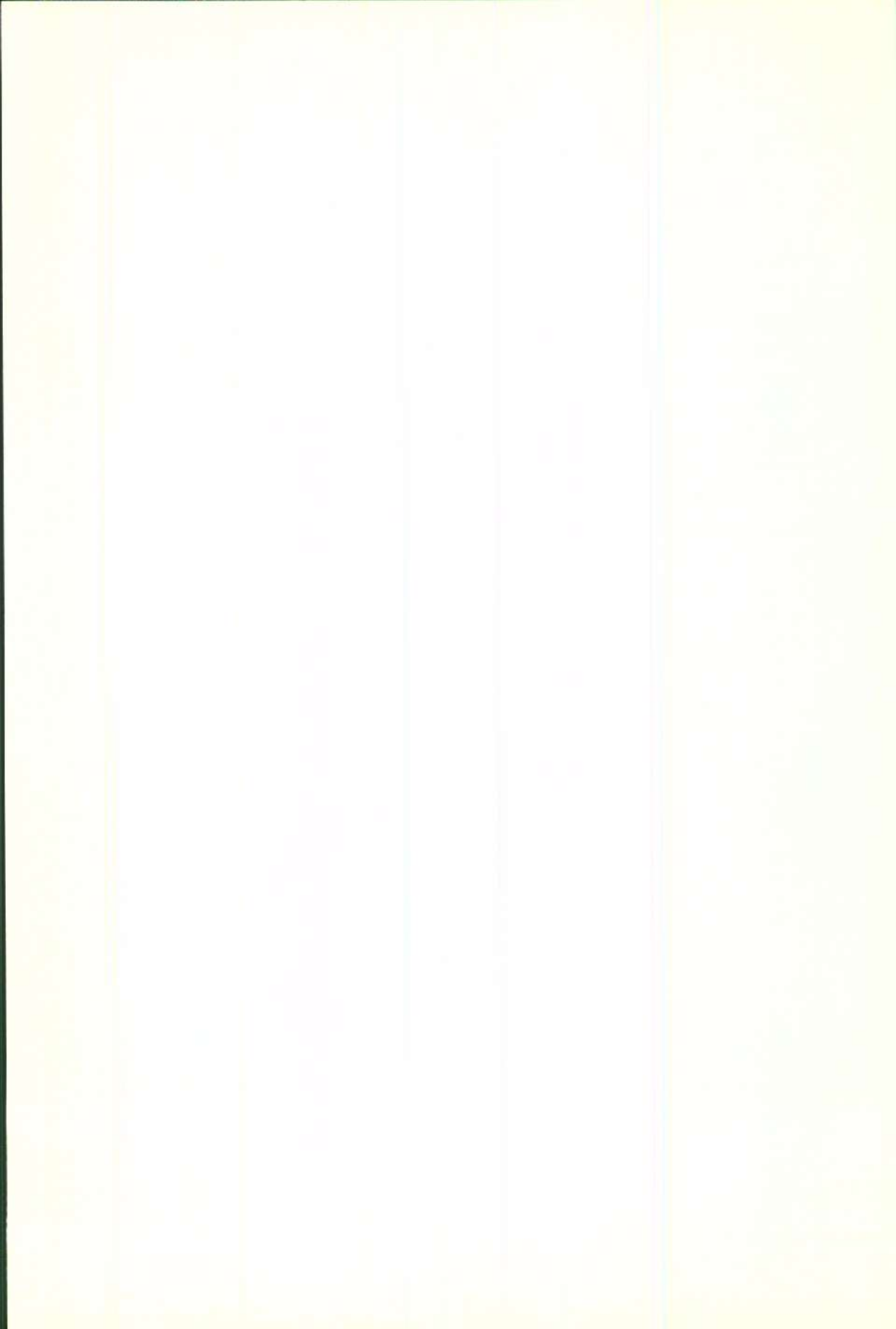
Il s'y ajoute deux banques privées. Ce sont: la Compagnie Française de Crédit et de Banque et la filiale de la Banque Populaire Arabe, dont le poids dans le système bancaire est d'importance négligeable.

Après l'étatisation du système bancaire l'autorité monétaire algérienne a pu exercer en faveur du développement le contrôle monétaire et du crédit qui revêt un aspect tout-à-fait différent de celui qui caractérise les économies de marché.

En premier lieu, les pouvoirs publics ont une action directe sur les besoins financiers des entreprises et, ensuite, par l'intermédiaire de la Banque centrale et du système bancaire, ils en assurent la couverture. Dans la mesure où les flux financiers sont déterminés *a priori* sur la base de la planification financière, il est bien évident que la manœuvre du coût et de la disponibilité du crédit ne revêt aucune importance en tant qu'élément de stimulation ou de freinage de l'activité de production.

En second lieu, le système bancaire, du point de vue opérationnel, ne dispose pas du pouvoir de décisions comme celui caractérisant la politique des emplois des établissements de crédit fonctionnant dans les Pays dont l'économie de marché permet la décentralisation des choix. Ce système bancaire opère, en fait, comme un centre de contrôle de la destination et de l'utilisation du crédit que, par son intermédiaire, l'Etat a décidé d'accorder aux différents secteurs de l'économie et aux diverses sociétés nationales conformément aux objectifs prioritaires de la planification.

Le système bancaire et la Banque centrale constituent ainsi une expression de la bureaucratie gouvernementale, et par conséquent le contrôle du crédit est surtout de nature administrative et sélective, et il tend à garantir la conformité des crédits accordés par les établissements du crédit avec les choix exprimés dans la planification.



Chapitre I

LE SYSTÈME BANCAIRE AVANT L'INDÉPENDANCE

1. PROCESSUS DE CONSTITUTION ET ÉVOLUTION DE LA BANQUE DE L'ALGÉRIE

Un institut d'émission fut créé à Alger le 4 août 1851, sous le nom de Banque de l'Algérie; il se substituait à un Comptoir National d'Escompte (1) dont les possibilités d'octroyer du crédit se trouvaient obligatoirement restreintes par la pénurie en ressources financières du Pays (2) et par l'impossibilité de remédier

(1) La « Banque de l'Algérie » représente la troisième tentative de création d'un institut de crédit en Algérie. Tout d'abord, le gouvernement français décida de faire appel à la Banque de France, en l'autorisant par la loi du 19 juillet 1845 à installer une filiale autonome dans la colonie. Des souscripteurs privés auraient participé au capital de cette filiale avec l'institut d'émission français. Le lancement de l'émission commença en 1848 mais fut interrompu par la révolution du 24 février. En juillet de la même année le Conseil de Régence de la Banque de France qui n'avait manifesté aucun enthousiasme pour cette opération remboursa les souscripteurs et abandonna le projet.

La deuxième tentative est précisément celle de la création d'un Comptoir National d'Escompte qui, n'ayant pas la faculté d'émettre des billets, ne fut pas à même de satisfaire la demande de crédit suscitée par les nouvelles initiatives ni de contribuer efficacement à la monétisation des échanges. Consulter: E. BLOCH-LAINÉ, *La Zone franc*, éd. P.U.F., Paris, 1956, pages 56-57.

(2) Au début de la colonisation française, l'Algérie n'était qu'à demi monétarisée. Un système rudimentaire existait, cependant, basé sur le bi-métallisme, rendu défectueux par le grand nombre de pièces de monnaie fausses ou « rognées ». Consulter: R. MAUGER, *La Banque de l'Algérie a cent ans*, dans « Algérie », juillet-octobre 1951, page 28; voir aussi: E. PICARD, *La monnaie et le crédit en Algérie depuis 1830*, éd. Jules Carbone, Alger, 1930, chap. I.

à cette situation par l'émission de billets; les ressources du Comptoir se révélèrent inadéquates devant une plus forte demande de crédit provoquée par un nombre croissant d'initiatives économiques coloniales.

La fondation de la Banque de l'Algérie fut largement soutenue par les pouvoirs publics français, lesquels y ont même participé du point de vue financier pour assurer le fonctionnement de l'institut. Ils accordèrent à la banque une ouverture de crédit égale à la moitié du capital effectivement souscrit, ce qui lui permit dès ses débuts de disposer d'une certaine marge opérationnelle, séparant ainsi l'émission de billets des réserves-or réelles (1).

Par ailleurs, l'Etat français imposa une série d'obligations pour la gestion de la Banque de l'Algérie (2) et se réserva le droit de nommer, sur proposition du Ministre des Finances, le directeur de l'institut.

Le pouvoir de contrôle ne fut pas exercé, cependant, par l'Etat d'une façon adéquate et suffisante pour soustraire la banque à l'influence des intérêts locaux. En fait, cette dernière, après avoir adopté une politique d'emplois inspirée par la prudence, s'engagea, pendant la période 1880-1900, sous la pression des intérêts des colons européens, dans des opérations de crédit agricole et dans des prêts immobiliers, incompatibles par leur structure

(1) Le capital social de la Banque de l'Algérie fut fixé par la loi du 4 août 1851 à 3 millions de francs représentés par 6.000 actions. Conformément aux termes du texte législatif la banque commença à opérer dès que 2.000 actions furent souscrites. Le capital initial était de 1.050.000 francs et le montant du crédit accordé par l'Etat français de 525.000 francs. Voir: E. BLOCH-LAINÉ, *La Zone franc, op. cit.*, page 57.

(2) La plus importante de ces obligations concerne le volume des réserves. Voir page 45.

avec le maintien de l'équilibre financier de sa gestion, et cette dernière en fut gravement compromise (1).

Dès que la banque eut surmonté cette crise, les pouvoirs publics furent amenés après cette expérience négative à adopter une série de dispositions (2) tendant à modifier certains aspects des activités de l'institut et à accroître l'efficacité du contrôle de la gestion de la banque.

Ces mesures décidèrent du transfert du siège de la banque à Paris afin de la soustraire au jeu des intérêts locaux; elles fixèrent la modification du régime d'émission des billets et de leur couverture (3); elles introduisirent une taxe progressive sur la circulation des billets; elles imposèrent l'octroi à la colonie d'un prêt de 3 millions de francs ne portant pas intérêt et dont l'échéance était fixée à la date de cessation du privilège d'émission. Le montant du prêt, de même que le produit de l'impôt sur la circulation, afflueraient au secteur agricole, libérant ainsi la banque de la prise de risques liés à des opérations lesquelles — ne répondant pas à la règle exigeant qu'elles se liquident de manière autonome — en auraient compromis à nouveau l'équilibre financier.

A la suite des mesures adoptées dont on a parlé plus haut, la gestion de la Banque de l'Algérie redevint donc conforme aux schémas typiques des instituts d'émission et, une fois l'auto-

(1) Voir page 57. Observer, en outre, que la crise traversée par la banque a eu pour répercussion une certaine prudence des pouvoirs publics à lui confirmer à nouveau son privilège d'émission pour de longues périodes. Ce privilège fut renouvelé pour de très courts délais en 1897 et en 1899, alors qu'antérieurement le décret du 15 janvier 1868 l'avait prorogé jusqu'au 1er novembre 1881 et le décret du 3 avril 1880 jusqu'au 1er novembre 1897.

(2) On se réfère ici au décret du 5 juillet 1900 qui accordait, en outre, la prorogation du privilège d'émission pour 12 ans.

(3) Voir page 46.

rité de contrôle des pouvoirs publics renforcée, il fut possible d'étendre à la Tunisie son privilège d'émission; cette proposition avait déjà été discutée en 1881, elle fut entérinée par la loi de 1900 déjà mentionnée.

Un décret du Bey (8 janvier 1904) accorda en fait à la Banque de l'Algérie le privilège d'émission dans la Régence de Tunis, confirmé ensuite par le gouvernement français avec autorisation à la banque susdite d'ouvrir des filiales dans la Régence (7 mars 1904).

Immédiatement après la dernière guerre, la loi du 17 mai 1946 a étendu à l'institut les mesures de nationalisation adoptées le 2 décembre 1945 par le gouvernement français à l'égard de la Banque de France. Cette transformation en institut public a comporté comme conséquence une série de modifications concernant le fonctionnement et la structure de la Banque de l'Algérie et la promulgation d'un nouveau statut (12 janvier 1949).

En premier lieu on insista sur la transformation fonctionnelle de l'institut d'émission — maintenant Banque de l'Algérie et de la Tunisie — en banque des banques dotée de pouvoirs de contrôle et de direction du crédit. A cet égard, le statut autorisait la banque à effectuer des opérations de *open market* afin d'accroître l'efficacité de sa politique de réescompte, adoptée surtout comme un instrument de protection de ses réserves en devises (1).

En deuxième lieu, la distribution du capital social (2) et la composition du conseil d'administration furent modifiées. Il fut

(1) Voir P. PASCALLON, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., page 702.

(2) Le capital social de la banque, formé par 50.000 actions de 500 francs, fut divisé en trois parts: l'Algérie recevait 17.500 actions, la Régence de Tunis 7.500 et l'Etat français le reste des actions; les actions, évidemment inaliénables, devant revenir à l'Etat français en cas de cessation du privilège d'émission.

enfin établi par le statut que l'institut serait administré, sous la présidence d'un gouverneur et d'un vice-gouverneur nommés par les pouvoirs publics, par un conseil d'administration composé de 15 membres représentant la France, l'Algérie, la Tunisie et les activités économiques de ces deux derniers Pays. Un collège de trois commissaires aux comptes devait assurer le contrôle des activités de la banque.

Il fut décidé que le privilège de l'émission serait renouvelé sans limitation de durée, le contrôle des pouvoirs publics sur la gestion de la banque étant désormais consolidé. Le 19 septembre 1958, l'institut perdit cependant le privilège de l'émission en Tunisie lorsque fut fondée la Banque centrale de cet Etat.

La dénomination originale de Banque de l'Algérie étant acquise de nouveau, une fois la composition du conseil d'administration modifiée par suite du départ des représentants tunisiens, l'institut continua à opérer jusqu'au 31 décembre 1962, époque à laquelle l'Algérie, ayant obtenu l'indépendance politique, créa sa propre Banque centrale: la Banque Centrale d'Algérie (B.C.A.).

2. L'ACTIVITÉ DE LA BANQUE DE L'ALGÉRIE

Les phases les plus importantes de l'évolution de la Banque de l'Algérie une fois décrites, il reste à examiner les principaux aspects de la gestion de l'institut et les répercussions de cette dernière sur la situation monétaire du Pays. Nous analyserons, en particulier, le régime de l'émission et du change des billets ainsi que les relations de la Banque avec l'économie et le Trésor.

a) L'émission et le change des billets

A ses débuts, la Banque de l'Algérie fut tenue d'observer le rapport fixe de « un à trois » (« règle du tiers ») entre ses réser-

ves-or et le montant des billets en circulation et des dépôts à vue (art. 6 de la loi du 4 août 1851) (1).

Les dispositions prises en 1900 remplacèrent le système de la réserve proportionnelle par celui des plafonds d'émission déterminés de temps à autre par l'Etat afin de rendre la création de billets conforme aux exigences de l'économie algérienne, compte tenu de ses répercussions sur celle de la métropole, et particulièrement aux exigences de l'administration coloniale. D'ailleurs, la nécessité d'imposer un automatisme rigide proportionnel entre les réserves et les dettes à vue était devenue moins urgente après la déclaration du cours forcé du billet de la Banque de l'Algérie (2).

L'inconvertibilité de ce dernier n'exonérait pas l'institut de l'obligation d'assurer le change des billets — dont le pouvoir libératoire était limité à l'Algérie (3) — au moment où le pays entraînait en relations avec le reste du monde, situation qui n'avait rien d'hypothétique étant donnée la structure du système économique.

L'équilibre des comptes avec l'étranger représentait cependant une obligation permanente pour la fonction monétaire de

(1) Respecter ce rapport était d'autant plus difficile que le milieu économique dans lequel l'institut opérait était arriéré. Ainsi que le fait observer R. Mauger: « La pauvreté des ressources locales en monnaies métalliques, la thésaurisation, la défiance à l'égard de la monnaie-papier, particulièrement vives en milieu indigène, rendirent très difficile le respect de cette règle du tiers garanti. La Banque dut recourir à des achats d'écus en France et procéder à des augmentations de capital, d'où une gêne dans son rôle de dispensatrice du crédit ». Voir: *La Banque de l'Algérie, op. cit.*, page 29.

(2) Les billets furent d'abord convertibles en or. En 1870, on déclara le cours forcé, cette déclaration fut confirmée en 1914. Redevenus convertibles le 25 juin 1928, ils perdirent définitivement cette qualité le 12 octobre 1936.

(3) La loi du 2 juillet 1959 sur la circulation monétaire, rendant uniformes les caractéristiques du franc algérien et du franc français, déterminait, cependant, que les billets émis dans l'un des deux Pays auraient eu un pouvoir libératoire dans l'autre.

la Banque de l'Algérie; cette fonction était précisément réglementée par une manœuvre concertée du plafond d'émission et du taux de l'escompte.

Le mécanisme de conversion était toutefois, différent suivant que le reste du monde était représenté par la France (ou par les Pays de la Zone franc) ou bien par d'autres Etats. Nous devons, tout d'abord, poser comme condition préalable que le rapport de change du billet algérien était fixé au pair avec le franc français et, par l'intermédiaire des cotations de ce dernier, les parités avec les autres monnaies étaient automatiquement définies. Par conséquent, la Banque de l'Algérie devait être à même de garantir, à tout moment et sans limites, la convertibilité au pair du franc français et du franc algérien en vue d'assurer d'une façon continue les opérations de transfert directes et provenant de la Mère-Patrie ou des autres Pays.

Le lien entre la monnaie nationale et le franc français ne constituait pas une attache monétaire limitée seulement à l'Algérie mais représentait, en outre, le caractère commun de tous les territoires qui, politiquement unis à la France, ont été à l'origine d'une zone monétaire connue sous le nom de Zone franc (1).

(1) La zone monétaire française ne constitue pas l'unique exemple de ce type de système. On lui oppose, ordinairement, en étudiant le marché du crédit des Pays africains, celle de la sterling. Cette opposition est justifiée, parmi les autres motifs d'ordre économique et institutionnel sur les caractéristiques des Pays membres, par l'intensité différente du lien qui unissait les monnaies des deux systèmes à la sterling ou au franc, en tant que conséquence dérivant de la fonction monétaire diverse exercée, respectivement, par les *Currency Boards* (Zone de la Sterling) et par les instituts d'émission coloniaux (typiques de la Zone franc). Ainsi que le fait remarquer E. BLOCH-LAINÉ (*La Zone franc, op. cit.*, page 8): «...les monnaies coloniales de l'Empire français avaient avec le franc métropolitain des liens qui les distinguaient nettement des monnaies étrangères. Sans doute ne lui étaient-elles pas attachées aussi étroitement que les monnaies des colonies de la Couronne britannique le sont à la Banque d'Angleterre: dans ces territoires, il n'y a jamais eu, en effet, d'émission autonome puisque des *Currency Boards* se bornent à faire l'échange des billets, sans accomplir aucun acte de création monétaire ».

En général, cette Zone est caractérisée par deux principes fondamentaux (1). Le premier concerne les rapports monétaires entre les Pays membres et la France, qui sont réglementés par les dispositions suivantes: 1) parité fixe entre les diverses monnaies de la Zone (monnaies satellites) et le franc français (monnaie pilote); 2) interconvertibilité inconditionnée des monnaies de la Zone à l'égard desquelles le franc français métropolitain sert de gage et d'étalon (2).

De manière identique, le Professeur A. Mauri note la façon dont les *Currency Boards* étaient « bien loin du concept des banques centrales, mais que leur sphère opérationnelle se trouvait de ce fait beaucoup moins étendue que celle d'une simple banque d'émission, puisqu'ils n'étaient pas autorisés à octroyer des crédits dans les territoires où ils exerçaient leurs activités ». Consulter: A. MAURI, *La genesi della banca centrale nel Kenia, in Tanzania ed in Uganda*, dans « Scritti in Onore di G. Dell'Amore », éd. Giuffrè, Milan, 1969.

Ce ne fut qu'après la seconde guerre mondiale que les *Currency Boards* furent autorisés, dans certaines limites, toutefois, à émettre de la monnaie. Ce fut le cas, en septembre 1955, de l'*East African Currency Board*. Voir: A. MAURI, *op. cit.*

Sur les répercussions du comportement mécanique des *Currency Boards* sur les systèmes économiques, et en particulier sur celui de l'Afrique Orientale, voir l'Introduction de L. FREDIANI à S.K. BASU, *La Banca centrale nei Paesi in via di sviluppo* (Collana Internazionale di saggi monetari, creditizi e bancari, publiée par la Cassa di Risparmio delle Province Lombarde, vol. 21, pages XVI-XXIV).

(1) La structure de la Zone franc est, en réalité, très complexe et tous les Pays n'étaient pas liés à la monnaie et au Trésor français suivant les mêmes modalités. Pour une rapide analyse de la Zone franc, voir J. BRANGER, *Traité d'Economie Bancaire, tome I*, éd. P.U.F., Paris 1968, pages 133-146. Pour une étude plus approfondie et complète, consulter: E. BLOCH-LAINÉ, *La Zone franc, op. cit.*

(2) « Tout se passe, dans la pratique, comme s'il y avait pour l'ensemble de la Zone franc, représentée par des vignettes diverses, et avec des appellations différentes, une seule monnaie dont le « gage » est inscrit tout entier à l'actif du bilan de l'Institut d'émission métropolitain ». E. BLOCH-LAINÉ, *La Zone franc, op. cit.*, page 36.

Il est évident que cette situation peut être réalisée dans la mesure où il existe une unification des politiques monétaires des différents Pays, mise en oeuvre par un contrôle étroit de l'Autorité monétaire française sur les instituts d'émission coloniaux.

Le second principe fondamental se réfère par contre aux rapports entre la Zone et le reste du monde, trois aspects les caractérisent: 1) contrôle des changes; 2) contrôle du commerce avec l'extérieur; 3) gestion centralisée et redistribution des devises étrangères acquises par la Zone en faveur des Pays membres.

L'Algérie a fait partie de la Zone franc comprise dans un sens restrictif (1) jusqu'à l'obtention de son indépendance. Nous analysons donc ici les modalités et techniques au moyen desquelles se réalisait la liberté des transferts à l'égard de la Mère-Patrie et comment le système des règlements à l'égard des Pays n'appartenant pas à la Zone était structuré.

1) *relations monétaires avec la France* — Les relations monétaires réciproques entre la France et l'Algérie avaient lieu au moyen de deux circuits distincts. Le premier dépendait du Trésor et était alimenté par les opérations de l'Administration publique, il n'était pas rare qu'il représente pour l'Algérie un avoir net surtout du fait des dépenses de souveraineté et des fonds octroyés pour la réalisation d'investissements de la nation.

L'institut d'émission était à la tête du second circuit qui comprenait les transactions commerciales ou financières pour lesquelles le système bancaire servait d'intermédiaire et qui, ordinairement, se traduisaient en un débit net pour l'Algérie. Dans le cas d'un règlement d'une dette algérienne en France, et suivant le circuit employé, dans l'opération, le Trésor ou la Ban-

(1) Dans le sens large de l'expression, la Zone franc peut être comprise comme englobant aussi les Pays dont la monnaie n'est pas rattachée au franc français de la façon précisée ci-dessus, mais rentrant dans le contexte plus vaste des accords de coopération financière, économique et technique avec la France.

Ce n'est que dans ce sens, et avec des nuances très diverses, que des Pays comme l'Algérie, ainsi que la Tunisie et le Maroc peuvent, par exemple, être compris aujourd'hui dans la Zone franc.

que de l'Algérie recevaient les billets nécessaires au paiement et le Trésor français ou les correspondants de la Banque de l'Algérie versaient au créancier français la contre-valeur en billets de la Banque de France. Dans le cas contraire, le Trésor français ou les correspondants de la Banque de l'Algérie réglaient au créancier algérien la contre-valeur en francs algériens. En d'autres termes, le règlement des dettes de l'Algérie comportait une augmentation du compte du Trésor à la Banque de l'Algérie ou une diminution des activités en francs de cette dernière. Le paiement des dettes françaises produisait au contraire une diminution du compte du Trésor à la Banque de l'Algérie ou une augmentation des activités en francs de cette dernière.

En vue de garantir la libre convertibilité au taux du change fixé entre ces deux monnaies, il était nécessaire de se conformer à deux règles du jeu fondamentales. Tout d'abord, étant donné que le circuit dirigé par le Trésor représentait vraisemblablement un crédit net de l'Algérie et que ceci comportait un paiement de francs algériens aux résidents, le compte du Trésor à la Banque de l'Algérie devait toujours être créditeur; en outre, on ne devait pas demander le règlement de son solde en francs français par l'intermédiaire du Trésor de la métropole (1).

Il a été facile d'observer la condition de cette première obligation grâce à l'existence d'une ouverture de crédit accordée par la Banque de l'Algérie; en y recourant sans aucune limite du montant, le Trésor pouvait couvrir un solde passif éventuel entre les besoins et les disponibilités en francs algériens (2).

(1) Ne pas oublier que le Trésor algérien fut constitué en 1943 et que par la suite, en 1958, il devint une section spéciale du Trésor de la métropole.

(2) « Le compte courant toujours créditeur est alimenté, d'une part, par les ressources locales du Trésor (excédent d'émission des bons du Trésor, remboursement par les territoires de dépenses réglées pour leur compte par le Trésor dans la

En ce qui concerne la deuxième obligation, le Trésor exigea que l'on se soumette à deux conditions pour éviter le rapatriement des soldes à l'actif. En premier lieu la Banque de l'Algérie devait rémunérer le compte par un taux d'intérêt fixé proportionnellement à son montant, et en second lieu elle devait garantir à n'importe quel moment la couverture de sa propre dette avec un actif en francs français dont elle était détentrice (1).

La seconde règle du jeu consistait à mettre l'institut d'émission dans l'obligation de conserver à la Banque de France ou dans d'autres banques correspondantes les soldes créditeurs provenant des transactions effectuées par leur intermédiaire, soldes qui étaient à leur tour utilisés pour régler les positions débitrices du Pays.

Toutes autres circonstances étant égales, la possibilité d'assurer la convertibilité à un taux de change fixe du billet de la Banque de l'Algérie était donc liée aux avoirs en francs de cette dernière et, en conséquence, à l'équilibre des comptes avec l'étranger, condition qui n'a pas toujours été réalisée en Algérie.

La liberté des transferts reposait, par conséquent, en dernière instance, sur la garantie accordée par l'autorité monétaire

métropole, dépôts au Trésor des disponibilités des territoires, excédent des transferts postaux...) et, d'autre part, par des tirages sur le compte d'avances. Si les besoins du Trésor en monnaie locale excèdent ses ressources dans la même monnaie, le Trésor tire sur le compte d'avances les sommes nécessaires pour le satisfaire. Si, à un moment quelconque, le Trésor a des disponibilités en monnaie locale supérieures aux dépenses à effectuer, le compte courant sert à rembourser les avances portées à l'autre compte ». E. BLOCH-LAINÉ, *La Zone franc, op. cit.*, page 364.

(1) Le taux d'intérêt, augmentant proportionnellement avec le montant du solde actif du compte du Trésor, était déterminé de telle sorte que la banque pouvait avoir avantage à utiliser ses propres disponibilités en francs français pour assurer les transferts, ou à réduire son découvert débiteur envers le Trésor en effectuant des remboursements en francs français, ou encore, dans le cas de réserves insuffisantes, à manoeuvrer le taux de l'escompte afin de ramener l'équilibre dans les comptes avec l'étranger. Voir: P. PASCALLON, *L'expérience monétaire algérienne, op. cit.*, page 699.

française au billet de l'institut d'émission algérien, dans le sens que cette autorité s'engageait à fournir les francs français nécessaires pour garantir la convertibilité au pair des deux monnaies.

Le crédit du Trésor français a donc permis à la Banque de l'Algérie de délier, dans une certaine limite, sa fonction monétaire et de crédit des disponibilités effectives sur l'étranger et, d'une façon générale, de l'évolution des soldes de la balance des paiements. Cette dernière, même, généralement déficitaire par suite de la structure du système économique et des mouvements financiers, aurait contraint l'institut d'émission à adopter fréquemment des politiques de restriction, résultant en une réduction de la base monétaire et des répercussions immédiates sur les activités de production et sur le développement de l'activité bancaire. L'intervention effectuée en dernière instance par le Trésor français comportait cependant le contrôle de l'activité de la Banque de l'Algérie et, en outre, elle ne représentait pas une garantie illimitée de convertibilité (1).

(1) Le Trésor était, en fait, le prêteur en dernière instance auquel recourait la Banque de l'Algérie après avoir utilisé ses propres disponibilités en francs et les lignes de crédit dans les banques correspondantes, en particulier celle de la Banque de France. La Banque de l'Algérie avait alors la faculté de demander au Trésor soit le remboursement en francs des crédits qui lui étaient accordés en Algérie, soit une avance, mais cette dernière n'était pas obligatoirement accordée.

A ce propos, E. Bloch-Lainé fait ressortir comment la banque d'émission, une fois épuisées les alternatives à sa disposition: « est conduite à s'adresser au Trésor pour lui demander soit le règlement de la dette qu'il peut avoir contractée à son égard en tirant sur le compte d'avances ouvert à son nom chez elle, soit, en l'absence d'une telle dette, une avance pure et simple. Ces concours du Trésor n'ont nullement un caractère automatique. La Banque n'est pas ainsi à l'abri du risque de ne pouvoir faire face, à un moment quelconque, à la totalité des demandes de transfert qui lui sont présentées. Ce risque n'est pas du tout théorique si la balance des paiements du pays considéré avec la métropole est constamment déficitaire » (*La Zone franc, op. cit.*, page 364).

Le mécanisme de conversion dont il s'agit ici ne doit pas être l'objet d'une confusion avec le régime appelé compte d'opérations, créé en 1952 et qui carac-

La limite des crédits accordés en francs coïncidait précisément avec le point où le passif de la balance des paiements algérienne pouvait déterminer des déséquilibres ou des tensions dans le système économique de la métropole. Au-delà de ce seuil, il était nécessaire de rétablir l'équilibre dans les comptes de l'Algérie, et de confier cette tâche avant tout à la manœuvre classique du taux de l'escompte.

La Banque de l'Algérie ne fut autre que l'annexe opérationnelle de la Banque de France et du Ministère des Finances français, dans un contexte plus vaste de satellisme monétaire résultant des liens économiques et politiques de type colonial. Le premier aspect fondamental d'une telle situation est justement le lien étroit

térise actuellement le lien monétaire étroit du franc français avec les deux unions monétaires établies en Afrique en 1960 et en 1962 et qui sont dirigées respectivement par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun (B.C.E.A.E.C.) et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (B.C.E.A.O.), ayant toutes deux leur siège à Paris, de même que le lien avec d'autres Etats tels que le Mali et Madagascar. Le compte d'opérations est basé sur la garantie illimitée du franc français, dans le sens que ces banques centrales peuvent utiliser sans limites de montant le compte en question (qui est ouvert au Trésor français) afin d'assurer la convertibilité de leurs monnaies (franc C.F.A. dans le cas des deux unions monétaires) en francs français.

Dans la pratique les comptes d'opérations ne sont pas utilisables, cependant, aux mêmes conditions dans tous les Pays de la Zone franc (voir à ce sujet: S. BORTOLANI, *Le système bancaire du Niger*, vol. 2 de la série « Les marchés du Crédit des Pays d'Afrique », publiée par la *Cassa di Risparmio delle Province Lombarde*, Milan, 1971, page 31 et suivantes, auquel nous renvoyons également pour ce qui concerne l'Union Monétaire de l'Afrique de l'Ouest que l'on vient de mentionner).

Il est possible enfin de faciliter la convertibilité, mais non de la garantir, à l'aide de comptes d'avances spéciaux dont le montant est fixé d'avance, et qui, contrairement aux cas précédents, sont ouverts à la Banque de France et non auprès du Trésor. Il est évident qu'il s'agit là de simples accords de crédit entre les banques centrales mais qui ne requièrent pas une stricte ingérence de l'Autorité monétaire française dans la gestion monétaire du Pays emprunteur, circonstance qui se produit toujours, par contre, dans le régime du compte d'opérations.

entre la monnaie algérienne et celle de la France, de ce fait la première a toujours subi les vicissitudes de la seconde jusqu'à l'indépendance de l'Algérie. Ce rapport de dépendance a encore été renforcé par des normes sur la cession et l'acquisition par la Banque de l'Algérie de devises autres que les francs français, ces derniers se trouvaient donc à représenter l'unique activité de réserve de l'institut.

En outre, les vicissitudes du marché du crédit algérien étaient étroitement liées à celles de la métropole. Les restrictions ou les extensions de la base monétaire en France se reflétaient en fait directement sur celle de l'Algérie dont le contrôle — par suite du libre transfert des capitaux, de l'obligation d'assurer la convertibilité aux taux de change fixe, et de l'existence d'un système bancaire exclusivement composé de banques étrangères — était soustrait à la Banque de l'Algérie. Cet état de choses conditionnait bien plus la situation monétaire et économique de la colonie que ce qui se produisait à l'égard de la Mère-Patrie, faisant peser dans une plus large mesure sur la première les effets du processus d'ajustement concerté ou imposé par la seconde (1).

2) *relations monétaires avec les Pays n'appartenant pas à la Zone franc* — Le régime de liberté en vigueur à l'intérieur de la Zone franc se traduisait à l'égard des Pays en dehors de celle-ci par: 1) le contrôle des transactions commerciales; 2) le contrôle

(1) A cette situation, d'ailleurs, les critiques ne manquèrent pas: en particulier elles étaient faites par certains grands opérateurs franco-algériens. C'est ainsi que « certains gros importateurs qui ne manquaient pas de percevoir les inconvénients de cette « perméabilité » n'ont pas hésité à songer à un décrochage du franc algérien par rapport au franc français, notamment en 1924 et en 1946. Les dirigeants français n'ont jamais accepté ce décrochage... De plus les gros exportateurs de vin s'opposaient à une telle mesure ». Voir: P. PASCALLON, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., page 714.

des changes; 3) la gestion centralisée et la redistribution des devises étrangères acquises par la Zone au moyen de l'intermédiation du Fonds de stabilisation des changes (1).

Contrairement à ce qui se passait pour les autres Pays, l'Algérie fut considérée comme une partie intégrante de la Mère-Patrie en ce qui concerne le contrôle des changes. Celui-ci fut donc confié à la Banque de l'Algérie qui se trouva à constituer la délégation locale de l'Office des changes de la Métropole. Comme elle agissait en tant que représentant de ce dernier la banque fut donc tenue d'en observer et d'en appliquer scrupuleusement les instructions imparties sur le contrôle des mouvements de devises (2).

Les négociations de devises autres que le franc avaient lieu sur le marché des changes de Paris par l'intermédiaire du Fonds de stabilisation des changes qui détenait le monopole de la gestion des réserves en devises (les activités en francs français étant exclues) des Pays de la Zone franc et servait de centre de réunion et de distribution de celles-ci.

(1) « L'existence de la Zone franc se caractérise, vue de l'étranger, par l'uniformité des règles appliquées dans les territoires qui la composent en matière de contrôle des changes et du commerce extérieur, et l'obligation faite à tous ses membres de mettre en commun leurs ressources en devises. La centralisation qui résulte d'un tel système, explicable par la nature des liens politiques qui unissent la métropole aux pays d'outre-mer, fait essentiellement reposer sur le Ministère des Finances et des Affaires économiques le soin de définir les rapports que la Zone franc doit avoir avec l'étranger ». E. BLOCH-LAINÉ, *La Zone franc, op. cit.*, page 256.

En ce qui concerne les aspects techniques et économiques de la réglementation en objet, voir l'ouvrage du même auteur au premier chapitre de la deuxième partie. Consulter également: J. BRANGER, *Traité d'économie bancaire, op. cit.*, page 145 et suivantes.

(2) Ce régime était appelé exceptionnel en opposition avec celui qui était en vigueur dans d'autres Pays et avait en origine pour structures des Offices de changes coloniaux spéciaux dirigés par la Caisse centrale de la France d'outre-mer.

L'Algérie n'avait donc pas la possibilité d'administrer et d'utiliser ses avoirs à l'étranger de façon autonome car ils devaient être cédés au Fonds. Ce dernier s'engageait, par ailleurs, à accorder les devises nécessaires pour régler les dettes algériennes.

D'une manière générale, les apports et les prélèvements en devises du Fonds constituaient deux opérations distinctes et indépendantes, elles ne comportaient pas la mise au point de la position nette du Pays à l'égard du Fonds lui-même.

A la suite d'accords bilatéraux, divers Etats ont obtenu la comptabilisation séparée de leurs propres mouvements, avec, pour résultat, la détermination de leurs réserves en devises et un aspect différent de leur rapport de participation au Fonds. A partir de 1963, le lien de l'Algérie au Fonds de stabilisation des changes a changé dans ce sens (1).

b) Crédits à l'économie (2)

L'activité de crédit de la Banque de l'Algérie a été caractérisée par deux phases distinctes dont une — la deuxième — a com-

(1) Voir page 92.

(2) Il ne faut pas oublier que la Banque de l'Algérie, en plus de ses financements à l'économie est intervenue aussi en faveur du Trésor. Nous avons parlé au cours des pages précédentes du compte courant du Trésor à la Banque et du crédit illimité que cette dernière était tenue d'accorder afin de permettre la convertibilité entre les deux monnaies. D'autres rapports ont, cependant, caractérisé la fonction de banquier de l'Etat assumée par l'institut d'émission; parmi ceux-ci figurent les avances sans intérêts octroyées à l'Etat et la gestion d'une partie des paiements et des encaissements du gouvernement effectuée gratuitement à des titres divers. En contre-partie du privilège d'émission les pouvoirs publics firent supporter à la banque une série de charges financières. Elle fut tenue de verser à l'Etat français et — pendant la période où son activité s'étendit à la Tunisie — à l'Administration tunisienne, des impôts sur les billets en circulation et, dans des cas particuliers, des parts de bénéfices annuelles. Consulter: E. PICARD, *La monnaie et le crédit*, op. cit., pages 308-313.

mencé au moment même où a eu lieu la transformation fonctionnelle de l'institut — survenue après la seconde guerre mondiale — qui de typique banque d'émission est devenu prêteur en dernière instance en faveur du système bancaire (1).

Dès le début de ses activités, la banque destina une part importante de ses propres emplois au financement du secteur agricole moderne. Une grande partie de ces crédits était, toutefois, à moyen et long terme ce qui eut pour conséquence, alors que se combla, d'une part, le vide dû au manque d'instituts spécialisés pour le financement de l'agriculture, de voir se créer, d'autre part, les conditions préalables à de sérieuses difficultés dans le maintien de l'équilibre financier de la gestion de l'institut. En outre, cette situation s'aggrava considérablement pendant les vingt dernières années du siècle lorsque la diminution des prix du vin — unique produit important de l'agriculture algérienne qui soit commercialisé — et la destruction d'une grande partie des récoltes due à des événements naturels, provoquèrent une insolvabilité généralisée parmi les clients de la banque, déterminant une crise sérieuse de cette dernière (2).

La Banque de l'Algérie est intervenue aussi indirectement pour favoriser le financement de l'agriculture coloniale. L'institut

(1) La plupart des normes qui disciplinaient les emplois de la Banque de l'Algérie, se sont inspirées du statut de la Banque de France, tandis que dans d'autres cas la transposition a été effectuée compte tenu des exigences de l'économie locale. C'est le cas de l'échéance maximum des effets escomptés, portée à 100 jours, et du nombre des signatures, réduit à deux. En ce qui concerne les opérations effectuées par la banque, voir: E. PICARD, *La monnaie et le crédit*, op. cit., page 313 et suivantes, et P. PASCALLON, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., page 700 et suivantes.

(2) Les difficultés rencontrées par l'institut pendant cette période et les critiques faites à son comportement, sont largement traitées par E. PICARD, *La monnaie et le crédit*, op. cit., pages 158-170.

se fit le promoteur de la création de comptoirs d'escompte locaux qui, par le truchement du réescompte, servaient d'intermédiaire entre la Banque de l'Algérie et les exploitations agricoles, permettant ainsi de satisfaire les conditions requises pour que les effets soient bancables en ce qui concerne le nombre des signatures et garantissant une alternative possible de récupération du prêt en cas d'insolvabilité du débiteur principal.

Le fonctionnement des institutions ainsi créées était étroitement lié aux facilités de réescompte de la Banque de l'Algérie et il fut donc sérieusement compromis par la crise qui frappa cette dernière.

A partir de 1900, un système spécial de crédit agricole fut institué progressivement (1) ce qui eut pour résultat de donner à la banque la possibilité de se consacrer dans une plus large mesure au financement traditionnel des transactions commerciales et surtout à celui des échanges commerciaux avec la Mère-Patrie.

La consolidation des structures bancaires du Pays et les dispositions prises immédiatement après la guerre avaient enfin créées les conditions voulues pour transformer l'institut d'émission en banque centrale. En premier lieu, l'expansion économique des établissements de crédit et tout particulièrement l'intervention sur le marché du crédit algérien des grandes institutions financières publiques ou semi-publiques françaises (2) déterminèrent en fait

(1) Il s'agit, en particulier, de la constitution des Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel et de la Caisse Algérienne de Crédit Agricole Mutuel (C.A.C.A.M.). Voir page 187 et suivantes.

(2) Il s'agit des opérations à moyen et long terme garanties par l'Etat et mobilisables auprès de l'institut d'émission, effectuées par le Crédit National, par le Crédit Foncier de France et par la Caisse Nationale des Marchés de l'Etat. Voir: P. PASCALLON, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., page 702.

d'une part, une diminution progressive des opérations d'intermédiaire faites par l'Institut, et, d'autre part, la possibilité pour ce dernier d'effectuer à un degré plus élevé la fonction de banque des banques. En second lieu, l'institut d'émission perdait son caractère privé et les textes de loi décidaient de la constitution, sur le modèle de celui de la métropole, du Conseil Algérien du Crédit, organe consultatif en matière de contrôle du crédit et de l'activité bancaire.

En dépit de la réduction des crédits directs et du développement de son propre rôle de prêteur en dernière instance, la Banque de l'Algérie ne s'était pas cependant comportée comme une banque centrale dans le sens véritable de l'expression. D'une part, en effet, les autorités françaises n'ont pas autorisé l'adoption de techniques de contrôle monétaire déterminées, comme, par exemple, celles consistant à imposer aux banques commerciales un coefficient de trésorerie (1). D'autre part, ces dernières, dans la mesure où elles pouvaient se refinancer auprès des maisons-mères, n'étaient que partiellement dépendantes pour l'approvisionnement en liquidité, de l'institut central algérien (2).

Ajoutons à ces considérations les liens provenant du libre transfert des capitaux, il en résulte que la Banque de l'Algérie disposait de peu de pouvoir de contrôle sur la création de la base monétaire car elle dépendait, en dernier ressort, des fluctuations du marché du crédit français.

(1) Voir: P. PASCALLON, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., page 703.

(2) Ce n'est qu'à partir de 1958-1959 que le système bancaire a utilisé de manière intensive le canal de réescompte de la Banque de l'Algérie surtout parce que les maisons-mères montraient une certaine prudence car elles commençaient à voir se poser le problème de la continuité de la présence française en Algérie, et intégraient directement les trésoreries de leurs filiales.

3. STRUCTURE DU SYSTÈME BANCAIRE (1)

Après la création de la Banque de l'Algérie et parallèlement à l'apparition et à l'intensification des initiatives économiques, les succursales de banques de dépôt et de banques d'affaires françaises commencèrent à s'installer; il faut y ajouter un certain nombre d'établissements de crédit qui étaient formellement algériens, mais dont le sujet économique était représenté par des banques européennes.

Dans tous les cas, le système bancaire de l'Algérie s'est développé essentiellement comme une annexe et une projection de celui de la France présentant, par conséquent, de multiples caractéristiques structurelles et opérationnelles similaires. Les mêmes considérations valent pour ce qui a trait à la discipline et au contrôle de l'activité bancaire.

Nous avons déjà mentionné les aspects typiques du comportement du système bancaire algérien à l'égard de l'économie et ses rapports avec l'institut d'émission. Nous nous limiterons donc à étudier dans ce chapitre les principaux aspects de la structure du système bancaire pendant la période qui a précédé immédiatement l'indépendance politique du Pays; l'indépendance a comporté, d'une part, la cessation de leurs opérations par certaines banques, et, d'autre part, la perte de leur caractère privé par celles qui avaient continué à exercer leurs activités.

En 1961-1962, le système bancaire algérien était composé d'un important réseau de banques commerciales, de quelques ban-

(1) D'après l'étude de P. Pascallon (*L'expérience monétaire algérienne*, *op. cit.*) et de E. Picard (*La monnaie et le crédit*, *op. cit.*), nous avons extrait des éléments pour les intégrer aux renseignements fournis par des dirigeants de banques algériennes d'aujourd'hui sur cette question. Nous renvoyons à ces deux ouvrages pour une étude plus vaste de l'évolution historique du système bancaire algérien de ses origines à 1961, ici, nous n'avons fait qu'en donner l'aperçu afin de disposer d'un point de départ aux analyses des modifications intervenues depuis l'indépendance.

ques d'affaires, d'une maison de réescompte, et d'une organisation spéciale de banques populaires.

L'activité de crédit institutionnelle n'était cependant pas dirigée uniquement par ces établissements, créés en grande partie au cours du siècle dernier et pendant les premières décennies du XX^{ème} siècle. Pendant les années cinquante, les opérations effectuées par les grands instituts publics ou semi-publics de crédit français étaient devenues de plus en plus nombreuses; bien qu'ils n'aient pas été matériellement présents en Algérie, ces instituts avaient été expressément autorisés par la loi à étendre leurs activités dans ce Pays.

La structure du crédit fut enfin complétée en 1959 par la création d'une institution analogue à une banque de développement: il s'agit de la Caisse d'Équipement pour le Développement de l'Algérie, afin d'assurer le financement des projets prévus par le plan de Constantine.

a) *Les banques commerciales* (1)

Les banques commerciales opérant en Algérie peuvent être classées en deux groupes suivant qu'elles étaient une émanation directe des banques françaises, ou qu'elles revêtaient un caractère éminemment local. Les établissements suivants appartiennent au premier groupe:

1) Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie (C.F.A.T.) — Dotée de sa propre personnalité juridique, mais en fait filiale du Crédit Foncier de France, cette banque fut créée à Alger en

(1) La répartition entre banques commerciales et autres catégories de sociétés tient compte de la nature des principales opérations effectuées. C'est le cas, par exemple, du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie qui a sa place ici, non en sa qualité institutionnelle de banque de dépôt, mais parce qu'il a un poids prédominant dans les emplois à court terme. Voir aussi P. PASCALLON, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., page 724.

1880 sous l'appellation première de Crédit Foncier et Agricole d'Algérie en vue de pouvoir effectuer des opérations déterminées à moyen et à long terme (1); le C.F.A.T. étendit ensuite ses activités à la Tunisie et en 1907 après l'absorption du Crédit Foncier de Tunisie il se transforma en Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie.

Le C.F.A.T. était la société bancaire la plus importante opérant en Algérie. Il possédait l'articulation territoriale la plus vaste (133 guichets) et exerçait, en outre, une activité caractérisée par un degré de différenciation élevé, aussi bien en ce qui concerne l'échéance des prêts qu'en ce qui a trait aux secteurs de l'économie financés.

2) Compagnie Algérienne de Crédit et de Banque (C.A.C.B.) — Elle est née de la désincorporation d'un noyau d'activités au sein de la Compagnie Algérienne. Cet institut, fondé en 1877, a opéré en même temps comme banque et comme société immobilière jusqu'en 1949, époque où sa première fonction fut remise à la C.A.C.B.

Tout en ne négligeant pas le financement traditionnel de la commercialisation, l'activité de la C.A.C.B. a pris graduellement un haut degré de différenciation, s'insérant dans des secteurs plus rentables du point de vue économique et dans des initiatives de plus grande importance. Elle possédait un réseau de 131 guichets, et se plaçait au second rang après celui de la C.F.A.T.

(1) « ...Le Crédit Foncier de France s'était vu accorder par décret du 11 janvier 1860 l'extension de son privilège à l'Algérie. Mais son crédit se borna, en grande partie, à des prêts aux communes ou à des opérations urbaines, car ses opérations ne pouvaient statutairement s'appliquer qu'à des propriétés de plein rapport alors que les nécessités de la colonisation exigeaient la plupart du temps des prêts pour la constitution et la mise en valeur des exploitations agricoles. Aussi bien en 1880, sera créée une société filiale du Crédit Foncier de France, le Crédit Foncier et Agricole d'Algérie... ». Consulter P. PASCALLON, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., pages 722-725.

3) Comptoir National d'Escompte de Paris (C.N.E.P.) — Cette banque s'installa en Algérie après la seconde guerre mondiale et établit une filiale à Alger et une à Oran.

4) Crédit du Nord — Une fois obtenue l'autorisation d'opérer en territoire algérien en 1958, le Crédit du Nord créa deux filiales, à Alger et à Oran, respectivement.

5) Crédit Lyonnais — Cet institut commença à donner de l'expansion à ses activités en Algérie dès 1878 en y créant ses deux premières filiales à Alger et à Oran. Son expansion économique et territoriale est continue, dès 1961 elle disposait d'un réseau de 61 guichets.

6) Société Générale — Elle commença en 1913 à pénétrer dans les colonies d'Afrique du Nord en constituant à Tunis la Société Générale de l'Afrique du Nord, et s'installa l'année suivante à Alger et à Oran. En 1961 elle disposait de 18 guichets.

7) Société Marseillaise — Ce n'est qu'en 1920 que cette banque pénétra sur le marché algérien où elle fonda une filiale dans la capitale. De dimension moindre que les deux sociétés qui précèdent, cet institut administrait ses intérêts algériens en 1961 avec 8 guichets.

8) Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (Afrique) (B.N.C.I.A.) — Elle constituait la grande filiale d'outre-mer de la: Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie; celle-ci commença ainsi sa pénétration en Algérie en prenant le contrôle de la Banque de l'Union Nord Africaine. A la fin de 1961, la B.N.C.I.A. était présente avec 45 guichets et représentait, en outre, une des plus importantes banques opérant sur le territoire algérien.

9) Crédit Industriel et Commercial (C.I.C.) — Cet institut disposait de 4 guichets.

10) *Barclays Bank* (France) — A la fin de 1961 cette banque n'avait que deux guichets.

11) *Worms et Cie* — L'unique guichet de cet institut était à Alger.

Ce premier groupe de banques commerciales disposait, dans l'ensemble, d'une articulation territoriale de 409 guichets (permanents et temporaires dont 149 situés dans la région d'Alger, 154 dans celle d'Oran, 83 dans celle de Constantine et 23 situés dans la région du Sahara dans le voisinage des champs de pétrole. Toutefois, c'est dans la zone d'Alger que l'on enregistrait la plus forte concentration de guichets (92 unités).

La seconde catégorie de banques de dépôt comprenait, au contraire, des instituts à caractère essentiellement local, de petites dimensions et à structure mono-cellulaire: il s'agit de 16 sociétés de crédit privées parmi lesquelles sont compris quelques comptoirs d'escompte (1). L'importance des banques en question à l'égard de tout le système bancaire était négligeable.

b) Les banques d'affaires

Le Crédit Algérien, créé à Paris en 1881 avait pour objet de promouvoir le développement agricole, commercial et industriel de l'Algérie. Négligeant les investissements de type commercial, il favorisa au début l'expansion de la propriété foncière et ensuite la réalisation de travaux d'infrastructure.

Progressivement cet institut étendit ses activités à d'autres colonies françaises, surtout à celles de l'Afrique du Nord, et à la fin de 1961 il n'était plus représenté en Algérie que par un seul guichet.

La Banque Industrielle pour l'Algérie et la Méditerranée (B.I.A.M.) est née pendant les années cinquante de la transforma-

(1) Voir: P. PASCALLON, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., pages 740-741.

tion de la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord. Cette dernière avait été créée le 11 août 1919 avec l'aide de la Banque de l'Algérie dont le concours fut déterminant. Le capital social de 12.500.000 francs avait été souscrit, en effet, dans sa presque totalité (12 millions de francs) par les actionnaires de cette dernière banque, laquelle accorda, en outre, pour faciliter le fonctionnement de l'institut (1), des subventions et des crédits pour un montant égal à 10 millions de francs. A la fin de 1961, la B.I.A.M. possédait 3 guichets en Algérie.

La Banque de Paris et des Pays-Bas n'étendit ses opérations à la colonie qu'à partir de 1954 et n'y avait qu'un seul guichet dans la capitale.

c) *Les sociétés d'escompte*

Compagnie Parisienne de Réescompte — Institution typique du marché monétaire, la Compagnie Parisienne de Réescompte n'opérait pas avec le public, mais uniquement avec les autres banques. Elle avait en réalité un rôle d'intermédiaire entre celles-ci afin que l'équilibre de leur trésorerie soit possible. L'actif et le passif de cet institut étaient donc, à l'exception des investissements en bons du Trésor, de nature interbancaire et essentiellement liquide ou exigible. Lorsque le système bancaire perdit son caractère privé et que le nombre des banques diminua, la Compagnie cessa d'opérer en 1969.

(1) Ainsi que le précise son statut, la B.I.A.M. a été créée spécialement pour prêter son concours à des associations déjà constituées ou à constituer, sous la forme de sociétés ou de participations de toutes natures civiles ou commerciales, se charger de la constitution de ses sociétés, de l'émission de leur capital, du placement de leurs actions et obligations, accepter tout mandat de contrôle et de surveillance sur les opérations, en un mot constituer, suivre dans leur développement, comme actionnaire ou intéressée de manière quelconque, patronner et contrôler d'autres établissements commerciaux, industriels, agricoles ou financiers. Voir P. PASCALLON, *L'expérience monétaire algérienne*, *op. cit.*, pages 740-741.

d) Le crédit populaire

La structure et les principes fondamentaux du crédit mutuel, disciplinés en France par la loi du 13 mars 1917, furent étendus par la suite à l'Algérie par le décret du 12 mai 1921. Les premières banques populaires firent leur apparition au cours des années suivantes: à Bône (1922), à Bejaïa (1923), à Alger et à Constantine (1924), en vue d'octroyer du crédit à court terme aux petites et moyennes entreprises que les banques commerciales rationnaient à cet égard. La création de ces banques fut favorisée par les pouvoirs publics qui apportèrent une aide financière sous forme de crédit à moyen et long terme à valoir sur les fonds obtenus de la Banque de l'Algérie.

La structure du crédit populaire algérien est restée inchangée dans son essence jusqu'en 1947 époque à laquelle, s'inspirant des modifications déjà effectuées dans le système français pendant les années vingt, on créa deux organismes appelés, respectivement: Conseil Algérien du Crédit Populaire et Caisse Centrale Algérienne du Crédit Populaire. Il en résulta qu'un système de crédit populaire particulier fut créé: sa structure était pyramidale, il avait au sommet les deux institutions que l'on vient de nommer, et à sa base cinq banques populaires:

- 1) Banque Populaire Commerciale et Industrielle d'Alger;
- 2) Banque Populaire Commerciale et Industrielle de l'Oranie;
- 3) Banque Populaire Commerciale et Industrielle du Constantinois;
- 4) Banque Régionale Commerciale et Industrielle d'Annaba;
- 5) Banque Régionale de Crédit Populaire d'Alger (1).

(1) Les banques populaires disposaient en tout de 22 guichets: 9 dans la région d'Alger, 6 dans la région d'Oran et de Constantine, et 1 guichet dans la région du Sahara (Ouargla).

Le Conseil Algérien du Crédit Populaire représentait en Algérie la Chambre Syndicale des Banques Populaires de France (1), et servait d'intermédiaire entre cette dernière et la Caisse Centrale Algérienne du Crédit Populaire exerçant, en outre, des fonctions de contrôle et de coordination de l'activité des banques populaires. En particulier, elle autorisait les banques en question à faire des opérations de catégories déterminées ou à octroyer des crédits dépassant un certain plafond, elle fixait les taux d'intérêt sur les dépôts et les coefficients de liquidité ainsi que le montant des disponibilités qui devaient être versées à la Caisse Centrale.

La Caisse Centrale Algérienne du Crédit Populaire exerçait, en Algérie, les fonctions qui étaient attribuées en France à la Caisse Centrale des Banques Populaires et à la Caisse Centrale de Crédit Hôtelier, Commercial et Industriel (2).

Elle servait, en premier lieu, de chambre de compensation et d'institut de refinancement à l'égard des banques populaires qui lui étaient obligatoirement associées. Les crédits octroyés aux sociétés en question devaient, cependant, être autorisés par le Conseil.

En second lieu, elle accordait directement des financements à moyen terme aux petites et moyennes entreprises du secteur industriel, commercial et à celui du tourisme et de l'hôtellerie, utilisant les disponibilités versées par les banques populaires en même temps que des fonds obtenus du Trésor.

e) *Activités des instituts de crédit publics ou semi-publics français*

Ces instituts furent progressivement autorisés par des dispositions de lois spéciales à étendre leurs activités à l'Algérie (3), et

(1) En ce qui concerne cette institution voir J. BRANGER, *Traité d'économie bancaire*, op. cit., page 277 et suivantes.

(2) En ce qui concerne ces institutions françaises voir: J. BRANGER, *Traité d'économie bancaire*, op. cit., page 274 et suivantes.

(3) Seule la Banque Française du Commerce Extérieure était matériellement présente en Algérie où elle possédait deux guichets à la fin de 1961.

ce, dans les mêmes limites que celles caractérisant leur spécialisation fonctionnelle dans le cadre du système de crédit français.

Le Crédit Foncier de France, non seulement opérait indirectement par l'intermédiaire du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, mais accordait directement des prêts fonciers et des financements aux collectivités publiques et, à partir de la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale, elle s'est introduite dans le circuit de mobilisation des crédits à moyen terme conformément aux normes spéciales promulguées en France le 31 janvier 1944 sur le système de distribution et de mobilisation de cette catégorie de crédits, et rendues applicables à l'Algérie l'année suivante (décrets du 9 juin et du 31 décembre 1945).

Le Crédit National, non seulement effectuait un certain nombre d'opérations pour le compte de l'Etat, mais intervenait directement dans deux secteurs: le crédit à long terme aux entreprises industrielles et commerciales ainsi que la mobilisation des effets représentant des crédits à moyen terme octroyés par les banques commerciales. Cet Institut a exercé sa propre activité principalement dans le cadre du Plan de Constantine et en faveur de la recherche dans le secteur des hydrocarbures. Aucun nouveau financement n'a été accordé depuis 1962 et l'Institut a définitivement arrêté ses opérations en Algérie en 1967.

L'intervention de la Caisse des Dépôts et Consignations en Algérie était justifiée par le fait que c'est à cet établissement qu'affluaient les fonds collectés par certaines caisses d'épargne ordinaires et par la Caisse Nationale d'Epargne au moyen du réseau postal. Les crédits étaient surtout accordés aux collectivités locales et autres institutions publiques.

La Caisse Nationale des Marchés de l'Etat, enfin, fut autorisée en 1940 à participer au financement des marchés publics

en Algérie et la Banque Française du Commerce Extérieur, dont le rôle principal consistait à faciliter l'octroi et la mobilisation des crédits à l'importation et à l'exportation par les banques commerciales, installa une de ses succursales dans la capitale en 1951.

f) La Caisse d'Equipement pour le Développement de l'Algérie (C.E.D.A.)

Cet Institut financier fut créé, comme institut de crédit public algérien, le 17 mars 1959 en vue d'assurer la réalisation du Plan de Constantine, et reprit les activités du Fonds d'Equipement de l'Algérie qui avait été fondé en 1957.

La C.E.D.A. avait, en premier lieu, la fonction de centraliser, d'une manière plus organique que celle effectuée antérieurement, des ressources financières de diverses natures qui affluaient de sources différentes: fonds pris en charge par le budget de la France, ou par celui de l'Algérie, crédits octroyés par le Trésor, financements par les établissements de crédit et l'institut d'émission, prêts accordés par des institutions financières publiques ou privées.

Elle reçut ensuite mission d'élaborer des programme financiers annuels sur les investissements publics et privés, disciplinés respectivement en ce qui concerne leur exécution par les règles traditionnelles de la procédure budgétaire ou par les règles bancaires de droit privé.

A l'égard du secteur industriel privé, la C.E.D.A. exerça, en outre, une fonction de développement en stimulant les initiatives productives sous forme de crédits à des taux de faveur de primes d'investissement, de primes d'emploi, etc.

A ce propos, des engagements financiers furent inscrits au programme de la C.E.D.A. en 1959 pour une valeur de 124 mil-

liards d'anciens francs dont 2,375 concernaient les crédits et les versements de primes aux entreprises industrielles, tandis qu'en 1960 ces concours s'élevèrent respectivement à 154,5 et à 7,485 milliards de francs.

Après avoir obtenu son indépendance le nouvel Etat créa la Caisse Algérienne de Développement et la C.E.D.A. devint un organisme exclusivement français qui reçut pour mission celle de promouvoir la réalisation de nouvelles opérations à effectuer en accord avec le gouvernement algérien et financées par la partie de l'aide française (aide budgétaire) dénommée: aide liée. A partir de 1968, la mise en oeuvre de ces opérations a été enfin confiée à la Caisse Centrale de Coopération Economique.

4. INSTITUTS CONSULTATIFS, DE CONTRÔLE, ET DE COORDINATION DES ACTIVITÉS BANCAIRES ET DE LA DIRECTION DU CRÉDIT

Après la deuxième guerre mondiale, le Gouvernement français, afin de coordonner l'activité bancaire et le contrôle du crédit en Algérie avec celui de la métropole, et compte tenu, d'autre part, des exigences du territoire sous sa dépendance, créa le Conseil Algérien du Crédit et étendit la compétence à la colonie de la Commission de Contrôle des Banques et de l'Association professionnelle des banques.

Le Conseil Algérien du Crédit fut constitué sur le modèle du Conseil National du Crédit français par le décret du 16 janvier 1947, ce dernier fixait également les conditions d'application en Algérie des dispositions disciplinant l'activité bancaire en métropole.

Cet organisme était composé du Secrétaire général du Gouvernement de l'Algérie, qui en était le Président, du Président-

Directeur général de la Banque de l'Algérie qui y avait la fonction de Vice-président, et d'autres membres désignés par le Gouvernement et choisis parmi les personnalités les plus représentatives de l'économie et de la finance algériennes (1).

Par la suite, deux comités furent constitués au sein du Conseil par décret du 7 février 1948, l'un dénommé: Comité d'organisation professionnelle et l'autre: Comité de Crédit; ils étaient respectivement compétents en matière d'organisation de l'activité bancaire et de direction du crédit.

La loi de 1947 attribua au Conseil Algérien du Crédit de vastes pouvoirs consultatifs et la faculté de formuler et de soumettre au gouvernement des propositions en matière de crédit et de banque. L'intervention du Conseil était prévue, d'autre part, en cas d'extension au territoire algérien des mesures adoptées ou en cours d'élaboration en France.

Il est possible de rattacher les modalités de cette intervention aux rapports existant entre le Conseil Algérien du Crédit et le Conseil National du Crédit et revêtent un aspect différent selon

(1) Appartenaient au Conseil:

- 1) le Directeur général des finances du Gouvernement général de l'Algérie;
- 2) vingt membres désignés par le Gouvernement, dont: a) huit représentaient les activités économiques du Pays, b) quatre représentaient des services économiques et financiers, c) quatre représentaient les banques fondées en Algérie, d) quatre représentaient des organismes de crédit publics ou semi-publics;
- 3) le directeur du service central des Postes en Algérie;
- 4) le trésorier-général de l'Algérie représentant la Caisse des Dépôts et Consignations;
- 5) le directeur de la Caisse Algérienne de Crédit Agricole Mutuel;
- 6) un représentant de quelques institutions de crédit publiques et semi-publiques françaises (Crédit National, Crédit Foncier de France, Caisse Nationale des Marchés de l'Etat).

qu'ils se réfèrent aux tâches de consultant ou aux facultés réglementaires exercées par ce dernier.

En ce qui concerne les premières il a été précisé que, dans la mesure où les décisions du Conseil français intéressaient également l'Algérie, le Conseil de cette dernière serait consulté. En principe, il a été établi, d'autre part, que l'intervention du Conseil français ne serait pas nécessaire au cas où les problèmes traités par celui d'Algérie pourraient faire l'objet d'une décision du gouvernement étroitement circonscrite à ce territoire.

Quant aux facultés réglementaires, l'intervention du Conseil algérien différerait selon que leur caractère était général ou individuel (1).

Dans le cas de décisions de caractère général, le Conseil Algérien du Crédit manifestait son avis personnel sur l'application de celles-ci à l'Algérie, ou sur les modifications qu'il serait opportun de faire. Le Conseil National du Crédit délibérait alors en voie définitive, en tenant compte, éventuellement, des modifications proposées. Les décisions de caractère individuel relatives aux banques et aux institutions financières opérant en Algérie pouvaient, par contre, être adoptées uniquement après avoir obtenu l'avis préalable du Conseil Algérien du Crédit. D'une manière générale, la marge réelle de discrétion dont jouissait le Conseil algérien à titre autonome a fait l'objet de

(1) Les facultés réglementaires de caractère individuel se réfèrent à l'inscription au tableau des banques, à l'autorisation d'effectuer des fusions bancaires, à des contrôles divers, à l'ouverture et à la clôture des guichets bancaires. Les décisions de caractère général concernant en particulier les accords, la détermination des conditions de banque, la création de services communs, les normes de liquidité, la formation du personnel, la réglementation de la concurrence. Consulter: R. RUOZI, *L'evoluzione strutturale e funzionale del sistema bancario francese*, éd. Giuffrè, Milan, 1966, page 190.

doutes multiples. Cependant il jouait un rôle important ne serait-ce qu'au titre consultatif, puisque l'activité bancaire était, en fait, administrée par le Conseil National du Crédit (1).

Quant à l'extension à la colonie de la compétence de la Commission de contrôle des banques, la loi française déjà citée du 16 janvier 1947 précisait que, toutes les fois que cette dernière était appelée à statuer sur des problèmes relatifs à l'organisation du crédit et au contrôle de l'activité bancaire en Algérie, elle devait être complétée, afin de rendre ses délibérations valides, par le Président-directeur général de la Banque de l'Algérie et le Directeur général des finances de l'Algérie (2).

L'Association Professionnelle des Banques — organisme ayant des fonctions exécutives, consultatives et de représentation auquel toutes les banques sont tenues d'adhérer — n'étendit effectivement sa compétence à l'Algérie qu'en 1949. Il fut constitué à Alger un Comité des banques d'Algérie présidé par le Sous-gouverneur de la Banque de l'Algérie et assimilable aux comités régionaux français de conditions de banque. Le comité en question était chargé de notifier aux banques algériennes les décisions d'ordre général prises par le Conseil National du Crédit et d'étudier les problèmes concernant l'exercice de la profession bancaire, et dont les conclusions devaient être transmises à Paris au Sous-comité de l'Afrique du Nord créé à cet effet. Ce dernier était tenu d'adresser ses propositions au Conseil Algérien du Crédit qui, à son tour, exprimait son avis et le communiquait au Conseil National du Crédit.

(1) Voir: P. PASCALLON, *L'expérience monétaire algérienne*, *op. cit.*, page 710.

(2) Sur les fonctions de la Commission voir le bref résumé de R. RUOZI, *Il sistema bancario francese*, *op. cit.*, page 192.



Chapitre II

EVOLUTION STRUCTURELLE ET FONCTIONNELLE DU SYSTÈME BANCAIRE APRÈS L'INDÉPENDANCE

1. CONSTITUTION DE LA BANQUE CENTRALE D'ALGÉRIE

Par les accords du 28 août 1962 les autorités algériennes et françaises décidèrent — conformément aux principes de coopération économique et financière contenus dans les Accords d'Evian du 19 mars 1962 — de proroger le privilège d'émission des billets dans le nouvel Etat indépendant accordé à la Banque de l'Algérie pour une période de deux mois, renouvelable jusqu'au 31 décembre 1962 au maximum, les émissions ayant lieu sous le contrôle des pouvoirs publics algériens (1).

Cette situation de transition prit fin le 1er janvier 1963, date à laquelle la Banque Centrale d'Algérie (B.C.A.) commença ses opérations. La structure, l'organisation et les fonctions de la banque en question furent réglementées par la loi organique du 13 décembre 1962.

(1) L'art. 2 du Protocole confirmant à titre transitoire le privilège d'émission de la Banque de l'Algérie du 28 août 1962 établit que: « Le Gouvernement algérien désignera un représentant auprès de la Banque de l'Algérie. Ce représentant assurera la liaison entre le Gouvernement algérien et la Banque dans les domaines de la monnaie et du crédit ». L'art. 3 ajoute: « La mise en oeuvre de la réglementation du crédit en Algérie continue d'être assurée par la Banque de l'Algérie... aux mêmes conditions que précédemment et dans le cadre des instructions établies par les autorités algériennes en liaison avec la Banque de l'Algérie. Les demandes d'autorisation préalable et celles dites d'accord de réescompte éventuel présentées par les banques seront soumises, avant décision, à une commission désignée par le Gouvernement algérien, laquelle pourra déléguer ses pouvoirs à l'un de ses membres. Ces autorisations préalables ou accords de réescompte éventuel ne vaudront, pas plus que précédemment, engagement ferme de réescompte par la Banque de l'Algérie ».

a) *Structure et organisation de la B.C.A.*

La Banque centrale a été créée sous forme juridique d'établissement public national, doté de la personnalité juridique et d'autonomie financière.

Le capital de la Banque, fixé par la loi qui la constitua est de 40 millions de nouveaux francs, entièrement versés par l'Etat. L'Institut a son siège à Alger et dispose de filiales dans 13 localités (1).

La direction, l'administration et le contrôle des opérations effectuées par la B.C.A. sont assurés, respectivement, par un Gouverneur, un conseil d'administration et deux censeurs.

Le Gouverneur est nommé, ou remplacé, par décret du Chef de l'Etat (Président du Conseil de la Révolution) sur proposition du Ministre des Finances.

Le Gouverneur dirige la Banque, a la signature et représente officiellement l'institut vis-à-vis des tiers. Aux termes de la loi, le Gouverneur doit, en outre, être consulté toutes les fois que le Gouvernement délibère sur des questions relatives à la monnaie et au crédit et, dans tous les cas où ces questions peuvent agir sur la situation monétaire et sur celle du crédit du Pays.

De droit, le Gouverneur est Président du Conseil d'administration de la Banque et le Directeur général dépend directement de lui.

Ce dernier est nommé sur décret du Chef de l'Etat sur proposition du Gouverneur de la Banque et avec l'approbation du Ministre des Finances, et il ne peut être remplacé autrement que

(1) Il s'agit des villes suivantes: Oran, Mostaganem, Sidi Bel Abbès, Tiaret, Tlemcen, Alger, Blida, Tizi-Ouzou, Constantine, Annaba, Skikda, Sétif, Bejaïa.

par la même procédure. Il assiste le Gouverneur dans l'exercice de ses fonctions, il est chargé de la gestion des affaires intérieures de la Banque et du contrôle de l'exécution des opérations effectuées par celle-ci, il remplace enfin le Gouverneur lorsque celui-ci est absent ou empêché.

Le Conseil d'administration de la Banque est composé, en plus du Gouverneur et du Directeur général, par les membres suivants:

- de quatre à dix conseillers nommés en considération des fonctions qu'ils remplissent soit dans des administrations économiques et financières de l'Etat, soit dans des institutions publiques ou semi-publiques traitant de crédit et d'économie;
- de deux à cinq conseillers nommés en raison de leur expérience professionnelle dans le secteur agricole, industriel et commercial;
- de deux à trois conseillers représentant des organisations syndicales, un de ceux-ci devra être choisi parmi les représentants du personnel de la banque elle-même.

A l'exception du Gouverneur et du Directeur général — dont la nomination est de durée indéterminée — tous les conseillers sont désignés pour trois ans, avec possibilité, toutefois, de voir renouveler leur mandat. Ils sont nommés par décret du Chef de l'Etat sur proposition du Ministre dont ils dépendent dans la hiérarchie, ou de celui dans la compétence duquel rentre leur activité.

Le Conseil d'administration se réunit au moins une fois par mois sur convocation du Président et jouit de vastes pouvoirs d'administration, d'organisation et de gestion de la Banque. Ces facultés concernent, en particulier, la détermination des conditions relatives aux opérations effectuées par l'institut avec les sociétés

de crédit: plafonds de réescompte, possibilité d'affecter certaines valeurs à des opérations de refinancement, taux et commissions (1).

Les délibérations du Conseil sont approuvées à la majorité des voix des membres présents lesquels, pour que le Conseil soit régulièrement constitué, ne peuvent être moins de sept (2).

Le contrôle et la surveillance des activités de l'institut sont confiés à deux censeurs obligatoirement choisis parmi les fonctionnaires de grade supérieur du Ministère des Finances et nommés ou révoqués sur décret du Chef de l'Etat à l'initiative du Ministre des Finances. Les censeurs ont pour mission d'effectuer, ensemble, ou séparément, une série de contrôles sur les opérations de la Banque et participent, en outre, à titre de consultants, aux réunions du Conseil d'administration, auquel ils rendent compte de leurs activités. Dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice social ils doivent adresser un rapport sur l'exercice de leurs fonctions au Ministre des Finances et au Gouverneur de la Banque.

(1) Le Conseil d'administration remplit, en outre, des missions importantes, prévues par l'art. 30 de son statut:

« Le Conseil délibère sur l'organisation générale de la Banque centrale et sur l'établissement ou la suppression des succursales et agences. Il approuve le statut du personnel et le régime de rémunération des agents de la Banque centrale. Il arrête les règlements intérieurs de la Banque centrale.

Il délibère à l'initiative du Gouverneur sur tous traités et conventions.

Il détermine les conditions et la forme dans lesquelles la Banque centrale établit et arrête ses comptes.

Il arrête chaque année le budget de la Banque centrale et, en cours de l'exercice, y apporte les modifications jugées nécessaires ».

(2) Le statut établit cependant que: « Deux tiers des voix sont toutefois nécessaires pour les décisions concernant:

— la création, le retrait ou l'échange des billets;

— l'affectation des bénéfices.

Toute délibération ayant pour objet la création, le retrait ou l'échange des billets doit être approuvée par décret » (Art. 31).

b) Missions, buts statutaires et opérations de la B.C.A.

Le monopole de l'émission de la monnaie légale a été conféré à la B.C.A. En 1964, fut mise en circulation la nouvelle monnaie nationale appelée « dinar » (DA). La valeur du DA fut définie sur la base de 180 milligrammes d'or, correspondant à la parité or du franc français circulant à l'époque (loi n. 64-111 du 10 avril 1964) (1).

La Banque centrale est chargée de la gestion des réserves en devises du Pays et participe avec les autres autorités compétentes à l'élaboration de la législation et de la réglementation des changes, dont l'application lui a été confiée. L'Institut apporte en outre son concours au gouvernement: dans les rapports qu'il entretient avec les institutions financières internationales, dans la stipulation des prêts et la négociation d'accords internationaux de paiement et de change, et il est chargé de leur exécution.

C'est précisément dans le secteur des rapports financiers avec l'étranger que la B.C.A. effectua ses premières interventions lorsque le gouvernement — ayant décidé en octobre 1963, d'étendre le contrôle des devises aux opérations de transfert dans les pays de la Zone franc — chargea l'institut d'émission d'élaborer une réglementation adéquate et de l'appliquer.

Le statut de la Banque ne contient aucune référence explicite sur les missions de contrôle et de surveillance du système bancaire qu'elle doit accomplir (remplies pendant la période antérieure à l'indépendance par la Commission française de contrôle des banques). Le décret du 28 décembre 1962 confia de toute façon

(1) A partir du 1er janvier 1963 et jusqu'à cette date, en effet, la Banque de l'Algérie continua à procéder à l'émission mais pour le compte de la B.C.A. (décret n. 62-158 du 31 décembre 1962).

à la B.C.A. les fonctions et les pouvoirs conférés à la Commission en même temps que ceux du Conseil National du Crédit exercés par l'intermédiaire du Conseil Algérien du Crédit.

En fait, le contrôle et la surveillance du système bancaire ont été exercé soit par la Banque centrale à laquelle les établissements de crédit sont tenus d'envoyer chaque mois leur situation comptable, soit par le Ministère des Finances (sous-direction du Trésor et du crédit). A cet égard, les statuts des banques nationales exigeaient, en effet, que ces dernières soient directement soumises à la surveillance de ce ministère (1) créant ainsi un conflit de compétence entre celui-ci et la Banque centrale quant à l'attribution des fonctions en question (2).

Le problème n'a été résolu que récemment, sur le plan institutionnel, par l'ordonnance du 30 juin 1971, qui attribua explicitement à la B.C.A. les missions de contrôle et de surveillance du système bancaire (3).

(1) Le commentaire de A. TIANO sur la Banque Nationale d'Algérie, est significatif à cet égard, lorsqu'il se réfère à la Banque Nationale d'Algérie, soumise par l'art. 4 du statut au contrôle du Ministère des Finances: « L'article 4 des statuts de cette B.N.A. pourrait même être considéré comme une déclaration de guerre à la Banque centrale ». Voir: A. TIANO, *Le Maghreb, op. cit.*, page 512.

(2) Un tel conflit ne constitue qu'un des aspects de celui plus général du pouvoir entre la B.C.A. et le Ministère des Finances. Ce dernier, à la suite de circonstances d'ordre politique et économique, a été la véritable autorité monétaire du Pays, réduisant ainsi la fonction de la Banque centrale à celle d'un simple organe d'exécution technique des décisions ministérielles en matière de crédit. Voir, pages 85 et suivantes.

(3) L'art. 17 de l'ordonnance n. 71-47 du 30 juin 1971 « ... portant réaménagement des institutions de crédit » établit en fait que: « Dans le cadre de sa mission le Gouverneur de la Banque centrale exerce, nonobstant toutes autres dispositions, tout pouvoir d'investigation et de contrôle à l'égard des banques et propose au Ministre des Finances toute mesure qu'il juge opportune ». Cette loi a créé en outre deux organismes spéciaux: le Conseil du Crédit et le Comité technique des institutions bancaires. Voir page 161 et suivantes.

La Banque centrale exerce, enfin, deux autres tâches importantes, consistant, respectivement, à assurer les services de chambre de compensation, et à gérer des archives centralisatrices des risques bancaires, poursuivant ainsi la mission de la Centrale algérienne des Risques créée par la Banque de l'Algérie.

Conformément à son statut, la B.C.A. a pour objectif de créer ainsi que de maintenir, dans le domaine de la monnaie et du crédit comme dans celui des relations financières avec le reste du monde, les conditions les plus favorables pour le développement harmonieux de l'économie nationale, grâce à la promotion de la mobilisation des ressources de la production du Pays, et à la sauvegarde de la stabilité monétaire à l'intérieur comme à l'extérieur. Dans ce but, elle est chargée de contrôler la monnaie et le crédit dans le cadre de la politique économique définie par les pouvoirs publics (1).

C'est pourquoi nous analyserons, du point de vue institutionnel, la structure et la discipline des opérations effectuées par l'institut pour réglementer la base monétaire et la distribution des flux de crédit, et nous examinerons ensuite le comportement et les interventions de l'institut même.

Abstraction faite des rapports avec le Trésor, le statut a établi que les opérations de crédit génératrices de liquidité doivent, normalement, avoir comme contrepartie la demande du système bancaire. En vue de réglementer la circulation monétaire et la distribution du crédit la B.C.A. opère donc comme banque des

(1) En outre, la B.C.A. agit en tant que consultant dans ce sens qu'« Elle peut proposer au Gouvernement toute mesure qui, de l'avis du Gouverneur ou du conseil, est de nature à exercer une action favorable sur la balance des paiements, le mouvement des prix, la situation des finances publiques et, d'une façon générale, sur le développement de l'économie nationale. Elle informe le Gouvernement de tout fait qui, de l'avis du Gouverneur ou du conseil, peut porter atteinte à la stabilité monétaire » (art. 36).

banques, excluant les rapports directs avec des institutions non bancaires, sauf dans des circonstances exceptionnelles et particulièrement utiles à l'intérêt public (1).

L'administration des réescomptes se base, d'une part, sur la fixation de plafonds imposés aux banques et, d'autre part, sur les demandes de ces dernières d'un accord préalable de réescompte qui aura lieu concurremment avec l'octroi des crédits représentés par les effets qui seront éventuellement mobilisés à la B.C.A. Toutefois, la Banque centrale a le pouvoir, non seulement de manœuvrer à n'importe quel moment la valeur des plafonds mais aussi de refuser le réescompte même si l'accord préalable avait déjà été donné. Ce dernier est donc nécessaire mais il ne constitue pas une condition suffisante pour obtenir le crédit en dernière instance, il est donc du ressort de la B.C.A. qui jouit d'un vaste pouvoir discrétionnaire à son égard.

Du point de vue technique, le refinancement accordé par la Banque centrale sur les différentes catégories d'effets de change, peut revêtir la forme du réescompte proprement dit ou bien celle de la « mise en pension ». De plus, les caractéristiques requises à l'acceptation sont différentes suivant la nature du papier de change et de son échéance. Le taux de l'escompte est fixé à 3,75 pour cent.

(1) Dans le préambule de la loi statutaire, on affirme, en effet, que: « A la différence de la Banque de l'Algérie, la Banque centrale sera normalement à titre exclusif: "la banque des banques"; elle ne pourrait traiter des opérations directes avec des particuliers qu'à titre exceptionnel et pour des motifs relevant de l'intérêt national ». Ce régime extraordinaire d'intervention directe devint, toutefois, une pratique courante pendant les premières années d'activité lorsque — pour des motifs liés surtout à la structure et au fonctionnement du système bancaire et, en particulier, des institutions de crédit agricole — la Banque centrale finança en fait le secteur agricole socialiste accordant des crédits à un organisme public spécial: « l'Office National de la Réforme Agraire » (O.N.R.A.).

Le statut de la B.C.A. autorise le réescompte ou la mise en pension des effets de change appartenant aux catégories suivantes:

- 1) les effets commerciaux concernant des transactions internes ou des exportations, portant la signature de trois personnes notoirement solvables (y compris celle de l'endosseur) et venant à échéance dans un délai inférieur à trois mois. Une des signatures exigées peut aussi être remplacée par la présentation des documents d'expédition de la marchandise ou de ceux autorisant l'exportation;
- 2) les effets représentant des subventions de crédits de campagne ou de crédits de trésorerie, portant la signature de deux personnes notoirement solvables au minimum (y compris celle de l'endosseur). La durée de l'opération ne peut excéder trois mois, mais peut être prolongée plusieurs fois, en tenant compte cependant de ce que la durée totale du crédit accordé par la B.C.A. ne peut dépasser douze mois;
- 3) les effets concernant des financements à moyen terme octroyés par des banques ou institutions financières habilitées par le Ministre des Finances à l'exercice du crédit à moyen terme, lorsqu'ils sont destinés à: *a)* développer les moyens de production, *b)* financer des exportations déterminées, *c)* construire des immeubles d'habitation. Ces effets doivent être revêtus, outre que par la signature de l'établissement endosseur, de celles de deux personnes notoirement solvables, et leur échéance doit être inférieure à trois mois. Le crédit octroyé par la B.C.A. peut cependant être prolongé pour une période de cinq ans au maximum.

Outre le réescompte, la B.C.A. est habilitée à effectuer des opérations de refinancement sur titres de la dette publique, dont

l'affectation est établie par le Conseil d'administration (1). Ces opérations revêtent des structures techniques différentes suivant que l'intervalle de temps entre la date de l'opération et celle du remboursement du titre est inférieur ou supérieur à trois mois.

Dans le premier cas la Banque centrale est autorisée à accorder aux banques, aux institutions financières et même — ce qui en fait n'arrive jamais — aux particuliers, des crédits sous forme d'« escompte » au taux de 3,50% sur la base de la valeur nominale des titres (escompte ferme).

Dans le second cas la B.C.A. intervient — et ce, uniquement en faveur des banques et organismes de crédit — en accordant: 1) des avances dont l'échéance est à 30 jours, 2) des escomptes sur échéance conventionnelle, 3) la mise en pension avec une durée maximum de 60 jours.

En outre, la B.C.A. peut, dans les limites fixées par son Conseil d'administration, effectuer des opérations de *open market* sur des titres de la dette publique dont l'échéance à courir n'excède pas six mois et sur des effets privés admis au réescompte. Le statut impose, toutefois, une limite quantitative aux opérations d'achat et de crédit sur titres de la dette publique, et exige que leur mon-

(1) Les seuls titres de la dette publique de l'Algérie indépendante sont: les Bons du Trésor, et depuis 1971, les Bons d'équipement. Les premiers ne sont souscrits que par les établissements de crédit soit comme un investissement libre, soit en conformité avec la règle du « plancher d'effets publics » qui impose l'emploi en Bons du Trésor d'au moins 10% des dépôts à vue (voir page 124). Ces titres peuvent avoir 3 échéances: 6 mois (au taux de 2,75%), 12 mois (au taux de 3%) et 24 mois (à 3,25%).

Les Bons d'équipement sont de deux types: les bons à 5% avec échéance quinquennale et ceux à 6% à échéance décennale. La souscription en est obligatoire pour les sociétés nationales, les compagnies d'assurance et les organismes de « retraite, d'épargne, de sécurité et de prévoyance sociale » (voir page 151), alors qu'en ce qui concerne les épargnants privés, on s'efforce d'en promouvoir l'achat, surtout à l'aide d'une action intensive de vulgarisation et de propagande.

tant total ne dépasse en aucun moment 10% des recettes courantes de l'Etat de l'année financière antérieure.

En ce qui a trait à ses rapports avec le Trésor, la B.C.A., est, d'une part, chargée d'administrer le circuit des paiements du Trésor, et, d'autre part (1) c'est elle qui fournit la liquidité nécessaire à couvrir les besoins financiers de ce dernier. A cet égard: il a été fixé dans le statut des limites de durée et de valeur à l'endettement du Trésor envers la Banque centrale. Cette dernière peut, en effet, accorder à l'Etat des découverts en compte courant jusqu'à concurrence de 5% des recettes courantes dûment constatées au cours de l'exercice financier précédent, et la durée totale de ces crédits ne peut excéder au cours d'une année 240 jours consécutifs ou non. Dans la pratique ces obligations n'ont jamais été respectées, elles furent abrogées par la suite de façon explicite dans la loi de finances complémentaire de 1965 qui donna au gouvernement la faculté de fixer l'entité de la dette du Trésor envers la B.C.A. (art. 5 de la loi du 8 avril 1965).

2. LES INTERVENTIONS DE L'AUTORITÉ MONÉTAIRE ALGÉRIENNE

La Banque centrale d'Algérie — bien qu'elle ait été envisagée par la loi comme « clé de voûte du système bancaire en tant que banque de réserve » et qu'elle ait été dotée des instruments nécessaires au gouvernement de la monnaie et du crédit — n'a

(1) L'art. 62 des statuts établit que: « la Banque centrale est l'agent financier de l'Etat pour toutes ses opérations de caisse, de banque et de crédit. Elle assure sans frais la tenue du compte courant du Trésor et exécute gratuitement toutes opérations données au débit ou au crédit de ce compte. Le solde créditeur du compte courant du Trésor n'est pas productif d'intérêts. La Banque centrale assure gratuitement:

- le placement dans le public des emprunts émis ou garantis par l'Etat;
- le paiement, concurremment avec les caisses publiques, des coupons, des titres émis ou garantis par l'Etat ».

pu, dans la pratique accomplir de manière intégrale et autonome les missions et remplir les fonctions que ses statuts et la raison même de sa constitution lui avaient conféré et qui forment d'ailleurs la véritable raison d'être d'une banque centrale, dans le sens, du moins, qu'il est d'usage de lui attribuer dans les économies occidentales.

En premier lieu, jusqu'en 1966, la Banque centrale d'Algérie s'est trouvée dans l'impossibilité, surtout du fait de l'existence d'un système bancaire formé de banques étrangères, de contrôler les processus de formation de la liquidité du marché et d'orienter les flux du crédit dans la direction voulue, représentée en particulier par le secteur agricole et industriel autogérés.

L'autorité de la B.C.A. sur le système bancaire, est donc restée « théorique » même au cours des années qui suivirent, au moment où furent créées les banques nationales et où les banques étrangères furent nationalisées. En effet, d'une part, les établissements de crédit nationaux disposaient d'une liquidité abondante provenant de la rareté des emplois en faveur de l'économie et ne se trouvaient donc pas dans l'obligation d'utiliser le canal du rées-compte de la B.C.A.; d'autre part, ils étaient directement contrôlés par le Ministère des Finances et du Plan (1).

En second lieu, la B.C.A. se comporta selon des programmes opérationnels différents de ceux envisagés par ses statuts, lesquels étaient inspirés des principes caractérisant les économies de marché à choix décentralisés. Se trouvant englobée dans un système à tendance collectiviste, où la distribution des ressources réelles et des échanges de crédit ont de plus en plus été le produit de la planification économique et financière, la B.C.A. s'est de fait trans-

(1) Voir: P. PASCALLON, *Le système monétaire et bancaire algérien*. Réalités et perspectives, dans « Banque » octobre 1970, n. 289, page 872.

formée en un centre de contrôle administratif des flux financiers produits par le système bancaire sur la base des impulsions provenant des pouvoirs publics conformément aux exigences de la planification.

Dans un tel cadre institutionnel, la Banque centrale n'a pu en outre que se trouver hiérarchiquement subordonnée au gouvernement, et opérer comme un simple organisme d'exécution technique des décisions qui lui ont été imparties en matière de monnaie et de crédit par le Ministre des Finances, ce dernier se trouvant donc à être, non seulement l'une des principales autorités en matière d'économie, mais la véritable autorité monétaire du Pays.

La politique du crédit du « gouvernement » n'a pas été, cependant, réalisée au moyen des instruments quantitatifs classiques et, de toutes façons, en accord avec la « philosophie » typique des autorités monétaires des pays appelés « libéraux », mais bien au contraire par des interventions de caractère essentiellement sélectif et administratif. A cet égard, nous pouvons distinguer dans l'expérience algérienne en matière de crédit deux phases nettement différentes et qui se qualifient par des types d'objectifs distincts.

Au cours de la première phase qui commence avec l'indépendance du Pays et prend fin avec le processus de nationalisation du système bancaire (1962-1968), l'objectif principal était d'acquiescer des pouvoirs monétaires réels aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur et remettre en activité les circuits financiers de l'économie interrompus à la fois par les événements qui avaient abouti à l'indépendance et par le processus de transformation des structures de la production à la suite des nouvelles orientations politiques et économiques choisies par le pays.

La seconde phase est caractérisée par la planification et donc par l'exigence de disposer d'un mécanisme de contrôle adéquat de la destination et de l'utilisation des crédits accordés à l'économie,

tâches qui seront conférées au système bancaire et *in primis* à la Banque centrale.

Le contrôle du crédit revêt un aspect tout particulier dans ce contexte, ne trouvant pas dans le contrôle habituel une correspondance logique à l'intérieur du système économique. En ce qui concerne la phase de la planification, il est évident en fait que, dans la mesure où les flux financiers destinés à mobiliser les ressources réelles sont déterminés *a priori*, la manoeuvre classique du coût ou de la disponibilité du crédit n'a aucune importance en tant qu'élément stimulant ou freinant l'activité de production, mais elle est remplacée par un ensemble de règles disciplinant, d'une part, la structure financière des sociétés, et, d'autre part, les modalités d'octroi des prêts par le système bancaire (1).

Quant à la première phase, au-delà du problème de la mise en oeuvre d'une politique monétaire efficace, se posait surtout celui du comportement des établissements de crédit et de la création d'un système bancaire national en vue de disposer de moyens financiers de développement autonomes.

La logique du système bancaire d'inspiration occidentale n'avait, en fait, aucun point de contact avec la tendance socialiste choisie par le système dans lequel les banques étaient appelées à opérer. Dans une situation politique non encore bien définie comme celle des premières années de l'indépendance et, face à une demande de crédit provenant d'unités de production dont la structure patrimoniale et la rentabilité suscitaient de nombreux doutes — nous voulons parler ici de l'expérience des entreprises autogérées qui, pendant plusieurs années, fut loin d'être brillante — ces

(1) Les modalités de financement des investissements planifiés, constituent le sujet du para. 6 du présent chapitre.

établissements n'avaient donc pas l'intention de s'engager dans des opérations comportant des risques d'insolvabilité élevés.

Il en résulta que le système bancaire, tout en étant potentiellement à même de satisfaire aux besoins financiers du secteur « socialiste » de l'économie algérienne, adopta un rationnement du crédit sévère, et se limita à effectuer des opérations de tout repos telles que: les prêts cautionnés en faveur du commerce d'importation et d'exportation, les transferts de fonds à l'étranger, l'investissement en bons du Trésor, et continua, cependant, à exercer ses fonctions à l'égard des entreprises du secteur « européen » existant encore, bien que dans des proportions réduites (1).

La remise en activité des circuits financiers de l'économie exigeait cependant une profonde transformation des motifs qui inspiraient le comportement des établissements de crédit et non pas le recours à des mesures de politique monétaire et du crédit qui sont tout-à-fait inefficaces dans cette situation pour promouvoir le développement du crédit en faveur des entreprises algériennes. Le processus d'algérianisation du système bancaire a suivi cette tendance et a représenté une étape fondamentale pour le nouvel Etat dans la réalisation de son indépendance monétaire.

Pendant la période qui suivit immédiatement l'obtention de l'indépendance, l'autorité monétaire adopta, cependant, une série de mesures sélectives avant de restructurer le système bancaire pour rendre moins précaire la situation économique du Pays et acquérir un réel pouvoir monétaire sur le plan extérieur. Il s'agit plus particulièrement: 1) du contrôle des changes, 2) du contrôle du crédit à la consommation accordé à tempérament, 3) de la centralisation et du contrôle des fonds des sociétés nationales, 4) de

(1) Voir: *La transformation du système bancaire algérien et la Banque centrale d'Algérie*, dans le « Bulletin économique », Algérie Presse Service, novembre 1968, n. 121, page 6.

l'intervention directe de la B.C.A. dans le secteur agricole au moyen de crédits octroyés à l'O.N.R.A. (1).

a) Le contrôle des changes: l'Algérie et la Zone franc

Nous avons déjà vu auparavant que l'appartenance de l'Algérie à la Zone franc se traduisait, du point de vue des rapports financiers, par la possibilité de transférer librement des capitaux dans les Pays de la Zone, et par le contrôle des transferts dans les Pays hors de celle-ci. La Banque de l'Algérie effectuait ce contrôle et les négociations en devises étrangères avaient lieu sur le marché des changes de Paris par l'intermédiaire du Fonds de stabilisation des changes.

L'obtention de l'indépendance par l'Algérie a entraîné une série de modifications apportées au système de ces rapports qui fut confirmé, cependant d'une manière générale, dans la « Déclaration des principes relatifs à la coopération économique et financière » du 19 mars 1962. A cette occasion deux conditions essentielles furent définies: a) l'appartenance de l'Algérie à la Zone franc fut à nouveau confirmée, b) l'individualisation des disponibilités en devises étrangères de l'Algérie au sein du Fonds de stabilisation des changes eut lieu.

Il convient d'observer, en ce qui concerne la première condition, que la liberté des transferts pouvait être obtenue par l'adoption du système du compte d'opérations ou par celle du compte d'avances.

Le mécanisme du fonctionnement du compte d'opérations est basé sur la garantie illimitée du change à parité fixe de la monnaie nationale avec le franc français et le compte peut être

(1) Ce dernier aspect sera envisagé à propos du crédit agricole. Voir la page 190 et suivantes. Il faut noter, en outre, que la B.C.A. s'est vue confier par le décret 64-176 du 8 juin 1964 le financement du secteur industriel autogéré. Il ne semble pas que l'institut ait accordé des crédits directs à ce secteur.

débité sans limite de somme en cas d'un excédent de la demande sur l'offre de francs français.

L'adoption de ce système, s'il offre une série d'avantages, comporte par ailleurs, nécessairement, l'ingérence du Trésor français — auprès de qui le compte est ouvert — dans la gestion monétaire et l'administration du crédit du Pays titulaire du compte, ce dernier ne jouit donc pas d'une véritable souveraineté dans le domaine monétaire (Pays à monnaie satellite) (1). Les autorités algériennes refusèrent ainsi d'ouvrir le compte d'opérations mais acceptèrent, par contre, la solution du compte d'avances. Le fonctionnement de ce système est basé sur l'existence de deux comptes ouverts à la Banque de France au nom de la Banque Centrale d'Algérie. Le premier est crédité du montant des transferts effectués vers l'Algérie et débité lorsque ces transferts sont effectués dans le cas opposé; le deuxième compte revêt la structure d'une ouverture de crédit dont le montant est fixé d'avance — ceci explique pour quels motifs le système présente une « garantie limitée » — et est utilisé par la B.C.A. au cas où le premier compte a un solde débiteur. D'autre part, les soldes à l'actif qui par la suite figureront dans le premier compte seront destinés à réduire le découvert du second.

Dans certaines limites, ce système, garantissait l'indépendance de l'Algérie dans le domaine monétaire (2). Les autorités fran-

(1) Le système du compte d'opérations est actuellement en vigueur dans les Pays sous la direction de la B.C.E.A.O. et de la B.C.E.A.E.C. au Mali et dans l'île de Madagascar. Voir page 52, note 1.

(2) « Plus intéressant que le système du compte d'opérations pour la B.C.A., ce système du compte d'avances soulevait néanmoins à terme des difficultés voisines. Au lieu de placer la B.C.A. sous la dépendance du Trésor français, il soumettait la poursuite illimitée des opérations de change de l'Institut d'émission au bon vouloir de la Banque de France ». P. PASCALLON et J.F. DE LAULANIE, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., page 17.

çaises confirmèrent l'ouverture du compte d'avances et les autorités algériennes, d'autre part, réaffirmèrent, dans les déclarations franco-algériennes du 19 janvier 1963, leur engagement de maintenir la liberté des transferts.

Dans la réalité cette dernière ne fut maintenue que durant quelques mois à peine, car elle se révéla mal adaptée aux exigences financières du nouvel Etat. Comme il était nécessaire d'endiguer la fuite massive des capitaux et de limiter les importations en biens et services à celles strictement indispensables au développement du Pays et compatibles avec les disponibilités en devises étrangères, l'autorité monétaire adopta en fait une série de mesures tendant à rendre les contrôles plus rigoureux en ce qui concerne les transactions commerciales et financières à l'égard du reste du monde (1).

Tout d'abord, le décret du 9 mars 1963 assujettit les opérations en devises à un régime d'autorisation de la part du Ministre des Finances: la B.C.A. fut habilitée d'office et l'autorisation fut accordée provisoirement aux autres banques.

Ensuite, le décret du 16 mai 1963 et celui du 12 septembre 1963 établissaient une série de contrôles sur les importations et sur les exportations, soumettant, en outre, le commerce avec l'extérieur à un régime d'autorisations et de contingentements.

(1) La fuite des capitaux avait été provoquée, à la fois, par le départ en masse des européens et par des transferts de fonds effectués par des algériens. On estime que, par le seul canal bancaire, environ 750 millions de francs ont été transités en juin 1962 (voir: A. TIANO, *op. cit.*, page 528). De source algérienne, on affirme, en outre, que la fuite des capitaux a provoqué une diminution de 40% des dépôts bancaires. Ceci a causé en 1963 une diminution sensible de la circulation monétaire et une diminution des crédits à l'économie, estimée à 50 milliards d'anciens francs français (voir: *Monnaie et Crédit, instruments de la planification financière et du développement économique*, dans « Bulletin Economique », Algérie Presse Service, mars 1968, n. 108, page 4).

Le décret du 19 octobre 1963 étendait le contrôle des changes aux Pays de la Zone franc et mettait fin à la liberté des transferts ce qui comporta la sortie de l'Algérie de cette zone (1). Faute de cette condition de base qualifiant la participation à une zone monétaire, seuls les liens financiers et de coopération économique avec la France (2) représentent l'appartenance de l'Algérie à la Zone franc puisque, désormais, ce Pays est souverain dans le domaine monétaire. En effet, la parité du « dinar » n'a pas été définie par rapport au franc français mais elle a été établie sur une base or égale à 180 milligrammes d'or fin, de plus l'Algérie a adopté une politique de différenciation de ses réserves en devises, se détachant par conséquent des fluctuations du franc français. Contrairement à ce qui s'est produit pour les Pays à « monnaie satellite » l'Algérie n'a pas suivi en outre la dévaluation du franc français d'août 1969 et a maintenu inchangée la parité or de sa monnaie telle qu'elle était fixée à l'origine (3).

Les dispositions d'octobre 1963 furent renforcées par d'autres qui tendent à augmenter la zone de contrôle et à réduire ou à abolir les divers régimes préférentiels. Enfin, le Ministre des Finances et du Plan révoqua le 1er novembre 1967 l'autorisation

(1) Il convient de noter, cependant, que des régimes préférentiels furent institués pour des transactions déterminées ou des relations avec différents pays de la Zone franc. Le contrôle des changes ne fut donc pas étendu, tout d'abord, aux opérations et aux transferts effectués par les sociétés pétrolières et, en général, par celles opérant dans le secteur des hydrocarbures. La question fut réglementée en 1964 et dans le contexte de l'accord pétrolier franco-algérien du 29 juillet 1965.

(2) Dernièrement ces liens se sont beaucoup relâchés par suite surtout des événements bien connus concernant les hydrocarbures, la clôture des marchés français au vin algérien et les rapports établis avec les pays de l'Est.

(3) En conséquence: 1 dinar = 1,12499 francs français.

Nous devons observer, cependant, que la monnaie algérienne n'est pas cotée sur le marché des changes et qu'elle est négociable contre des francs français sur la base d'un taux de change fixe (voir: P. PASCALLON et J.F. DE LAULANIE, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., page 49).

donnée aux banques étrangères de faire des opérations de change (avis n. 53).

La deuxième condition fondamentale posée dans la Déclaration des principes relatifs à la coopération économique et financière du 19 mars 1962, consistait à établir une distinction et une gestion séparées des disponibilités en devises de l'Algérie au sein du Fonds de stabilisation des changes.

Les opérations d'achat et de vente de devises étrangères — à l'exclusion du franc et des monnaies de la Zone franc — sont toujours effectuées sur le marché des changes de Paris, mais sont comptabilisées en dollars (monnaie de compte) sur un compte spécial ouvert au nom de la B.C.A. auprès du Fonds de stabilisation des changes, lequel est débité pour les achats de devises et crédité pour les cessions de devises au Fonds (1). Le 19 janvier 1963 les autorités françaises confirmèrent l'ouverture du compte en question (droits de tirage) destiné à traiter individuellement les opérations en devises de l'Algérie le compte étant initialement crédité, à titre forfaitaire, d'un montant de 60 millions de dollars. L'existence d'une ouverture de crédit dont le montant était fixé d'avance assurait, en outre, la possibilité de couvrir le solde passif entre les besoins et les ressources en devises étrangères.

Une étape ultérieure vers cette obtention de pouvoirs plus étendus sur le plan extérieur est représentée, enfin, par les accords sur les hydrocarbures du 29 juillet 1965. L'annexe XII de cette convention établissait en fait la possibilité de convertir librement en d'autres devises des francs français détenus par la B.C.A., con-

(1) Rappelons qu'au cours de la période précédant l'indépendance les négociations n'étaient pas individualisées, puisqu'à l'obligation de céder des devises étrangères s'opposait l'engagement du Fonds d'accorder les devises nécessaires au règlement des transactions avec les pays hors de la Zone franc.

férant ainsi à cette dernière de plus amples pouvoirs en matière de différenciation et de gestion des réserves en devises du Pays, et décrétant, d'autre part, l'affranchissement définitif de l'Algérie de l'influence de la monnaie française (1).

b) Contrôle du crédit à la consommation

Sollicitée par l'exigence où elle se trouvait de réduire les effets négatifs sur la balance des paiements et par la nécessité d'assurer une destination adéquate aux ressources financières du Pays, l'autorité monétaire s'est toujours préoccupée de contrôler le crédit à la consommation. Par la « décision » n. 63-01 du 31 juillet 1963, la B.C.A. disciplina, en effet, les modalités du financement à tempérament pour la consommation accordé par les banques et les institutions financières. A cet égard, une série de contraintes furent imposées en ce qui concerne le premier paiement et le nombre de ceux-ci, différenciant ces derniers en fonction de la nature des biens et suivant qu'ils étaient fabriqués par l'industrie nationale ou importés (2).

Le problème du crédit à la consommation fut affronté et résolu ensuite d'une manière plus radicale par la loi de finances de 1970 qui, en conformité avec les orientations du Plan quadriennal 1970-1973, décida de suspendre toutes les catégories de ces financements (art. 67).

Il faut noter, enfin, que la demande en biens de consommation n'a pas été réglementée uniquement au moyen des susdites mesures, mais aussi en recourant à la fois à l'utilisation de l'instrument fiscal et au contrôle matériel des importations.

(1) Voir avec beaucoup de détails: P. PASCALLON et J.F. DE LAULANIE, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., page 45.

(2) La « décision » dont il s'agit réglementait aussi le financement à tempérament de l'achat de biens d'équipement.

c) *Centralisation et contrôle des fonds monétaires des institutions publiques*

Après la rupture des circuits financiers de l'économie, l'autorité monétaire a été contrainte d'intervenir directement pour financer les entreprises nationales. La couverture des besoins financiers est faite à l'aide d'une création continue de liquidité, engendrant une série de conséquences néfastes pour la situation économique et monétaire du Pays.

L'afflux de liquidité au système bancaire alimentait en effet des flux de crédit qui, par suite de leur destination, venaient aggraver les déséquilibres du système économique et se traduisaient par des fuites de capitaux à l'étranger. Une partie de cette liquidité revenait d'ailleurs au Trésor sous forme de placement de titres à court terme et de là cette liquidité affluait de nouveau à l'économie avec celle nouvellement créée nécessaire à rétablir l'équilibre entre les besoins et les ressources. La situation monétaire de la période qui suivit l'indépendance se trouva donc caractérisée, à la fois par une forte liquidité du système bancaire et une création continue de monnaie par la Banque centrale pour le compte du Trésor en vue de financer les entreprises que les établissements de crédit étrangers avaient rationnées (1).

Cette situation a eu des conséquences de deux ordres: tout d'abord, la Banque centrale a été mise en quelque sorte hors des circuits de financement de l'économie, et a perdu la possibilité d'effectuer un contrôle quantitatif et qualitatif du crédit du fait

(1) « En 1962-1963 l'Etat algérien a été conduit à faire du financement direct à partir du Trésor ce qui devait compromettre l'équilibre des finances publiques. En 1964, c'est l'institut d'émission qui a financé le secteur agricole socialiste provoquant par là des tensions inflationnistes.

Cette situation était aberrante, d'autant plus qu'il y avait pléthore de ressources financières!... » (voir: *Monnaie et Crédit*, op. cit., page 6).

surtout que le système bancaire possédait une forte liquidité. En second lieu, l'activité bancaire s'est orientée vers des emplois dont la nature différait totalement de celle recherchée par les pouvoirs publics, accentuant ainsi les déséquilibres à l'intérieur du système économique et provoquant, par des financements à la consommation, des effets négatifs sur la balance des paiements.

En vue de réduire l'afflux de liquidité vers le système bancaire et de contrôler en même temps l'utilisation des crédits par les sociétés nationales, l'autorité monétaire adopta une série de mesures concernant le dépôt auprès du Trésor des disponibilités monétaires des institutions publiques ou semi-publiques.

Après que le décret 63-407 du 14 octobre 1963 eût identifié les institutions tenues d'effectuer les versements en question (1), l'arrêté du 13 juillet 1964 y faisant suite rendit cette obligation exécutoire, imposant le transfert des fonds par le système bancaire sur des comptes spéciaux du Trésor avant la date du 31 juillet.

Au contraire des organismes publics de caractère administratif, ceux de nature industrielle ou commerciale furent, toutefois, autorisés à posséder des comptes courants dans les banques dont le plafond ne devait pas excéder 30% de leurs disponibilités monétaires globales. On estime que la perte de dépôts du système bancaire fut de 40 à 50 milliards d'anciens francs et qu'elle a égalé environ 50% du volume des dépôts administrés avant que les mesures gouvernementales soient prises.

La capacité opérationnelle du système bancaire ainsi réduite, et dans l'attente de sa restructuration, le Trésor se transforma

(1) Il s'agit, si l'on regroupe la longue liste de l'art. 1 du décret en question, des services et sociétés publics à caractère administratif, des services et sociétés publics à caractère économique, des sociétés nationales, des sociétés à économie mixte et de celles où l'Etat détenait une participation.

donc en un vaste centre de collecte et de distribution des ressources monétaires en faveur d'une grande partie de l'économie. Cette situation prit fin lorsque fut fondée la Banque Nationale d'Algérie (B.N.A.) et qu'à la suite de sa constitution une nouvelle réglementation de la centralisation des disponibilités monétaires des institutions publiques fut élaborée.

Le décret du 25 juillet 1967 détermina trois points essentiels: en premier lieu il rendit exécutoires les dispositions du deuxième et troisième alinéa de l'art. 9 de la loi organique de la B.N.A. (loi n. 66-178 du 13 juin 1966) (1), conférant à cette dernière le monopole des services financiers en faveur des entreprises « socialistes », des sociétés nationales et des organismes publics dont les activités n'avaient ni caractère administratif, ni caractère financier (ces derniers relevant de la compétence du Trésor) à l'exception, toutefois, des entreprises relevant du domaine de spécialisation fonctionnelle du Crédit Populaire d'Algérie (C.P.A.) suivant les termes de l'art. 7 de ses statuts (2).

En second lieu, les opérations bancaires des sociétés à économie mixte furent disciplinées, il fut établi que ces sociétés devaient posséder un compte à la B.N.A., et qu'en outre les so-

(1) « La Banque nationale a l'exclusivité du service financier des entreprises et exploitations du secteur socialiste et des groupements professionnels; leurs disponibilités et toutes leurs opérations financières seront confiées à la Banque nationale à partir d'une date dans les conditions qui seront déterminées par arrêté du Ministre des finances et du plan (alinéa 2). Les offices et établissements publics, dont l'objet n'est pas de nature financière, et les sociétés nationales, de même que leurs filiales, sont tenus d'opérer par l'entremise de la Banque nationale toutes leurs opérations bancaires. Il en est de même des sociétés d'économie mixte et de leurs filiales... (alinéa 3) ».

(2) Il s'agit tout particulièrement des entreprises opérant dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie, des coopératives et des entreprises non agricoles à gestion autonome. Voir page 126.

ciétés dont l'Etat détenait une participation au capital de 50% au moins ne pouvaient détenir que ce type de compte.

En troisième lieu, il fut interdit en conséquence aux autres banques de détenir des comptes de dépôt au nom de ces établissements sans y être autorisées par la B.N.A.

Au moyen de cette réglementation, les pouvoirs centraux voulaient s'assurer, en dernière instance, le contrôle de l'utilisation des disponibilités monétaires des sociétés nationales et centraliser une grande partie des réserves du système bancaire dans une banque d'Etat: la B.N.A., créée et conçue spécialement comme un instrument de la planification financière. L'autorité monétaire pouvait ainsi contrôler directement la distribution de la plupart des crédits à l'économie, en raison aussi de la moins forte capacité opérationnelle des banques à capital étranger. Une fois terminé le processus de nationalisation du système bancaire, le règlement définitif de ce dernier fit l'objet de la loi de finances de 1970. Conformément aux principes de la planification financière, les sociétés nationales et les institutions publiques de nature commerciale ou industrielle, furent obligées, en effet, à dater du 1er janvier 1970 et au plus tard le 31 mars de la même année, de réunir leurs comptes de dépôt dans une seule banque (art. 18) et d'y effectuer leurs opérations bancaires d'exploitation.

Au cours de la période 1960-1968 l'évolution des disponibilités monétaires et de celles de la quasi-monnaie a été caractérisée, comme on le voit dans le tableau 16, par de remarquables variations positives et négatives.

La masse monétaire et celle quasi-monétaire ont en fait diminué de façon sensible, surtout par suite des transferts de capitaux à l'étranger, jusqu'en 1963 et ce n'est qu'en 1964 qu'elles recommenceront à augmenter. Passant de 4.1 milliards en 1962 à

TABLEAU 16

DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES ET QUASI-MONÉTAIRES ET LEURS CONTREPARTIES
(en millions de DA)

Situation en fin d'exercice	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
DISPONIBILITÉS									
1. Disponibilités monétaires									
A. Billets en circulation	2.275	2.418	2.227	2.280	2.570	2.746	2.831	3.226	3.717
B. Monnaies divisionnaires en circulation	42	43	38	38	35	37	28	32	
C. Dépôts à vue	3.057	2.933	1.706	1.601	1.953	2.006	2.601	3.517	4.820
— Dépôts bancaires	2.388	2.201	1.351	1.288	1.468	1.483	1.977	2.897	4.397
— Comptes courants postaux	613	646	325	275	368	330	348	396	423
— Dépôts auprès du Trésor	56	86	30	38	117	193	276	224	—
Total (A+B+C)	5.374	5.394	3.971	3.919	4.558	4.789	5.460	6.775	8.537
2. Disponibilités quasi-monétaires									
Dépôts à terme, Bons de Caisse, Comptes d'épargne	569	348	145	88	84	106	219	460	985
Total (1+2)	5.943	5.742	4.116	4.007	4.642	4.895	5.679	7.235	9.522

C O N T R E P A R T I E S

1. *Créances sur le Trésor*

Banque Centrale	12	11	49	99	954	1.242	1.092	895	...
Bons du Trésor	529	442	—	205	252	404	495	860	...
Créances des entreprises et des particuliers	710	776	393	351	520	560	652	652	...
Total	1.251	1.229	442	655	1.726	2.206	2.239	2.407	2.830

2. *Crédits à l'économie*

Banque centrale	1.253	1.243	1.468	1.300	1.087	1.206	1.142	788	...
Système bancaire	2.053	1.879	1.173	847	1.026	1.134	1.322	2.131	...
Total	3.306	3.122	2.641	2.147	2.113	2.340	2.464	2.919	3.943

3. *Or et devises (net)*

	1.302	1.531	911	1.131	872	776	1.222	1.925	2.350
--	-------	-------	-----	-------	-----	-----	-------	-------	-------

4. *Ajustements*

	83	— 140	122	74	— 68	— 427	— 246	— 16	399
Total (1+2+3+4)	5.942	5.742	4.116	4.007	4.643	4.895	5.679	7.235	9.522

SOURCE: MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DES FINANCES ET DU PLAN - SOUS-DIRECTION DES STATISTIQUES, *Statistiques Financières*, 1968, pages 161-162.

9.5 milliards en 1968, ces masses ont enregistré un taux de variation annuel moyen de 15%. Des mutations importantes ont été observées également dans l'évolution des composantes des disponibilités en monnaie et en quasi-monnaie. En particulier, la circulation fiduciaire a accusé une forte augmentation en 1967 passant de 2,8 milliards (1966) à 3,2 milliards. Les dépôts à vue (bancaires et postaux), après le fléchissement de la période 1960-1963, s'élevèrent à 2,6 milliards en 1966, à 3,5 milliards en 1967 et à 4,8 milliards en 1968, leur taux d'accroissement étant respectivement de 29,7% (1966), 35,2% (1967), 37% (1968). Cette augmentation provient principalement des dépôts bancaires, leur expansion fut considérable après 1965: 33,3% en 1966, 46,5% en 1967, 51,8% en 1968. La dynamique des comptes courants postaux a été caractérisée au contraire par des variations positives très faibles: 5,5% en 1966, 13,8% en 1967 et 6,8% en 1968.

L'évolution des disponibilités en quasi-monnaie enregistra enfin des accroissements considérables: 106,6% en 1966, 110% en 1967 et 114% en 1968.

La structure des disponibilités en monnaie et quasi-monétaires est caractérisée par une forte propension à détenir de la monnaie légale, comme le montrent les rapports calculés dans le tableau suivant.

En ce qui concerne la contrepartie des disponibilités en monnaie et en quasi-monnaie, il convient d'observer un accroissement considérable des crédits sur le Trésor. Ces derniers qui étaient de 0,4 milliards en 1962 atteignaient 2,8 milliards en 1968, enregistrant un coefficient de variation moyen annuel particulièrement élevé (38,3%). Par contre, la dynamique des crédits accordés à l'économie est des plus irrégulières: 10,7% en 1965, 5,3% en 1966, 18,5% en 1967 et 35% en 1968.

TABLEAU 17

PRINCIPAUX QUOTIENTS FINANCIERS

Quotients	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Monnaie légale							
Dépôts monétaires	1,32	1,44	1,30	1,38	1,09	0,92	0,77
Monnaie légale							
Masse monétaire	0,57	0,59	0,57	0,58	0,52	0,48	0,43
Monnaie légale							
Disponibilités monétaires et quasi-monétaires	0,55	0,57	0,56	0,56	0,49	0,45	0,39
Dépôts monétaires							
Disponibilités monétaires et quasi-monétaires	0,41	0,39	0,42	0,40	0,45	0,48	0,50
Disponibilités quasi-monétaires							
Disponibilités monétaires et quasi-monétaires	0,04	0,04	0,02	0,04	0,06	0,07	0,11

3. PROCESSUS DE RESTRUCTURATION DU SYSTÈME BANCAIRE

Le système du crédit algérien fit l'objet, de 1962 à 1968, d'un vaste processus de restructuration, effectué par le gouvernement en vue de l'adapter dans ses caractéristiques de structure et de fonction aux nouveaux objectifs de la politique économique.

On peut distinguer deux phases dans le processus en question: la première (1962-1965) a été caractérisée par des interventions des pouvoirs publics tendant à placer à côté du réseau des banques étrangères deux instituts de nature publique et une société d'économie mixte, et de libérer les instituts de crédit populaire de la tutelle de la Mère-Patrie; la deuxième phase (1966-1968) est caractérisée, au contraire, par des mesures de nationalisation et par l'incorporation des banques étrangères dans trois établissements de crédit nationaux directement constitués par l'Etat.

A la suite de cette restructuration, des 18 établissements de crédit (banques de dépôt, banques d'affaires, banques populaires) qui avaient continué leurs opérations après les événements ayant abouti à l'indépendance, il n'y eut plus en 1968-1969 que trois banques de dépôt publiques: la Banque Nationale d'Algérie, la Banque Extérieure d'Algérie et le Crédit Populaire d'Algérie. Deux sociétés étrangères vinrent s'y ajouter: la Banque Populaire Arabe et la Compagnie Française de Crédit et de Banque, dont l'activité est, cependant, marginale et indubitablement négligeable non seulement dans le cadre de celle de l'ensemble du système bancaire, mais aussi en comparaison avec chacune des sociétés de crédit nationales.

Le système du crédit est complété par une banque de développement (Caisse Algérienne de Développement) et par une caisse d'épargne (Caisse Nationale d'Epargne et de Prévoyance).

a) Première phase de transformation du système bancaire pour lui donner une forme strictement « algérienne » (1962-1965)

Les premières mesures des pouvoirs centraux afin de transformer la structure du système bancaire remontent au 9 mars 1963, lorsque ces derniers mirent fin à la tutelle française sur les banques populaires. En effet, c'est alors que la Caisse Centrale Algérienne du Crédit Populaire et le Conseil Algérien du Crédit Populaire furent strictement algériens et que ce dernier cessa tout rapport avec la Chambre Syndicale des Banques Populaires française. Ces banques populaires constituèrent également les premières institutions de crédit algériennes à statut public.

Pendant la période qui suivit l'indépendance, la situation économique et financière de ces banques se détériora sensiblement, car elle se ressentit bien plus que les banques étrangères des conditions politiques et économiques de cette époque: volatilisation des dépôts, insolvabilité générale, fuite des cadres des entreprises, etc. Les dépôts administrés par les banques passèrent de 20 milliards d'anciens francs à 5 milliards, en même temps que les insolvabilités s'élevaient à 8 milliards et que le départ d'une majorité du personnel européen posait de graves problèmes de fonctionnement dans tout le système du crédit populaire. Une des cinq banques populaires, la Banque Régionale du Crédit Populaire d'Alger, se trouva dans l'obligation de suspendre ses activités, tandis que les autres parvinrent à continuer leurs opérations grâce à l'aide financière de l'Etat. En ce qui concerne la Caisse Centrale sa situation fut considérée comme étant moins grave, parce que la plupart des ressources administrées provenaient du budget de l'Etat (1).

(1) Le Ministre des Finances et du Plan: M. Kaid Ahmed a, en fait, à l'occasion du début des activités de ce C.P.A. (30 décembre 1966) observé la

Après les mesures prises par les pouvoirs centraux, l'orientation donnée à l'activité des banques populaires favorisa surtout les sociétés qui se trouvaient rationnées par les banques étrangères et, tout particulièrement, celles du secteur industriel et commercial autogéré.

En 1963, la Caisse Algérienne de Développement (C.A.D.), dont la conception première était d'en faire une banque de développement, fut créée et placée sous le contrôle direct des pouvoirs publics; elle a été déterminée par la nécessité d'intégrer dans la structure du crédit une institution nationale spécialisée dans l'octroi de crédits à moyen et long terme en faveur du secteur public de l'économie, ou en faveur du secteur privé à chaque fois que l'investissement est reconnu conforme aux exigences de développement du Pays. Elle a en outre pris à son compte les attributions dont jouissaient auparavant en Algérie les grands organismes de crédit français (Crédit National, Caisse Nationale des Marchés de l'Etat, Caisse des Dépôts et Consignations) et la Caisse d'Equipe-ment et de Développement de l'Algérie. La C.A.D., bien qu'elle ait été dotée de pouvoirs étendus pour mobiliser les ressources financières nationales et étrangères, et les distribuer aux sociétés publiques ou privées des divers secteurs de l'économie et des attributions qui qualifient les banques de développement nationales, n'a jamais eu la possibilité de se comporter comme telle et de remplir de façon autonome les fonctions que les textes de loi lui avaient conférées. En fait, son activité a été simplement l'exécu-

manière dont: « au niveau de la Caisse centrale, la situation était un peu moins préoccupante. On constatait, bien sûr, une grave détérioration dans le niveau de remboursement des prêts à moyen et long terme. Mais ces prêts avaient été financés en grande partie par des avances du Trésor et non à l'aide de dépôts. On n'avait donc pas à craindre que des retraits massifs viennent ébranler davantage l'institution et la mettre en état de crise financière ». Voir, *Actualité et Documents*, Ministère de l'Information, janvier 1967, n. 67, page 11.

tion financière des programmes concernant les investissements publics, sur la base de fonds fournis par le budget de l'Etat, (investissements directement productifs et infrastructures) (1) alors que ses véritables interventions directes en faveur du développement des initiatives de la production ont été plutôt rares (2).

Le processus de création d'organismes de crédit nationaux se poursuit par la fondation d'une caisse d'épargne algérienne — la Caisse Nationale d'Epargne et de Prévoyance (C.N.E.P.) — le 10 août 1964. Cet Institut a pour mission de promouvoir la formation et la mobilisation de l'épargne des ménages et de consentir des catégories de financements déterminées telles que les prêts à la construction, les prêts sociaux, et ceux aux collectivités locales. Avec la constitution de cette Caisse, le régime de collecte jusque là en vigueur a pris fin, il était basé sur un certain nombre de caisses d'épargne ordinaires et sur la Caisse Nationale d'Epargne française, opérant en conformité avec le modèle existant dans la métropole.

Quant aux modifications d'ordre structurel apportées au réseau des banques commerciales et d'affaires, les événements qui ont abouti à l'indépendance, de même que la situation politique et la crise économique, ont provoqué le retour en France d'une grande partie du personnel des banques et des propriétaires des diverses sociétés de production, de sorte que l'on enregistra la fermeture de plusieurs guichets bancaires et la cessation des opé-

(1) Le décret n. 63-182 du 16 mai confiait à la C.A.D. la gestion financière des programmes d'investissement de l'Etat. Après des dispositions ultérieures, l'institut conservera uniquement à partir de 1966-1967 la partie concernant directement les investissements à la production. Voir page 157.

(2) Consulter au sujet de la politique des investissements des banques de développement: M. ONADO, *Le banche di sviluppo dei Paesi africani. Aspetti istituzionali*, dans « Scritti in onore di Giordano Dell'Amore », éd. Giuffrè, Milan, 1969.

rations de quelques sociétés de crédit dues à la tension qui caractérisait de plus en plus les rapports entre les institutions financières et les pouvoirs publics.

Deux nouvelles banques s'installèrent cependant en Algérie en 1963 et en 1964. Ce sont: la Banque Populaire Arabe créée avec la participation de la Banque Commerciale Arabe (75%) et de particuliers de nationalité algérienne, ainsi que la Banque Algérie-Misr qui fut constituée avec la participation de l'Etat algérien (61%) et de la Banque Misr.

A partir de 1966 le gouvernement commença à fonder les banques commerciales nationales et procéda ensuite à l'incorporation des banques étrangères.

b) Deuxième phase de restructuration du système bancaire pour lui donner une forme strictement « algérienne » (1966-1968)

Cette phase du processus de restructuration du système bancaire a eu lieu à trois moments différents.

1) La première banque nationale algérienne a été fondée le 13 juin 1966 et dénommée: Banque Nationale d'Algérie (B.N.A.), en même temps l'activité du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie (1er juillet 1966) fut reprise. Ensuite, le Crédit Industriel et Commercial (1er juillet 1967), la Banque Nationale de Paris (1er janvier 1968) et la Banque de Paris et des Pays-Bas (1er juin 1968) (1) furent incorporés.

La B.N.A. est la banque la plus importante d'Algérie et, du point de vue fonctionnel, c'est elle qui est l'instrument stratégique

(1) En outre, la B.N.A. a incorporé le Comptoir d'Escompte de Mascara au début de 1968, et depuis le 1er octobre 1968 a repris l'activité des institutions de crédit agricole existantes: Caisse Algérienne de Crédit Agricole Mutuel, Caisses régionales et locales de crédit agricole mutuel, la section de crédit agricole de la Caisse Centrale des Sociétés Agricoles de Prévoyance — dissoutes par l'ordonnance n. 68-534 du 24 septembre 1968.

de la planification financière. C'est à elle que fut d'abord confié le monopole des opérations avec les entreprises publiques, le secteur socialiste, et ensuite celui des financements au secteur agricole (1er octobre 1968).

2) Le 29 décembre 1966 le Crédit Populaire d'Algérie (C.P.A.) fut créé après la fusion des cinq banques populaires: 1) Banque Populaire Commerciale et Industrielle d'Alger, 2) Banque Populaire Commerciale et Industrielle de l'Oranie, 3) Banque Populaire et Industrielle du Constantinois, 4) Banque Régionale du Crédit Populaire d'Alger, 5) Banque Régionale Commerciale et Industrielle d'Annaba. De plus la Caisse Centrale Algérienne du Crédit Populaire fut dissoute, tandis que le Conseil Algérien du Crédit Populaire poursuivit ses activités uniquement en ce qui concernait les opérations de liquidation du passif et de l'actif des banques populaires dissoutes et non reprises par le C.P.A. En 1968 ce dernier consolida sa structure en incorporant la Banque Algérie-Misr (1er janvier 1968) et la Société Marseillaise (30 juin 1968). Du point de vue fonctionnel, l'activité de l'institut est orientée vers le financement des petites et moyennes entreprises, privées ou autogérées, opérant dans les secteurs de l'artisanat, du tourisme et des pêcheries, ainsi que dans celui des coopératives non agricoles. Il opère également avec certaines sociétés nationales, surtout celles du secteur tertiaire, et détient le monopole du financement des ventes à tempérament et de l'octroi de prêts de catégories spéciales en faveur des « anciens moudjahidine » (les anciens combattants).

3) Le 1er octobre 1967 le processus de nationalisation du système bancaire s'acheva lorsque fut constituée la Banque Extérieure d'Algérie (B.E.A.) qui le 12 septembre 1967 incorpora le Crédit Lyonnais déjà devenu « algérien » et qui avait lui-même repris les activités de la filiale de la Banque Française du

TABLEAU 18
RESTRUCTURATION DU SYSTÈME BANCAIRE

Composition du réseau bancaire en 1965	Date d'incorporation dans la B.N.A. C.P.A. B.E.A.
Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie	1-7-1966
Compagnie Algérienne de Crédit et de Banque (1)	
Comptoir National d'Escompte de Paris	
Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie — Banque Nationale de Paris (2)	1-1-1968
Banque Française du Commerce Extérieur (3)	
Crédit Lyonnais	12-9-1967
Société Générale	16-1-1968
Société Marseillaise	30-6-1968
Crédit Industriel et Commercial	1-7-1967
Barclays Bank (France)	
Banque Industrielle pour l'Algérie et la Méditerranée	28-4-1968
Banque de Paris et des Pays-Bas	26-5-1968
Compagnie Parisienne de Récompte	
Crédit du Nord	31-5-1968
Banque Populaire Commerciale et Industrielle d'Alger	29-12-1966
Banque Populaire Commerciale et Industrielle de l'Oranie	29-12-1966
Banque Populaire Commerciale et Industrielle du Constantinois	29-12-1966
Banque Régionale Commerciale et Industrielle d'Annaba	29-12-1966
Banque Régionale du Crédit Populaire d'Alger (4)	29-12-1966
Banque Populaire Arabe	
Banque Algérie-Mist	1-1-1968

(1) Cette banque se transforma en 1967 en Compagnie Française de Crédit et de Banque.

(2) En 1966, la fusion eut lieu en France de la B.N.C.I. et du C.N.E.P., et la création de la B.N.P. (décret du 28 mai 1966).

(3) Le Crédit Lyonnais avait repris la filiale de la B.F.C.E. avant d'être incorporé dans la B.E.A.

(4) Cette banque cessa ses opérations en 1962.

Commerce Extérieur. En 1968, la B.E.A. prit une expansion considérable en absorbant les dernières banques étrangères: la Société Générale (16 janvier 1968), la Barclays Bank (France) (28 avril 1968), la Banque Industrielle pour l'Algérie et la Méditerranée (26 mai 1968), le Crédit du Nord (31 mai 1968). Du point de vue fonctionnel, la B.E.A. effectua principalement ses opérations dans le domaine des rapports et des services financiers avec l'étranger et sa clientèle était composée par plusieurs sociétés nationales qui avaient une grande importance dans le secteur industriel.

Le processus de restructuration décrit peut être résumé par le tableau 18 qui montre les banques en opération en 1965, les transformations subies et la situation en fin 1968. Exception faite de la dissolution de la Compagnie Parisienne de Rées-compte (1), aucun changement dans le nombre des sociétés de crédit opérant en Algérie n'a été enregistré depuis lors.

4. CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES ET FONCTIONNELLES DU SYSTÈME BANCAIRE

Nous étudierons ici les caractères de structure et de fonction du système bancaire, et, en particulier, des banques commerciales, l'examen de chacun des établissements de crédit sera fait dans les pages qui suivront.

Un fonds de dotation fourni par l'Etat (2) a constitué le capital des trois banques de dépôt. Exercée principalement par le Ministère des Finances l'ingérence du pouvoir public dans la gestion des banques en question est très importante et, en même temps,

(1) Ainsi qu'on l'a déjà fait observer, cette banque était une institution typique du marché monétaire, et, une fois disparue sa fonction par suite de la réduction du nombre des banques, elle a procédé à sa dissolution en 1969.

(2) La B.N.A. a émis aussi des titres de participation qui constituent, toutefois, une part marginale du fonds de dotation.

capillaire. D'ailleurs une telle situation était inévitable dans la mesure où il est nécessaire que le comportement du système bancaire présente une cohérence parfaite avec les directives de la planification. En pratique, la B.N.A., la B.E.A. et le C.P.A. peuvent se présenter comme des « centres financiers » spéciaux insérés tant dans le vaste système que dirige l'Etat entrepreneur que dans le secteur socialiste de l'économie se trouvant, toutefois, dans un contexte d'autonomie par rapport à l'appareil bureaucratique de l'Etat, pour obéir aux principes nouveaux de la décentralisation des décisions formulées à l'entrée en vigueur du Plan quadriennal 1970-1973.

Quant à l'articulation territoriale, à la fin de 1968 et de 1969, il existait, respectivement, 125 et 126 guichets pratiquant les opérations de crédit ordinaire. Si l'on y ajoute les guichets « agricoles » de la B.N.A. cette articulation territoriale était, pour les mêmes années, de 191 et de 195 guichets (1).

En ce qui concerne la répartition géographique les guichets bancaires sont concentrés surtout dans la région d'Alger et, en particulier, dans la capitale où se trouvent également les sièges sociaux de tous les établissements de crédit. Dans cette région, on comptait, à la fin de 1969, 58 guichets, soit 46% de l'ensemble du réseau, tandis que dans les régions de Constantine et d'Oran il y avait, respectivement, 33 et 35 guichets, soit 26% et 28% de l'ensemble. L'articulation territoriale la plus étendue, en faisant toujours abstraction de ses guichets agricoles, est celle de la B.N.A. qui comprend 73 succursales représentant 57% de l'ensemble du

(1) La B.N.A. possède une articulation territoriale spéciale en vue de ses opérations de crédit agricole qui a été formée à la suite de la reprise de l'activité des caisses régionales et locales de crédit agricole. En 1968 et en 1969 ces guichets étaient, respectivement, au nombre de 66 et de 69. Ils sont répartis dans 11 régions de contrôle: Boufarik, El-Khemis, Constantine, Annaba, Oran, Tlemcen, Tiaret, Mascara, Skikda, Batna, Sétif.

TABLEAU 19

REPARTITION DES GUICHETS BANCAIRES

Régions	1967				1968			
	B.N.A.	B.E.A.	C.P.A.	Total	B.N.A.	B.E.A.	C.P.A.	Total
Alger	10	...	38	6	14	58
Constantine	11	...	18	5	9	32
Oran	7	...	19	3	13	35
Total	28	...	75	14	36	125

Régions	1969				1970			
	B.N.A.	B.E.A.	C.P.A.	Total	B.N.A.	B.E.A.	C.P.A.	Total
Alger	37	6	15	58	...	7	17	...
Constantine	19	5	9	33	...	5	9	...
Oran	17	5	13	35	...	5	14	...
Total	73	16	37	126	...	17	40	...

réseau. Au deuxième rang on trouve le C.P.A. avec 37 guichets et enfin la B.E.A. avec 16.

La véritable dimension de la pénétration du système de crédit n'est pas reflétée par les réseaux de ses guichets bancaires puisqu'il faut considérer que la C.N.E.P. se sert pour la collecte de l'épargne non seulement de huit agences qui lui appartiennent, mais aussi du réseau des guichets postaux qui sont au nombre de 900 environ.

Outre qu'elle possède la plus vaste articulation territoriale, la B.N.A. est la banque qui a les plus grandes dimensions aussi bien quant à l'entité des dépôts qu'elle administre qu'au montant des emplois existants. En 1969, cette banque détenait 70% environ des dépôts du système bancaire et 67% des crédits, tandis que la B.E.A. et le C.P.A. géraient, respectivement, 17% et 13% des dépôts et détenaient 19% et 14% des crédits.

TABLEAU 20

DISTRIBUTION EN POURCENTAGE DES DEPOTS ET DES CREDITS
ENTRE LES BANQUES NATIONALES (1969)

Banques	Dépôts	Crédits
B.N.A.	70	67
B.E.A.	17	19
C.P.A.	13	14

Selon la pratique française, les dépôts administrés par les banques commerciales revêtent les structures techniques suivantes: 1) comptes de chèques, 2) comptes courants, 3) bons de caisse et comptes à échéance fixe. Les opérations de collecte sous forme de livrets de caisse d'épargne ne sont pas autorisées, elles ne sont possibles qu'auprès de la C.N.E.P.

Les comptes de chèques sont des comptes de dépôt utilisables au moyen de chèques et ne pouvant être possédés que par des personnes privées n'exerçant pas une activité commerciale, industrielle ou agricole. Les comptes courants par contre sont ouverts aux entreprises de toutes catégories.

Les bons de caisse sont des titres représentant des dépôts bloqués pour une durée maximum de deux années (ils sont émis, en général, pour une échéance de 6, 12, 18 ou 24 mois), enfin les comptes à échéance fixe sont des comptes de dépôt bloqués à échéance déterminée, qui ne deviennent donc disponibles qu'après un intervalle de temps déterminé (n'excédant pas deux ans) à partir de la date des versements.

Sous l'appellation comptes exigibles après encaissement des sommes sont portées au crédit du client mais restent cependant exigibles sous condition d'être encaissées au préalable par la banque, c'est le cas des chèques ou des crédits sous forme d'effets présentés à l'encaissement.

Le tableau 21 fait ressortir la distribution et la composition qualitative des dépôts administrés par les trois banques commerciales.

Si l'on se réfère aux données de 1969, les comptes courants représentaient la rubrique la plus importante parmi les dépôts (58%), venaient ensuite les bons de caisse et les comptes à échéance fixe (23%), les comptes de chèques (13%) et enfin les comptes exigibles après encaissement (6 pour cent).

L'activité du système bancaire est caractérisée par un degré de spécialisation fonctionnelle élevé, conséquence de la politique de restructuration poursuivie pendant la période 1966-1968 et des dispositions prises ensuite qui réglementèrent, conformément à la logique de la planification financière, la zone opérationnelle des banques de dépôt en ce qui concerne la nature et le nombre des sociétés ayant obtenu des crédits, ainsi que la durée des financements (1).

Cette spécialisation fonctionnelle constitue l'alternative à une organisation de type soviétique, par exemple, n'ayant aucune autre banque à part la banque de l'Etat, solution qui fut proposée d'ailleurs par la B.N.A. (2). Des circonstances diverses ont orienté dans une direction opposée les décisions prises à cet égard par les pouvoirs publics et, surtout, l'existence d'un secteur privé, ayant encore une certaine importance, et la réalisation d'une planification économique et financière qui, du point de vue technique et opérationnel, n'était pas encore complétée et manquait d'efficacité. Le Ministre des Finances et du Plan n'a pas manqué, en outre,

(1) Il s'agit de l'art. 18 déjà cité de la loi de finances de 1970, cet article imposait aux sociétés nationales et aux institutions publiques à caractère industriel et commercial, l'obligation d'effectuer toutes leurs opérations bancaires dans une seule banque.

(2) Voir aussi P. PASCALLON, *Le système monétaire et bancaire algérien*, *op. cit.*, page 880.

TABLEAU 21
DISTRIBUTION DES DEPOTS DANS LES TROIS BANQUES NATIONALES PAR STRUCTURE TECHNIQUE
(en DA)

Structures techniques des dépôts	Comptes de chèques	Comptes courants	Comptes exigibles après encaissement	Bons et comptes à échéance fixe, comptes bloqués	Total
1968					
B.N.A.	476.647.380	2.332.164.045	218.057.683	557.321.435	3.584.190.543
B.E.A.	117.846.398	764.107.613	15.666.536	173.312.500	1.070.933.047
C.P.A.	172.757.603	208.068.190	26.437.104	244.933.570	652.196.467
Total	767.251.381	3.304.339.848	260.161.323	975.567.505	5.307.320.057
1969					
B.N.A.	450.579.925	2.747.802.949	349.458.246	937.052.942	4.484.894.062
B.E.A.	152.616.402	722.890.287	21.068.585	266.527.700	1.163.102.974
C.P.A.	233.015.687	287.990.690	46.760.628	274.609.837	842.376.842
Total	836.212.014	3.758.683.926	417.287.459	1.478.190.479	6.490.373.878
1970					
B.N.A.	...	...	...	...	...
B.E.A.	210.232.431	970.507.660	27.883.205	668.428.400	1.877.051.696
C.P.A.	141.821.960	419.735.571	49.909.020	70.299.676	681.766.227
Total	...	...	...	...	...

SOURCE: Bilans des banques nationales.

de souligner que, dans la mesure où les différentes institutions financières sont représentées comme des organismes administrant un unique « fonds central » de ressources, et dans la mesure où leur activité est spécialisée, l'existence de plusieurs établissements de crédit est compatible avec la planification et avec l'unité du « fonds central en question » (1). En effet, la proposition de créer une banque unique forme, aujourd'hui encore, un objet de discussion que les pouvoirs publics ont l'intention de résoudre par des « décisions fondamentales » avant que le Plan quadriennal de 1970-1973 ne vienne à échéance (2).

(1) Le Ministre des Finances et du Plan, M. Kaid Ahmed, à l'occasion de la création du C.P.A., après avoir dit, en premier lieu que: « En effet, planifier les flux financiers consiste, d'abord, à déterminer pour l'ensemble de la Nation le volume des ressources qui peuvent être créées ou récoltées et à définir, ensuite, les affectations » posa le problème de la spécialisation des établissements de crédit dans ces termes: « Ces ressources sont ainsi considérées globalement comme un fonds central de "financement de l'économie", fonds central dont les institutions financières sont les organes. Le rôle de ces dernières consiste, dès lors, à assurer par des financements, la répartition des ressources selon les objectifs quantitatifs et sectoriels définis par la planification.

L'unité conceptuelle du "fonds central" et son utilisation comme instrument normatif de l'activité économique ne sont compatibles avec la multiplicité des institutions que dans la mesure où celles-ci sont fonctionnalisées, c'est-à-dire sont spécialisées dans des opérations ou dans des secteurs déterminés.

Chaque institution financière exerce donc des fonctions qui lui sont propres et pour lesquelles elle constitue l'organe d'intervention du "fonds central". Voir, *Actualité et Documents*, op. cit., pages 14-15.

(2) Le Ministre des Finances actuel, M. S. Mahroug, a fait remarquer, en effet, dans un document sur les lignes fondamentales de la planification financière et le comportement des institutions de crédit, comment: « la question du schéma organique du système financier peut encore attendre. L'option entre un modèle plus ou moins concurrentiel s'appuyant sur la notion de marché planifié et un modèle de caractère plus administratif cherchant par une intégration presque totale de toutes les institutions à assurer une centralisation de toutes les ressources n'est pas encore arrivé à maturité. Les décisions fondamentales seront prises avant l'entrée en vigueur du prochain plan ». Voir: MINISTÈRE DES FINANCES, *Le Crédit en 1971, Orientations et Directives*, mai 1971, page 34.

La spécialisation du système bancaire se réfère aussi bien aux dimensions et aux activités exercées par les sociétés clientes, qu'à l'échéance des prêts.

En ce qui concerne le premier aspect, la B.N.A. est chargée du financement des grandes entreprises nationales et du secteur agricole; la B.E.A., spécialisée dans les opérations avec l'étranger, opère en particulier avec des entreprises lesquelles sont, pour la plupart, en contact avec les marchés étrangers, et le C.P.A. intervient en faveur des petites et moyennes entreprises du secteur autogéré et de certaines sociétés nationales appartenant surtout au secteur tertiaire. Quant à l'échéance des prêts, l'activité des trois banques commerciales est principalement dirigée vers l'octroi de crédit à court terme (dont l'échéance est de moins d'une année), tandis que la C.A.D. intervient dans le domaine des crédits à moyen et long terme, exception faite, toutefois, de ceux en faveur du secteur agricole et du bâtiment, qui, respectivement, relèvent de la compétence de la B.N.A. et de la C.N.E.P. Cependant, les banques commerciales sont intervenues, ces derniers temps, dans le financement à moyen terme (cinq ans), et se sont donc substituées à la C.A.D. Cette dernière en assure, par contre, lorsque les conditions sont remplies, la mobilisation, et elle peut, à son tour, réescompter leurs effets auprès de la B.C.A. (1). Démobiliser les crédits à moyen terme auprès de la C.A.D. n'est possible que s'ils sont consentis conformément aux procédures spéciales de financement des investissements planifiés et ont obtenu l'accord préalable de l'institut en question.

Les tableaux suivants mettent en évidence la distribution des crédits accordés par les banques commerciales par secteur d'activité économique et suivant l'échéance (situation au 31 décembre 1969).

(1) Voir page 140.

TABLEAU 22

REPARTITION DES CREDITS DANS LES TROIS BANQUES NATIONALES
D'APRES LEUR ECHEANCE
(en millions de DA)

Nature des crédits	B.N.A.	B.E.A.	C.P.A.	Total	%
Crédits à court terme (papier commercial)	149,5	132,8	78,4	360,7	6,12
Crédits mobilisables et non mobilisables					
à court terme	3.648,8	400,5	400,3	4.449,6	75,51
à moyen et long terme	935,0	57,3	90,1	1.082,4	18,37
Total	4.733,3	590,6	568,8	5.892,7	100

SOURCE: SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN, *Tableaux de l'économie algérienne*, Tableau XVI, 3, page 211.

TABLEAU 23

DISTRIBUTION DES CREDITS DANS LES TROIS BANQUES NATIONALES
PAR SECTEUR D'ACTIVITE DE L'ECONOMIE
(en millions de DA)

Secteurs économiques	B.N.A.	B.E.A.	C.P.A.	Total	%
Agriculture	3.726,2	0,1	2,6	3.729,0	63,28
Industrie	421,0	418,2	368,9	1.208,1	20,50
Energie, transports	80,0	181,1	49,8	310,9	25,73
Métallurgie	102,5	179,8	147,8	430,1	35,59
Textile	24,9	7,8	10,2	42,5	3,51
Alimentation	18,4	2,4	33,2	54,0	4,47
Travaux publics, matériaux de construction	80,4	14,7	71,6	166,7	13,79
Mines, charbon et minerais	56,4	—	4,2	60,7	5,02
Produits chimiques et fertilisants	17,4	5,0	33,6	56,0	4,63
Divers	41,0	27,8	18,5	87,3	7,22
Commerce	575,9	127,5	155,9	859,3	14,58
Autres secteurs	10,1	44,8	41,4	96,3	1,63
Total	4.733,3	590,6	568,8	5.892,7	100

SOURCE: SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN, *Tableaux de l'économie algérienne*, Tableau XVI, 3, page 211.

Les tableaux 24 et 25, par contre, contiennent la distribution des postes typiques de l'actif dans les trois banques commerciales et la composition des prêts consolidés suivant leur nature.

Nous devons faire observer que le poste « Portefeuille Effets » du tableau susindiqué ne fait pas ressortir la proportion réelle des escomptes d'effets puisqu'il comprend également les investissements en Bons du Trésor. En tout cas, la circulation des effets ne présente pas des dimensions appréciables et elle reste surtout liée aux négociations d'export-import. Le poids prédominant du secteur public a, en fait, contribué à réduire la circulation des effets et le volume des escomptes accordés par les banques commerciales. Une telle tendance a été, de plus, renforcée par la loi de finances de 1970, qui a mis fin à toutes les formes de crédit à la consommation, et par celle de 1971 qui a interdit les crédits entre sociétés qui ne sont pas conformes aux modalités courantes du crédit commercial.

Les ouvertures de crédit (comptes courants) constituent donc les formes techniques de prêts les plus répandues. En revanche, les avances n'ont qu'une faible importance, elles sont consenties principalement sur des marchandises et contre des documents représentatifs de marchandises dans le cas d'opérations avec l'étranger.

Il convient de noter enfin que, exception faite d'un nombre limité d'opérations effectuées avec le secteur privé, l'offre de garanties réelles ou personnelles par les entreprises débitrices ne trouve pas sa raison d'être, pour des motifs évidents, dans le cadre des rapports bancaires.

L'activité bancaire en Algérie n'est pas réglementée par une « loi bancaire » organique. Au moment où le Pays devint indépendant, étant donné que le réseau bancaire était exclusivement formé d'établissements de crédit français, les pouvoirs publics algériens

TABLEAU 24

DISTRIBUTION DES ACTIVITES DANS LES TROIS BANQUES NATIONALES
(en milliers de DA)

Années	Caisse, Trésor, B.C.A.	Portefeuille effets	Comptes courants	Avances et débiteurs divers		Débiteurs par acceptation	Titres	Total	Total
				avances sur garanties	(4)				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(7) — (1)	
1968									
B.N.A.	101.091	1.491.737	1.595.982	999.720	1.012	1.381	4.190.923	4.089.832	
B.E.A.	55.430	1.120.100	117.761	11.033	11.053	1.983	1.317.360	1.261.930	
C.P.A.	30.919	589.572	110.042	14.576	451	3.060	748.620	717.701	
Total	187.440	3.201.409	1.823.785	1.025.329	12.516	6.424	6.256.903	6.069.463	
1969									
B.N.A.	198.646	3.197.835	1.038.020	549.699	11.041	2.583	4.997.824	4.799.178	
B.E.A.	77.996	942.249	398.879	3.333	7.068	1.198	1.430.723	1.352.727	
C.P.A.	25.860	620.348	323.936	23.731	14.617	2.809	1.011.301	985.441	
Total	302.502	4.760.432	1.760.835	576.763	32.726	6.590	7.439.848	7.137.346	
1970									
B.N.A.	...	...	...	...	...	...	...	...	...
B.E.A.	136.371	1.003.865	935.133	22.853	4.630	1.197	2.104.049	1.967.678	
C.P.A.	84.953	646.250	226.001	19.148	596	2.183	979.131	894.178	
Total	...	...	...	...	...	...	...	...	...

SOURCE: Bilans des banques nationales.

TABLEAU 25

COMPOSITION EN POURCENTAGE DES PRETS D'APRES LEUR STRUCTURE TECHNIQUE

Structures techniques	1968	1969
Portefeuille effets	52	66
Comptes courants	30	24
Avances et débiteurs	17	9
Divers, avances sur garanties	}	1
Débiteurs par acceptation		
Titres		

s'engagèrent à maintenir le *status quo* s'inspirant de la législation française en matière de crédit dans la mesure où cette dernière ne contrevenait ni aux lois ni aux dispositions prises dans le nouvel Etat. Une fois achevé le processus de restructuration, la validité de cette législation n'est que formelle puisque l'activité bancaire se trouve disciplinée par un ensemble fragmentaire de dispositions, de circulaires, d'instructions, et en première instance, dans les lois organiques de chaque institut de crédit, nouvellement constitué. En particulier, cette réglementation a pour objet de discipliner le comportement du système bancaire dans le cadre de la planification et, suivant des schémas bien définis, à réglementer l'intervention des établissements de crédit dans le financement des entreprises (1).

Les banques commerciales sont, toutefois, soumises à deux obligations principales: elles consistent à demander à la B.C.A. l'autorisation préalable de consentir des prêts et à maintenir un certain rapport entre des catégories d'actif et de passif déterminées (coefficient de liquidité).

(1) Voir page 152 et suivantes.

En ce qui concerne la première obligation, les banques sont tenues de demander à la B.C.A. l'autorisation d'accorder des prêts en faveur d'entreprises dont la situation débitrice globale dépasse un plafond d'un million de dinars.

L'institut de financement doit donc obtenir de la Centrale des Risques gérée par la B.C.A. la position du client aux fins de savoir si, avec l'octroi du nouveau prêt, on parvient au plafond nécessitant une autorisation préalable. En ce qui concerne les sociétés nationales, une telle contrainte ne revêt pas une grande importance à l'heure actuelle, parce que les plans financiers de ces entreprises sont approuvés par le gouvernement avec le concours des trois banques commerciales, de la C.A.D. et de la B.C.A. elle-même; en outre, la Centrale des Risques n'offre pas aujourd'hui aux banques plus d'informations que celles qu'elles possèdent déjà sur la position débitrice des sociétés en question puisque ces dernières sont dans l'obligation d'effectuer toutes leurs opérations dans une seule banque. Ce système présente, néanmoins, une efficacité indiscutable en ce qui concerne les sociétés privées et, sous cet angle, il offre un instrument de contrôle sélectif du crédit aussi bien du point de vue du secteur d'activité productrice à financer, que de celui des entreprises individuelles recherchant du crédit. Si elle est accordée, l'autorisation préalable ne remplace pas l'accord préalable de réescompte au cas où la banque veut s'assurer la possibilité de mobiliser le crédit auprès de la B.C.A. La situation opposée étant valide, les banques se limitent, en fait, à obtenir l'accord préalable de réescompte, ce dernier est consenti par la Banque centrale une fois qu'elle a vérifié la destination et le montant du crédit. Cependant, celui-ci ne constitue pas une obligation indérogeable de la B.C.A. qui conserve dans tous les cas un pouvoir discrétionnaire quant à l'opération de refinancement.

Quant à la deuxième obligation imposée aux banques commerciales, ces dernières sont tenues d'avoir un coefficient de liquidité au moins égal à 60% du rapport entre leur actif et leur passif établi comme suit:

<i>Actif</i>	<i>Passif</i>
1) Caisse, dépôts au Trésor et à la B.C.A.	1) Dépôts à vue
2) Banques et correspondants	2) Banques et correspondants
3) Portefeuille effets:	3) Comptes exigibles après l'encaissement
I° Bons du Trésor	
II° Effets réescomptables auprès de l'institut d'émission	
4) Coupons et titres à l'encaissement	4) Créiteurs divers
5) Débiteurs divers	5) Engagements par acceptation
	6) Dividendes à régler
	7) Bons et comptes quasi-monnaies
	A déduire:
	8) Effets à encaisser

En outre, les banques sont tenues d'investir en Bons du Trésor au moins 10% de leurs dépôts à vue (plancher d'effets publics). Ce plancher atteignait 15% pendant la période antérieure à l'indépendance, après avoir été supprimé il fut rétabli dans les proportions actuelles. Il n'existe, par contre, aucune réserve obligatoire de liquidité, elle n'a pas été estimée nécessaire pour répondre au processus de création de la monnaie scripturale car ce dernier, ainsi que nous l'avons déjà fait observer, a pour origine un autre ensemble de facteurs.

5. LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT, LES INSTITUTIONS CONSULTATIVES, DE CONTRÔLE ET DE COORDINATION DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE ET DE LA DIRECTION DU CRÉDIT, PRIS SÉPARÉMENT

Nous étudierons à présent les caractères structurels et fonctionnels des trois banques commerciales et de la C.A.D., ainsi que d'une institution particulière qui peut être assimilée à nos Monts de Piété, dénommée: Caisse de Crédit Municipal d'Alger.

La C.N.E.P. fera l'objet d'un autre chapitre, consacré aux problèmes concernant la formation et la mobilisation de l'épargne.

a) *La Banque Nationale d'Algérie (B.N.A.)*

Constituée par les pouvoirs publics le 13 juin 1966, la B.N.A. a été considérée par eux comme un instrument stratégique de la planification financière (1). Le capital initial de la banque consiste en une dotation de 20 millions de DA apportée par l'Etat, en outre, la banque a émis, conformément à l'art. 7 de ses statuts, des titres de participation dont la valeur inscrite au bilan de 1969 était de 927.800 DA.

Les pouvoirs publics se sont réservés le droit de désigner les principaux dirigeants de la banque. L'institut est administré par un Président-directeur général avec l'aide d'un Directeur-général adjoint, nommés par un décret du Chef de l'Etat sur proposition

(1) L'art. 5 des Statuts, établit que la banque: «...exerce toutes les activités d'une banque de dépôt; elle assure notamment le service financier des groupements professionnels, des entreprises et exploitations du secteur socialiste et du secteur public et elle participe, en outre, au contrôle de leur gestion.

Instrument de la planification financière, elle est chargée, comme banque primaire, d'exécuter la politique du Gouvernement en matière de crédit à court terme et de collaborer avec les autres institutions publiques de crédit en ce qui concerne le crédit à moyen et à long terme ».

du Ministre des Finances et par un Conseil de direction comprenant, en plus de ces derniers, quatre conseillers désignés sur proposition du Ministre des Finances et choisis sur une liste de noms présentée par le Ministre de l'Agriculture et de la Réforme Agraire, le Ministre de l'Industrie et de l'Energie, le Ministre du Commerce et celui des Travaux Publics et de la Construction.

Il suffit de rappeler les dispositions des art. 4 et 8 de la loi constitutive en ce qui concerne l'intervention des pouvoirs publics dans la gestion et le contrôle de la B.N.A., sauf les considérations relatives à la destination des financements suivant un schéma imposé. Aux termes de l'art. 4 la gestion de la banque doit être conforme aux directives données par le Ministre des Finances et du Plan en ce qui concerne la liquidité, la solvabilité et les risques; l'art. 8 impose, en outre, au Président de l'institut de faire parvenir à ce même Ministre dans les six mois de la clôture de l'exercice, un rapport sur les activités de cette période. Il n'est pas fait mention, par contre, des rapports entre la B.N.A. et la B.C.A.

Ayant repris l'activité d'institutions qui avaient une spécialisation fonctionnelle différente, la B.N.A. est à même d'offrir aux entreprises des différents secteurs de la production une gamme différenciée de services financiers.

L'activité de la B.N.A. — qui se définit comme la banque de l'industrie, du commerce et de l'agriculture — a lieu principalement, si l'on en excepte le secteur agricole (1), au bénéfice des sociétés nationales de grande importance et des entreprises autogérées. Nous avons déjà vu, en fait, que la loi du 25 juillet 1967, en rendant exécutoire l'article 9 de la loi constitutive

(1) L'intervention de la B.N.A. dans le secteur agricole fera l'objet du para. 7, sub-titre c), à la page 200 du présent ouvrage.

de la B.N.A. attribuait à celle-ci le monopole des services bancaires pour les entreprises du secteur socialiste (exception faite de celles faisant partie de la zone de spécialisation du C.P.A.), ainsi que les établissements publics autres que ceux de nature financière et les sociétés nationales.

Le gouvernement a confié à la B.N.A. une double fonction en ce qui concerne les entreprises du secteur autogéré: elle doit contrôler la distribution des bénéfices conformément aux termes de la loi et, en collaboration, avec le « collectif des travailleurs » ainsi que les autorités gouvernementales compétentes, elle est chargée du contrôle de leur gestion (1). A cette fin, l'institut s'assure de la conformité des transferts financiers des entreprises en question avec les programmes de dépenses qui s'y rapportent, elle a même la faculté d'inscrire les opérations sur des comptes différents correspondant à la nature particulière de la dépense faite ou à des plans de production déterminés; la banque peut également exiger toute information ou donnée qui lui serait utile sur l'activité des entreprises et elle peut n'effectuer les paiements que sur présentation des documents justifiant qu'ils sont conformes aux plans et aux normes de gestion établies par les pouvoirs publics. En outre, la B.N.A. peut effectuer des contrôles soit de la situation financière, soit de la situation économique et patrimoniale des établissements autogérés. D'autre part, les pouvoirs publics peuvent exiger que la B.N.A. leur fournisse tous

(1) L'art. 12 de la loi constitutive établit que la banque: « exerce, en collaboration étroite avec les collectifs des travailleurs et en liaison avec les autorités de tutelle, le contrôle opératif et financier des entreprises et exploitations du secteur socialiste, afin de les aider à réaliser leurs plans et programmes et à augmenter quantitativement et qualitativement leur productivité et afin de s'assurer qu'elles respectent les règles de gestion équilibrée et de discipline économique et financière et qu'elles contribuent pleinement au développement économique national ».

les renseignements relatifs au mouvement et aux soldes des comptes de dépôt des sociétés en question (1).

La B.N.A. est la banque la plus importante dont l'articulation territoriale est la plus étendue. Du point de vue fonctionnel, ses guichets sont classés en guichets agricoles et en guichets industriels et commerciaux bien que la politique de la banque vise à autoriser tous les guichets à exercer tout type d'opération. A la fin de 1969, l'ensemble du réseau comprenait 142 guichets dont 69 agricoles et 73 effectuant des opérations de crédit ordinaire, alors que le 1er juillet 1966 la banque ne disposait que de 55 guichets.

b) Le Crédit Populaire d'Algérie (C.P.A.)

A la suite de la fusion des cinq banques populaires, le C.P.A. fut constitué le 29 décembre 1966. Les dépôts de ces établissements furent intégralement transférés au C.P.A. qui en assura le remboursement total, avec la garantie de l'Etat. Les postes de leur actif ne furent pas entièrement repris par le nouvel institut et leur liquidation fut confiée au Conseil Algérien du Crédit Populaire. Contrairement à sa dénomination le C.P.A. ne possède aucun des traits caractérisant la structure des banques populaires proprement dites et se présente, de même que les deux autres établissements, sous la forme d'une banque de dépôt. Le capital initial du C.P.A. est constitué par une dotation de 15 millions de dinars donnés par l'Etat à valoir sur les fonds qui avaient été

(1) L'art. 10 de la loi constitutive établit, en effet, que: « Les autorités de tutelle peuvent prendre connaissance à tout moment, auprès de la Banque nationale, de la situation du compte et des engagements des offices et établissements publics, sociétés nationales, groupements professionnels et entreprises et exploitations auto-gérées »; cet article ajoute, d'autre part que: « la Banque nationale peut, d'initiative, porter à la connaissance des autorités de tutelle et du Ministre des Finances et du Plan, tout fait concernant la gestion desdites entreprises ».

antérieurement alloués à la Caisse Centrale du Crédit Populaire pour l'octroi de catégories de crédit déterminées.

Cet institut est administré par un Président-directeur général assisté d'un Directeur-général adjoint — nommés par le Chef de l'Etat sur proposition du Ministre des Finances et du Plan — et par un Conseil de Direction comprenant, en plus de ces derniers, quatre conseillers désignés par le gouvernement et choisis parmi un groupe de personnalités proposées par le Ministre d'Etat chargé des Transports, le Ministre du Commerce, le Ministre du Tourisme et celui de l'Industrie et de l'Energie. Un Commissaire aux Comptes, nommé par le Ministre des Finances a, enfin, pour fonction de contrôler la comptabilité de la banque et peut assister aux réunions du Conseil de Direction au titre de Consultant.

Le Conseil décide des orientations de gestion de la banque conformément aux directives qui lui sont données par le Ministre des Finances, l'institut relevant de la compétence de celui-ci, du point de vue opérationnel comme de celui du contrôle (1).

L'activité du C.P.A. est orientée en faveur du secteur de l'artisanat, du secteur hôtelier et touristique, de celui des pêcheries, et, en outre, elle s'intéresse aux coopératives non agricoles de production, de distribution, de commercialisation et de services, ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises de toute nature y compris celles du secteur socialiste. A l'égard de ces dernières, l'institut a la possibilité d'exercer toutes les fonctions de contrôle

(1) Comme pour la B.N.A. les statuts établissent que: « Le Crédit Populaire d'Algérie est, dans le respect des normes techniques de liquidité, sécurité et répartition du risque, administré selon les directives de politique générale communiquées par le Ministre des Finances et du Plan au Président-directeur général; ce dernier peut faire toutes propositions et observations à ce sujet » (art. 19).

L'art. 29 établit, en outre, que le C.P.A.: « ...est soumis au contrôle des services de l'inspection du Ministère des Finances et du Plan qui disposent, à cet effet, de tous droits d'investigation ».

qui sont dans la zone de compétence relevant de la B.N.A. En outre, le C.P.A. est la banque de quelques-unes des entreprises nationales opérant dans le secteur tertiaire et qui ont néanmoins une plus petite dimension que celle des entreprises rattachées à la B.N.A. ou à la B.E.A.

Par suite de sa spécialisation fonctionnelle, le C.P.A. est d'importance moyenne en ce qui concerne ses dépôts et ses prêts, il est inférieur aux autres banques et constitue l'institut de crédit ayant le plus petit volume d'activités.

Le C.P.A. détient, en outre, le monopole de certaines opérations particulières. Tout d'abord, la loi du 14 septembre 1967 conférait à cet institut le monopole du financement des ventes à tempérament, et, en particulier, de celles des véhicules automobiles et des biens d'équipement pour le secteur privé. En ce qui a trait à la vente des véhicules automobiles, depuis la mise en vigueur de la loi de finances de 1970 qui a supprimé le crédit à la consommation, ce financement est strictement limité à ceux considérés comme biens d'équipement. L'intervention de l'institut revêt deux formes typiques: prêts de caisse à moyen terme mobilisables auprès de la C.A.D. ou crédits de signature garantissant le crédit consenti au fournisseur.

Le C.P.A. a été également chargé par les pouvoirs publics de fournir des prêts à moyen et long terme aux « anciens combattants » (« anciens moudjahidine ») et aux membres à titre civil ou militaire de l'A.L.N. (Armée de la Libération Nationale) en vue de l'achat ou de la création de petites entreprises commerciales ou artisanales (1), les fonds en question étant alloués sur le Budget de l'Etat.

(1) En fait, le C.P.A. est chargé d'instruire le dossier du prêt, qui fait ensuite l'objet de délibération par une commission composée du Ministre des Finances, du Ministre des Anciens Combattants et de l'adjoint responsable du F.L.N.

A la fin de 1970, l'articulation territoriale de l'institut comprenait 40 guichets ce qui le mettait au deuxième rang après la B.N.A., en outre, certaines succursales sont spécialisées dans l'octroi de financements pour l'acquisition de biens d'équipement.

c) La Banque Extérieure d'Algérie (B.E.A.)

Chronologiquement, la B.E.A. est la troisième banque de dépôt nationale et par ordre d'importance elle est la deuxième. Créée le 1er octobre 1967 avec un fonds de dotation de 20 millions de DA, cette banque représente le dernier stade du processus de restructuration du système bancaire.

La B.E.A. est administrée: par un Président-directeur général assisté d'un Directeur-général adjoint, nommés par décret du Chef de l'Etat sur proposition du Ministre des Finances, et par un Conseil de Direction comprenant, outre ces derniers, trois conseillers désignés par le gouvernement sur proposition du Ministre des Finances et choisis dans un groupe de noms présenté par le Ministre des Affaires Etrangères, le Ministre de l'Industrie et de l'Energie, et le Ministre du Commerce.

Ainsi qu'il est dit expressément aux termes de l'art. 8 des statuts, le Conseil de direction est chargé de la gestion dans le cadre du but social et de la mise en oeuvre des directives générales données par le Ministre des Finances en vue de réaliser les programmes financiers et les objectifs nationaux.

La B.E.A. exerce ses activités en faveur des entreprises nationales du secteur industriel (1) et a pour objectif principal de favoriser et de développer les rapports économiques du Pays avec le reste du Monde dans le cadre de la planification, mettant à la

(1) En 1970, environ 70% des emplois ont afflué aux sociétés nationales du secteur industriel et, en particulier, à celles de la sidérurgie et de la pétro-chimie.

disposition des opérateurs économiques l'aide indispensable du crédit et, en particulier, du crédit par signature et de tous les services inhérents à l'exercice des opérations commerciales et financières avec l'étranger. A cette fin, les statuts ont conféré à la banque des facilités très larges et, en particulier, la possibilité de participer à tous les systèmes d'assurance des crédits relatifs aux opérations avec l'étranger, ainsi que celle de créer des filiales à l'étranger (1) et de prendre des participations dans des institutions étrangères susceptibles de favoriser le développement des exportations algériennes.

La spécialisation fonctionnelle des activités de la B.E.A. s'est reflétée sur le plan de son organisation par la création de deux grands départements: le Département pour l'Etranger et le Département du Crédit (2). Le premier est chargé de toutes les opérations avec l'Etranger et intervient également dans la mise en oeuvre des accords de crédits étrangers nécessaires au financement des achats de biens d'équipement effectués par les sociétés nationales conformément aux projets d'investissement inscrits au Plan. Ce Département gère, en outre, un service de renseignements commerciaux destiné à faciliter la mise à jour des informations et éléments concernant le cours de certains marchés et la marche d'entreprises particulières, et spécifiquement celle du secteur des hydrocarbures et de la sidérurgie.

Nous devons faire observer à ce propos que la B.E.A. (ainsi que les deux autres banques, d'ailleurs) n'ayant pas été fondée *ex novo* a pu s'introduire sur les marchés étrangers et exercer

(1) Il ne semble pas, toutefois, que la B.E.A. ait utilisé cette faculté. L'unique filiale (Bureau de représentation) de banques algériennes se trouvant à l'étranger est celle de la B.N.A. à Paris.

(2) Il existe également un troisième département dénommé Département des Affaires administratives.

ses fonctions avec plus de facilité puisqu'elle a repris les structures opérationnelles et l'organisation de filiales des banques françaises hautement qualifiées dans ce genre de services.

Par contre, c'est au Département du Crédit que sont confiées les fonctions traditionnelles d'octroi et de gestion des prêts à court et à moyen terme en monnaie nationale.

La B.E.A. dispose d'une articulation territoriale comprenant 17 guichets, dont 7 se trouvent dans la région d'Alger, 5 dans celle d'Oran et 5 dans celle de Constantine. En outre, le réseau de correspondants étrangers dont dispose la banque revêt une importance considérable.

Conformément à son statut l'activité de l'institut est placée, comme nous l'avons déjà affirmé, sous les directives et le contrôle du Ministre des Finances.

d) La Caisse de Crédit Municipal d'Alger (C.C.M.A.)

Cette institution financière présente certaines analogies avec les Monts de Piété traditionnels et son origine est assez ancienne. En effet le Mont de Piété d'Alger fut créé en 1852 et des institutions similaires furent constituées à Oran (1882) et à Constantine (1892) (1).

La C.C.M.A. est une institution publique communale d'aide sociale de nature administrative. Elle est dotée de la personnalité juridique civile et d'autonomie financière.

Un Conseil d'administration gère l'institut dont les membres sont désignés par le Chef du département (Wali) et dont le Direc-

(1) En ce qui concerne les vicissitudes du crédit municipal consulter: P. PASCALLON, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., page 785 et suivantes. En ce qui a trait à sa structure et son rôle voir: *La Caisse de Crédit Municipal d'Alger*, dans « Algérie et Développement », n. 6, page 66 et suivantes.

teur est désigné par le Ministre des Finances. Le Conseil d'administration est présidé de droit par le Président de l'Assemblée populaire communale; en outre, un tiers des administrateurs doit être choisi parmi les membres de cette assemblée. La Caisse, en tant qu'institution communale, est placée sous la tutelle du Wali et, en deuxième instance, sous celle du Ministre des Finances.

La C.C.M.A. a pour activité de consentir des prêts sur gage et ce que l'on dénomme des prêts sociaux, c'est-à-dire des prêts ayant pour caution le salaire ou les autres revenus fixes du créancier. Les taux d'intérêt pratiqués par l'Institut se situent entre un minimum de 4% et un maximum de 6,50%, ils sont fixés non pas tant en fonction du risque de l'opération mais plutôt pour des motifs de caractère social.

Tous les crédits régulièrement remboursés et notamment ceux qui ont une durée de moins d'un an représentent environ 75% des financements globaux, ceux dont la durée est comprise entre un et deux ans constituent 15% et ceux dont l'échéance dépasse deux années représentent 8,5% du total. Le taux d'insolvabilité, par contre, atteint environ 1,50% des prêts consentis.

Les sources d'approvisionnement de l'Institut sont représentées par des bons de caisse, ils sont principalement souscrits par les collectivités locales, la collecte des dépôts étant une autre source. La C.C.M.A. possède trois guichets dans la commune d'Alger et trois succursales opèrent à Tizi-Ouzou, Annaba et El-Asnam, respectivement.

L'Institut exerce une fonction sociale très importante, surtout en ce qui concerne la réduction du phénomène de l'usure, c'est pourquoi, lorsque l'Etat a pris des mesures pour suspendre le crédit à la consommation, ces dernières ne furent pas étendues aux prêts sur gage consentis par la C.C.M.A.

e) *La Caisse Algérienne de Développement (C.A.D.)*

La C.A.D. fut fondée le 7 mai 1963 sous forme d'institution publique dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, afin de poursuivre l'activité de la Caisse d'Equipement pour le Développement de l'Algérie (C.E.D.A.) créée le 17 mars 1959, et de continuer les opérations effectuées par les institutions françaises publiques de crédit (Crédit National, Caisse Nationale des Marchés de l'Etat, Caisse de Dépôts et Consignations).

Cette Caisse avait été prévue comme devant être une banque de développement, en fait il ne lui a jamais été possible de se comporter comme telle, son activité s'étant essentiellement articulée — comme nous avons déjà affirmé — sur des schémas de type administratif en rapport avec l'exécution des plans d'investissement de l'Etat et non pas sur de véritables lignes directrices en vue de promouvoir le développement des différentes initiatives.

A la suite de la réforme introduite par l'ordonnance n. 71-47 du 30 juin 1971, la C.A.D. est administrée, dans le cadre des plans et des programmes de développement et conformément aux orientations, aux directives et aux instructions données par le Ministre des Finances, par un Président-directeur général assisté d'un Directeur-général adjoint, désignés par décret du Chef de l'Etat sur proposition du Ministre des Finances, et par un Conseil de Direction composé, en plus de ces derniers, des membres suivants: 1) un représentant du Secrétariat d'Etat au Plan, 2) un représentant du Ministère directement intéressé aux divers problèmes contenus dans l'Ordre du jour, 3) un représentant de la B.C.A., 4) le Directeur de la Section « Trésor et Crédit » au Ministère des Finances ou un de ses représentants, 5) un représentant de la B.N.A., 6) un représentant du C.P.A., 7) un représentant de la B.E.A.

En outre, le Ministre des Finances peut déléguer un de ses représentants aux réunions du Conseil de Direction. Ce dernier est convoqué et se réunit sous la présidence du Président de l'Institut toutes les fois que l'activité de la C.A.D. l'exige, et, dans tous les cas, au moins une fois tous les deux mois.

Toujours selon les directives du Ministre des Finances, le Conseil de direction est chargé de la gestion de l'Institut et, en particulier: 1) il délibère sur le plan annuel des emplois et des ressources, 2) il délibère sur les questions d'organisation générale de l'Institut et approuve les règlements internes, 3) il étudie les opérations et les octrois de financements.

Le Président est chargé de la gestion et de la mise en oeuvre de la politique de l'institut, il exécute les décisions prises par le Conseil. Le contrôle de la comptabilité de la C.A.D. est confié à un Commissaire aux Comptes désigné par le Ministre des Finances. En outre, l'Institut est soumis au contrôle et à la surveillance des services du Ministère des Finances qui en sont spécialement chargés et disposent à cet effet de tous pouvoirs d'investigation.

Les statuts de la C.A.D. lui ont conféré de larges facultés et un vaste rayon d'action aussi bien en matière de politique de ses investissements qu'en ce qui a trait aux sources de collecte. En ce qui concerne les premiers, l'institut peut: 1) consentir des crédits sous n'importe quelle forme à condition que leur durée ne dépasse pas 30 ans, 2) garantir ou s'engager à garantir des financements accordés par des banques ou des institutions financières nationales, étrangères ou internationales; participer à l'octroi de ces crédits ou intervenir dans leur mobilisation, 3) consolider les positions débitrices des entreprises auprès des banques, 4) accorder les financements nécessaires à l'exécution des marchés de l'Etat, des collectivités locales ou des organismes publics, 5) exécuter, en donnant éventuellement sa propre garantie, les opérations de crédit

pour le compte d'institutions ou d'administrations financières étrangères ou internationales, 6) promouvoir la création de sociétés de caution mutuelles afin de faciliter l'octroi de crédits d'équipement aux petites et moyennes entreprises et aux coopératives artisanales, 7) prendre ou gérer pour le compte de l'Etat des participations dans des entreprises de diverses catégories, 8) acheter ou gérer soit pour son propre compte, soit pour celui de tiers, des valeurs mobilières, 9) intervenir de toutes manières pour encourager le placement des emprunts émis en vue de financer les investissements, 10) apporter son concours en vue de faciliter l'achat ou l'importation de biens d'équipement ou l'installation d'unités de production, 11) promouvoir la création d'entreprises de toutes catégories, leur achat ou leur fusion, ou gérer des services communs à plusieurs établissements, 12) posséder et gérer des activités en devises étrangères afin de faciliter l'exercice de ses fonctions ou de garantir des investissements étrangers.

Enfin, l'institut peut être chargé par l'Etat de la gestion financière du programme d'investissement public, qui fait alors l'objet d'une comptabilité séparée, tenue conformément aux normes de la procédure budgétaire. Ainsi que nous le verrons par la suite, ces opérations constituent, en fait, la principale activité de la C.A.D.

En ce qui concerne les ressources de la C.A.D., en plus du capital initial constitué par un fonds de dotation de 100 millions de DA octroyé seulement en 1966, les statuts lui laissent la possibilité de: 1) émettre des obligations à moyen et long terme ainsi que des bons de caisse, 2) placer dans les banques de dépôt des certificats d'investissement d'une durée maximum de 5 ans lesquels peuvent être inclus, sur autorisation du Ministère des Finances, dans le plancher des effets publics imposé à ces banques, 3) s'endetter sur le marché national ou sur ceux étrangers, de

n'importe quelle manière, 4) recevoir des fonds du Ministère des Finances à valoir sur les disponibilités du Trésor, 5) mobiliser ses propres crédits auprès du système bancaire et de la Banque centrale.

Malgré la diversité de ses possibilités de collecte la source principale de ressources de la C.A.D. s'est trouvée à être, par suite de la nature de ses emplois, le budget de l'Etat. En outre, l'institut ne s'est jamais endetté auprès du public, et la seule faculté qu'il avait dans ce sens n'a pas été réalisée puisque l'émission d'obligations spéciales destinées à financer le développement (Bons d'équipements), lancée pour la première fois en 1971, a été faite par l'Etat.

La structure de l'organisation de la C.A.D. comprend quatre grands départements: Département des études et des relations financières extérieures, Département du financement des entreprises, Département de l'équipement public, Département des opérations financières, correspondant aux opérations réellement effectuées par l'institut en faveur de l'économie nationale (1).

1) Le Département des études et des relations financières extérieures remplit deux tâches essentielles. En premier lieu, il sert de secrétariat à la Commission Nationale des Investissements (C.N.I.), organe prévu par le Code des Investissements de 1966, ayant des pouvoirs consultatifs en matière d'octroi de garanties et de facilités fiscales et financières prévues par le Code en question pour les investissements étrangers (2).

(1) Il existe en réalité un cinquième département, appelé: « Département des Services Généraux » chargé principalement d'assurer les opérations intérieures (matériel, personnel, etc...). En ce qui concerne l'activité de la C.A.D., voir également: P. PASCALLON et J.F. DE LAULANIE, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., page 73 et suivantes.

(2) Voir page 28 dans la Première Partie.

Le secrétariat est placé sous l'autorité de la présidence de la C.N.I. (Secrétariat d'Etat au Plan), ses attributions sont les suivantes: 1) réception et étude sommaire des demandes de prêts, 2) transmission des demandes à la C.N.I., 3) rédaction d'un rapport de synthèse sur les aspects économiques, techniques et fiscaux des dossiers, 4) convocation de la C.N.I., 5) assurer les fonctions de secrétariat pendant les réunions de la C.N.I., 6) rédaction des textes provisoires des accords (1).

Ce département est chargé, en second lieu, de gérer les aides financières fournies par l'étranger. Il a pour mission de centraliser et d'administrer les opérations relatives aux accords économiques et aux prêts consentis par les différents Etats, de participer à la stipulation des contrats d'achat de biens d'équipement financés par les crédits étrangers susdits, et il sert également de centre d'information sur le volume et l'utilisation des crédits étrangers pour les Ministères qui bénéficient de ces derniers.

2) Le Département du financement des entreprises remplit deux fonctions distinctes, qui sont, respectivement, l'étude des demandes de crédit présentées par les diverses sociétés de production et délibérées ensuite par le Conseil de direction, et la gestion du programme d'investissements publics directement productifs.

Jusqu'en 1966-1967, cette dernière attribution, de même que la gestion du programme public des infrastructures, relevait de la compétence du Département de l'équipement public. Les ressources pour l'exécution des projets étaient fournies par le Budget de l'Etat et distribuées, soit sous forme de prêt (surtout à longue échéance), soit à titre de dotation ou de subvention. En

(1) Décret n. 67-42 du 9 mars 1967 « Portant sur l'organisation et sur le fonctionnement de la Commission Nationale des Investissements ».

outre, le département était chargé du contrôle de l'utilisation des fonds et de l'exécution des projets.

Conformément aux dispositions promulguées à partir de 1966, la C.A.D. a conservé la gestion du programme d'investissement public mais uniquement en ce qui concerne la partie directement productive — confiée précisément au Département du financement des entreprises au moyen de quatre sections spécialisées (Industrie, Mines, Sidérurgie, Tourisme et Artisanat) — tandis que la partie relative aux infrastructures relève de la compétence du Ministère des Finances et sa réalisation est effectuée d'après la procédure du Budget réglementant les dépenses de l'Etat.

En 1966, la C.A.D. reçut de l'Etat son fonds de dotation et fut à même d'adjoindre à la gestion des programmes du gouvernement une activité de crédit basée sur l'octroi direct de financements à long terme (30 ans), toutefois cette activité propre fut étroitement limitée par suite de l'exiguïté de ses propres ressources et l'inexistence de la collecte auprès du public.

Dans le secteur des crédits à moyen terme, par contre, la C.A.D. opère en tant qu'institut de mobilisation. Bien que les crédits en objet soient prévus par les statuts et que leurs modalités d'octroi soient envisagées dans le règlement intérieur de la Caisse, par suite de son peu de ressources propres et de l'impossibilité où elle se trouve de transférer les effets à la B.C.A. (1), la C.A.D. intervient en tant qu'organe de refinancement auprès des banques commerciales. Les crédits à moyen terme sont donc consentis par ces dernières, lesquelles, sur la base d'un accord de réescompte (2),

(1) La B.C.A. exige trois signatures sur les effets alors que ceux dont il est question ici, étant émis directement à l'ordre de la C.A.D., ne sont revêtus que de deux signatures.

(2) En ce qui a trait à la procédure, qui est des plus laborieuses, voir: C.A.D., *Fiches d'information*, n. 2-3, 1971.

transfèrent, en cas de nécessité, les effets représentatifs de l'opération à la C.A.D. qui, à son tour — les effets en question étant désormais bancables puisqu'ils ont le nombre voulu de signatures — peut obtenir le réescompte de la Banque centrale.

La C.A.D. intervient enfin avec des crédits par signature dans le financement des marchés de l'Etat (1), poursuivant ainsi l'action exercée auparavant par la Caisse Nationale des Marchés de l'Etat. L'institut n'avance pas au bénéficiaire du marché le montant de la somme due par l'Etat, mais prête sa signature pour avaliser l'effet émis par le bénéficiaire lui-même au nom d'une banque en vue de mobiliser le crédit ou d'obtenir un préfinancement dans le cas où le paiement ne serait pas encore réalisable par l'Administration publique. Ces effets ne peuvent avoir une durée excédant trois mois ou inférieure à 10 jours, ils peuvent être renouvelés dans la limite de durée du crédit accordé par la C.A.D.

3) Le Département de l'équipement public, après que les dispositions postérieures à 1966, et en particulier la loi complémentaire de la loi de finances du 2 juin 1967 eurent enlevé à la C.A.D. l'exécution du programme des infrastructures, a conservé, toutefois, la gestion de certaines parties du programme en question (opérations débudgétisées). Il gère également les crédits provenant de l'aide française et destinés à financer par l'intermédiaire de l'O.C.I. (Organisme de Coopération Industrielle) des catégories d'investissements déterminées et des réalisations dans le secteur industriel. Le Département en objet, enfin, est chargé du contrôle et de la coordination des financements en faveur

(1) La C.A.D. intervient, en particulier, pour faciliter le financement et la mobilisation, non seulement des marchés de l'Etat, mais aussi de ceux conclus avec: 1) des collectivités publiques, 2) des institutions publiques, 3) des sociétés étatiques ou d'économie mixte dans lesquelles la participation de l'Etat excède 50% du capital, 4) des entreprises concessionnaires de services publics.

d'initiatives particulières à caractère social dont le montant est prélevé sur les fonds octroyés par le F.E.D. (Fonds Européen de Développement).

4) Le Département des opérations financières exerce, lui, des fonctions typiquement administratives, élabore les programmes relatifs aux emplois de l'Institut, en contrôle la réalisation et prépare l'établissement du budget.

C'est en 1967, par la création du Comité technique des institutions bancaires nationales (C.T.I.B.N.) (arrêté du 17 novembre 1967), que débute l'expérience algérienne en matière d'institutions nationales remplissant des fonctions consultatives dans le domaine de la monnaie et du crédit, et exerçant un contrôle et une coordination de l'activité bancaire; ces institutions se virent confier les attributions conférées avant l'indépendance au: Conseil Algérien du Crédit et à la Commission de Contrôle des banques, transmises ensuite à titre provisoire à la B.C.A. par décret du 28 décembre 1962.

La fonction du Comité technique (1), pendant une période encore caractérisée par un système bancaire dans lequel s'opposaient les banques nationales et les banques étrangères, était de nature consultative en matière de crédit et de banque auprès du Ministre des Finances et du Plan, cette fonction tendait surtout à: 1) assurer l'observance par les banques nationales des directives de politique du crédit données par le gouvernement, 2) étudier les modalités d'application de la planification financière dans le do-

(1) Le C.T.I.B.N. était composé: 1) du Gouverneur de la B.C.A. qui en était le Président, 2) du Président de la B.N.A., du C.P.A. et de la B.E.A., 3) du Directeur-général de la C.A.D. qui en était le Vice-président, 4) du Directeur-général de la C.N.E.P., 5) du Directeur-général de la B.C.A. qui en assurait le secrétariat.

maine bancaire, 3) unifier les méthodes et les procédures de gestion des banques nationales, 4) uniformiser les opérations des banques, 5) créer des services communs aux diverses institutions nationales de crédit.

Le C.T.I.B.N. n'a pas, en réalité, pleinement rempli son rôle et ne s'est réuni qu'une dizaine de fois.

La réalisation progressive de la planification financière et la transposition de l'activité bancaire sur des schémas fonctionnels qui lui soient propres, en même temps que la nécessité de confier au système du crédit la mission d'assurer la distribution optimale des ressources financières conformément au plan et le contrôle de leur utilisation par les entreprises sont les motifs qui incitèrent les pouvoirs centraux à restructurer le C.T.I.B.N. et à créer les conditions préliminaires en vue de coordonner l'activité bancaire avec plus d'efficacité.

Une ordonnance récente du 30 juin 1971 a prévu, en fait, la création d'un Conseil du Crédit et d'un Comité technique des institutions bancaires.

Placé sous l'autorité du Ministre des Finances, le Conseil du Crédit a pour fonction de formuler des propositions, des recommandations et des observations en matière monétaire et du crédit. Il a pour mission particulière: 1) d'étudier les problèmes connexes à la nature, le coût et le volume du crédit dans le cadre des plans et des programmes de développement de l'économie nationale, 2) de rechercher les moyens susceptibles d'accroître les ressources financières du Pays et d'en assurer la mobilisation et la centralisation, 3) de proposer les mesures voulues pour diffuser l'utilisation de la monnaie scripturale — élément important en vue du contrôle de la gestion des entreprises et de l'emploi du crédit — et de réduire les fonds monétaires inutilisés ainsi que, d'une manière générale, la thésaurisation, 4) de contribuer à renforcer

et à rendre plus adéquats les rapports entre le système bancaire et les différents opérateurs économiques.

Le Comité technique des institutions bancaires, placé également sous la tutelle du Ministre des Finances, exerce des fonctions consultatives pour toutes les questions relatives à la profession bancaire. En premier lieu, il a pour mission de faciliter la coordination de l'activité des institutions financières et de la rendre cohérente afin qu'elle réponde aux besoins financiers planifiés des différents opérateurs économiques. Le C.T.I.B. est chargé, en particulier, d'étudier et de proposer des solutions concrètes adéquates en vue: 1) d'assurer et d'accélérer l'exécution des plans d'investissement et de production, 2) de réaliser un contrôle opérationnel et financier efficace des entreprises, 3) d'orienter les ressources disponibles en fonction de l'équilibre du système du crédit et de celui de chaque institution.

En second lieu, le C.T.I.B. a pour fonction de rendre rationnelle et uniforme la gestion des institutions de crédit et de proposer, à cet égard, les mesures susceptibles de: 1) améliorer l'efficacité des services bancaires, 2) unifier les méthodes et procédures comptables, administratives et statistiques, ainsi que les techniques d'évaluation des besoins financiers et de la couverture de ceux-ci, 3) organiser la transmission rapide des données et renseignements sur les situations financières des sociétés au Ministre des Finances.

En troisième lieu, le C.T.I.B. étudie les situations, les comptes et les bilans des diverses institutions de crédit et les soumet avec ses propres observations et propositions à l'approbation du Ministre des Finances. Le C.T.I.B. peut, enfin, être chargé par le Ministre en question d'examiner la situation financière et économique de certaines entreprises n'ayant pu obtenir des financements adéquats et de proposer des mesures de redressement opportunes.

Le décret du 30 juin 1971 déjà mentionné a révoqué également les attributions de la B.C.A. exercées auparavant par le Conseil National du Crédit en Algérie et dont les intermédiaires étaient le Conseil Algérien du Crédit et la Commission de contrôle des banques; ces attributions étant dévolues désormais aux deux organismes déjà étudiés, ce décret ayant précisé la position de la B.C.A. vis-à-vis du Ministre des Finances en ce qui concerne le contrôle du crédit et de l'activité bancaire. Il a donc été confirmé que le Ministre des Finances est la véritable autorité monétaire et celle du crédit, la B.C.A. assurant l'observance par les institutions bancaires de la réglementation sur la monnaie et le crédit, de même que l'exécution de toutes les directives et décisions prises à cet égard par le Ministre. A cette fin, et en dépit des dispositions contraires (1), la B.C.A. exerce totalement le contrôle et a tous pouvoirs d'investigation sur le système bancaire, elle propose au Ministre des Finances les mesures et les dispositions estimées opportunes pour remplir ses fonctions de surveillance avec plus d'efficacité.

6. LA PLANIFICATION FINANCIÈRE

a) *Généralités*

La planification de l'économie est la stratégie choisie par les pouvoirs publics pour développer le Pays: elle se présente actuellement sous la forme du Plan quadriennal 1970-1973, elle s'est traduite par une planification financière dont l'expression fondamentale est l'acheminement vers un fonds central des ressources

(1) La référence aux lois constitutives des banques nationales est très claire, ces lois attribuaient au Ministre des Finances tous les pouvoirs de contrôle et tous droits d'investigation.

financières du Pays et leur distribution sous forme réglementée en faveur des investissements planifiés.

Jusqu'à 1968-1969 ce rôle incombait au Trésor qui se trouvait à être, de ce fait, la source principale de moyens permettant de satisfaire les besoins financiers de l'économie. Une fois approuvés les programmes d'investissement par le Ministère chargé de la tutelle, les sociétés nationales obtenaient les moyens monétaires nécessaires à leur réalisation grâce à un recours au Trésor dans la majorité des cas (subventions, fonds de dotation et crédits) et à l'endettement envers l'étranger, sans pouvoir évaluer objectivement, dans ce dernier cas, les effets de leurs décisions sur l'équilibre de la balance des paiements.

Les limites et les répercussions négatives qui se firent sentir sur la situation économique et monétaire du Pays dérivait de ce que le système de financement était axé sur le Trésor (1). En effet, au cours du temps et du fait même du nombre accru des initiatives, elles se manifestèrent dans un contexte de cette nature bien qu'il ait opté pour la planification, parce que les structures de base conditionnant son fonctionnement n'avaient pas encore atteint du point de vue gestion, organisation et cognition, l'efficacité nécessaire pour permettre le contrôle de la distribution ainsi que de l'utilisation des disponibilités monétaires des opérateurs économiques, et parce que en outre le capital privé avait encore une marge d'action suffisante (2).

(1) Voir page 96 et suivantes.

(2) Le Ministre des Finances souligne d'ailleurs le fait que, pendant cette période: « ... les banques cédaient leurs disponibilités au Trésor qui les mettaient à la disposition des entreprises, lesquelles, au surplus, avaient recours à l'extérieur sans pouvoir juger objectivement les effets de leur décision sur l'équilibre général de la balance des paiements. Dans un tel système, l'Institut d'émission se voyait mis en quelque sorte hors circuit puisque les banques n'avaient pas besoin de faire appel à ses concours et que le niveau et les effets de l'endettement du Pays lui

La mise en vigueur du Plan quadriennal pour 1970-1973 rendit donc nécessaire une définition plus rigoureuse des modalités d'intervention du Trésor et du système de crédit dans le financement des investissements planifiés, c'est pourquoi avec les lois de finances de 1970 et de 1971 en même temps qu'avec une série d'autres dispositions et instructions, les pouvoirs publics ont cependant restructuré le système de financement et ont établi les prémisses d'une planification financière bien plus fonctionnelle. Le nouveau mécanisme de financement fut basé sur les deux lignes directrices essentielles suivantes:

a) La première concerne, en particulier, la position des sociétés de crédit qui sont présentées comme des centres stratégiques de décision quant à la formation, à la réalisation et au contrôle des plans de financement des entreprises. Dans ce contexte, le système de crédit poursuit, en outre, des objectifs bien définis et étroitement liés à sa fonction institutionnelle, une grande partie du processus d'intermédiaire financier pesant sur lui alors qu'auparavant il relevait de la compétence du Trésor.

Deux ordres de motifs différents expliquent ces choix lesquels sont, d'ailleurs, étroitement liés au problème de l'alternative à la banque unique. En premier lieu, faute d'une intégration dans la planification des problèmes des prix et des salaires, étant donnée l'absence de plans de production suffisamment analytiques,

étaient inconnus. De même, l'activité bancaire s'orientait vers des placements autres que ceux décidés par le gouvernement et favorisaient ainsi la création de déséquilibre. Il n'est pas difficile de comprendre également qu'il était impossible de suivre et de connaître la réalisation des investissements, ni non plus de prévoir les difficultés financières des entreprises dans leur exploitation courante. Certes, cette situation a été, en partie, la conséquence des conditions dans lesquelles le système bancaire a été pris en charge par l'Etat ainsi que le reflet des lacunes dans la conception d'ensemble du système bancaire et financier ». Voir: MINISTÈRE DES FINANCES, *Le Crédit en 1971*, *op. cit.*, page 6 et suivantes.

le contrôle effectué par les banques sur la gestion des sociétés par l'intermédiaire du crédit constitue — sinon l'unique moyen — certainement un instrument efficace pour en canaliser l'activité conformément aux schémas généraux et pour évaluer à travers la capacité de remboursement des dettes, la rentabilité des sociétés assistées (1). En second lieu, les autorités publiques ont cherché à éviter de recourir à des systèmes et à des procédures exécutives par trop centralisées par le gouvernement afin d'opérer une décentralisation des choix qui, si, d'une part, elle permet d'éliminer les risques occasionnés par l'excès de bureaucratie, comporte, d'autre part, des phénomènes de dispersion avec, pour résultat, une utilisation inadéquate des ressources financières et réelles de l'économie.

La décentralisation des décisions d'investissement a donc rendu nécessaire la création d'un système de contrôles opérant directement à la source, ce qui revient à dire à l'égard des activités des entreprises publiques puisque ces dernières constituent la clé de voûte du processus de développement.

L'exercice de ces contrôles a été confié aux sociétés de crédit qui, se trouvant constamment en contact avec les centres de direction de la planification d'une part, et avec les différents opérateurs économiques, d'autre part, sont parfaitement familiarisées avec les objectifs généraux et sectoriels définis par les pouvoirs centraux et sont donc mieux à même que n'importe quelle autre institution d'en assurer la réalisation.

b) La deuxième directrice fondamentale de la restructuration du système de financement se réfère à la nature des ressources qui obligatoirement sont liées à la nature des dépenses, et, par conséquent, elle permet de déterminer qui, du Trésor ou des

(1) Voir: MINISTÈRE DES FINANCES, *Le Crédit en 1971*, op. cit., page 3.

entreprises, est compétent pour exécuter l'initiative. Une telle distinction rend possible l'affectation des investissements; certains devront grever le budget de l'Etat et d'autres, au contraire, seront effectués par les entreprises qui devront recourir au système du crédit.

A ce propos, le Ministre des Finances a dernièrement souligné comment: « ... le budget de l'Etat doit être compris comme étant l'ensemble des dépenses définitives autorisées pour un exercice »; il doit donc se composer, outre que par les dépenses ordinaires, par toutes celles des investissements qui ne sont pas directement productifs ou ne le seront qu'à la longue (infrastructures économiques et sociales) et des subventions accordées, soit à titre de fonctionnement, soit à titre d'investissement. Les subventions de la première catégorie sont accordées uniquement à des institutions de caractère administratif ou à d'autres organismes publics, pour la partie de leurs activités revêtant un caractère d'intérêt public dans le sens traditionnel de cette expression.

Tandis que toutes ces dépenses doivent avoir pour couverture les rentrées du Budget effectuées à titre définitif, le financement des investissements productifs a lieu au moyen de crédits suivant des schémas et des procédures définis par le gouvernement afin d'assurer la distribution des ressources conformément aux objectifs du Plan.

En se référant aux modalités de financement du Plan quadriennal, le Ministre des Finances a souligné comment:

« Au niveau du système financier la planification doit essentiellement se traduire par la centralisation des ressources et par l'affectation des moyens disponibles aux emplois prévus par le Plan. Cela signifie que les ressources créées par le processus de production ne soient pas à l'entière disposition de l'agent économique qui est à leur origine. Les ressources disponibles doivent

à chaque instant pouvoir être connues et orientées pour assurer leur emploi optimum » (1).

Il en résulte que la réalisation de la planification financière a comporté l'adoption d'une série de mesures consistant, en particulier, à imposer aux banques l'obligation de financer uniquement les investissements prévus par le Plan, à établir *a priori* la structure financière des entreprises, à supprimer les prêts inter-sociétés de nature non commerciale, à imposer l'obligation aux entreprises publiques d'effectuer leurs opérations bancaires dans un seul établissement de crédit, à mobiliser les fonds d'amortissement et de réserve des entreprises, à promouvoir la formation de l'épargne monétaire et son acheminement vers le système du crédit, en vue d'assurer: 1) la mobilisation et la centralisation des ressources financières intérieures et extérieures, 2) la distribution planifiée du crédit, 3) le contrôle de l'emploi des fonds et celui de la gestion des entreprises.

1) *Mobilisation et centralisation des ressources financières intérieures et extérieures* — La nécessité de canaliser les ressources financières de l'économie conformément aux objectifs du plan, a conduit les pouvoirs centraux à intervenir dans le processus de mobilisation des flux de l'épargne des ménages et des entreprises. En ce qui concerne l'épargne des ménages, la loi de finances de 1971 a en fait porté à 3,50% le taux de rémunération des dépôts d'épargne de la C.N.E.P. Cette dernière, en outre, a renforcé sa politique de collecte par la création d'une formule particulière d'épargne-logement (2). Par suite de la suspension de certaines catégories d'emplois décidée par la loi de finances de 1970 (3),

(1) MINISTÈRE DES FINANCES, *Le Crédit en 1971*, op. cit., page 3.

(2) Voir page 220 et suivantes.

(3) Il s'agit des prêts sociaux, des crédits hypothécaires et des prêts à la construction. Voir page 225.

une partie des fonds collectés par la C.N.E.P. se trouve à affluer au Trésor, ces fonds sont ensuite redistribués sous forme de crédits à long terme au bénéfice des investissements planifiés. En 1971, enfin, le Trésor est intervenu directement dans la mobilisation de l'épargne des ménages par une émission de titres: les Bons d'équipement à échéance quinquennale (5%) ou décennale (6%).

En ce qui concerne l'épargne des entreprises, la loi de finances de 1970 a imposé aux sociétés nationales et aux institutions publiques de nature industrielle ou commerciale le dépôt sur un compte spécial du Trésor du montant de leurs fonds de réserve et de ceux d'amortissement. Elles ne peuvent utiliser ce compte qu'après avoir obtenu l'autorisation du Ministère des Finances et du Ministère compétent exerçant la tutelle de l'entreprise (art. 26).

Par la suite, l'art. 6 de la loi de finances de 1971 a autorisé le Trésor à mobiliser, sous forme de l'offre de Bons d'équipement, les réserves des compagnies d'assurances et des caisses de retraite, de sécurité et de prévoyance, de même que les fonds d'amortissement et de réserve des entreprises publiques.

Le problème des ressources financières extérieures, s'est posé ou sur le plan de l'acquisition de l'épargne des nationaux algériens résidant à l'étranger (surtout en France), qui a été résolu au moyen de la création par la C.N.E.P. d'une formule spéciale d'épargne-devises, ou plus précisément sur le plan des crédits obtenus par les entreprises à l'étranger. Ces prêts sont négociés directement par le gouvernement ou, sur autorisation préalable, par les entreprises emprunteuses à titre individuel avec l'aide des banques nationales. A ce propos, le Ministre des Finances a rappelé que:

«... il a été admis que les financements d'origine extérieure pouvaient atteindre une proportion certaine de l'ensemble des in-

vestissements sans que, cependant, l'indépendance financière du Pays soit en danger. Le concours des banques et de l'ensemble des services (du Ministère) des Finances est fondamental pour s'assurer la maîtrise des flux avec l'extérieur et organiser les actions complexes qui permettront d'atteindre l'objectif fixé. Il s'agit là d'un aspect politiquement délicat et à propos duquel aucune faiblesse ne saurait être tolérée » (1).

Il n'a pas été possible, toutefois, conformément aux prévisions, de contenir l'endettement envers l'étranger, comme le souhaitait le Plan quadriennal et ainsi que l'a confirmé le Ministre des Finances. Ce dernier a souligné que, dès novembre 1969:

« La balance des règlements avec l'étranger continuait à être déficitaire et les opérations en capital ne sont pas venues couvrir le déficit des opérations courantes et les besoins accrus en biens d'équipement. C'est pourquoi il est indispensable de noter que presque tous les investissements productifs inscrits dans le programme d'équipement pour 1971 impliquent un financement extérieur à concurrence d'environ un quart de cette catégorie d'opérations » (2).

2) *Distribution planifié du crédit* — A la mobilisation et/ou à la centralisation des ressources financières intérieures et extérieures effectuées par le Trésor, ainsi qu'on vient de le décrire, correspond une distribution par l'intermédiaire du système bancaire et surtout de la C.A.D. en faveur des entreprises, en fonction des besoins occasionnés par la réalisation progressive des investissements planifiés et:

« l'excédent éventuel ne doit pas être utilisé pour favoriser la situation de telle ou telle institution, mais doit rester bloqué

(1) MINISTÈRE DES FINANCES, *Le Crédit en 1971, op. cit.*, page 9.

(2) MINISTÈRE DES FINANCES, *Le Crédit en 1971, op. cit.*, page 22.

au Trésor, c'est à dire qu'il doit venir en déduction de la masse monétaire en circulation » (1).

En ce qui concerne les investissements des entreprises publiques et ceux du secteur socialiste, il a été prévu pour 1971 un plan de financement:

- prêts à long terme consentis par la C.A.D. sur la base de fonds propres ou de ressources mobilisées par le Trésor à titre de crédit: 1.757,6 millions de DA, dont pour l'industrie 934,5;
- prêts à moyen terme consentis par les banques commerciales et mobilisables auprès de la C.A.D.: 1.412,4 millions de DA, dont pour l'industrie 939,2;
- financements provenant de l'extérieur: 1.083,3 millions de DA, dont, pour l'industrie 976,3;
- Total 4.253,3 millions de DA, dont pour l'industrie 2.850,0.

La distribution des financements aux diverses entreprises, constitue l'objet d'une nomenclature spéciale rédigée par le Secrétariat d'Etat au Plan et par le Ministre des Finances. A ce propos, les pouvoirs publics ont décidé qu'aucun projet d'investissement ne pourra être mis en oeuvre s'il n'a pas été individualisé par le Secrétariat d'Etat au Plan sur demande du Ministre compétent à exercer sa tutelle sur l'entreprise et si un plan de financement n'a pas été élaboré à ce sujet avec les sociétés de crédit pour passer les accords relatifs à l'emprunt. A cette fin, une fois prises les décisions concernant cet investissement, la banque responsable collabore avec l'entreprise intéressée pour mettre au point un plan de financement dont l'approbation est soumise

(1) MINISTÈRE DES FINANCES, *Le Crédit en 1971*, op. cit., page 21.

au Comité technique compétent (1). Dans l'affirmative, la décision est notifiée aux Ministères responsables et aux instituts chargés du financement avec lesquels l'entreprise est tenue de stipuler les accords de crédit pour pouvoir ensuite prendre les engagements de dépenses.

La création des Comités techniques dans les institutions de crédit et la formation d'un plan de financement pour chaque projet d'investissement a conféré au système bancaire de vastes attributions en ce qui concerne l'évaluation de la capacité de remboursement des emprunteurs et le contrôle de l'utilisation des disponibilités monétaires des entreprises publiques. La nécessité d'assurer un contrôle préalable pour tous les paiements de même qu'un contrôle à la suite de ceux-ci est facilitée par la présence dans la banque de la société emprunteuse de comptes d'investissement distincts des comptes d'exploitation.

La procédure de financement a établi une différenciation très nette entre les besoins financiers dérivant de l'acquisition de biens d'équipement et de la constitution d'investissements à long cycle de réalisation et les besoins financiers nécessaires à la mise en oeuvre des processus de production et de distribution des biens

(1) Les Comités techniques sont actuellement au nombre de trois et ont été créés au sein de la C.A.D., de la B.N.A. et de la C.N.E.P., ce sont des organismes composés des représentants des institutions et des Ministères directement intéressés à la réalisation d'investissements déterminés. Le premier Comité, qui s'identifie au Conseil de Direction de la C.A.D. est compétent en matière de plans de financement des entreprises du secteur industriel, des transports, du commerce, du tourisme et des travaux publics. C'est le Comité de crédit créé à la B.N.A. et représenté au niveau du département (wilaya) par des Comités Régionaux qui est compétent pour le secteur agricole et détermine les plans financiers de tous les domaines autogérés. En ce qui concerne le secteur agricole traditionnel une commission spéciale a été créée au niveau de chaque circonscription (daïra).

Le troisième Comité est appelé: Comité technique de l'Habitat, il a son siège à la C.N.E.P. et sa mission est d'étudier et d'établir les modalités de financement pour la construction planifiée.

ou services. C'est pourquoi les entreprises ont été mises dans l'obligation d'ouvrir dans leurs banques respectives des comptes d'investissement et des comptes d'exploitation.

Les premiers sont destinés à recevoir tous les transferts de fonds relatifs aux projets couverts par les accords de crédit que l'on vient de décrire, et uniquement les transferts en question; cette délimitation de l'emploi des comptes est justifiée par la nécessité de:

« suivre la conformité des investissements aux prévisions et donc éliminer les investissements non planifiés, et veiller aux coûts des opérations qui ont trop souvent, par le passé, dépassé les autorisations de programme » (1).

Les autres comptes sont reliés à la procédure instaurée par l'art. 30 de la loi de finances de 1970 (rendue exécutoire par le décret 70-75 du 5 juin) article fixant les modalités de détermination des plans de financement de la production.

Toute entreprise est tenue de rédiger avant le 30 septembre de chaque année une série d'états de prévision de leurs activités: plan de production, bilan et compte d'exercice, plan de financement fournissant les détails des ressources et de leur emploi. Bien que le texte de loi exige que ces situations prévisionnelles reçoivent l'approbation du Ministère des Finances, ce dernier a confié cette tâche aux banques, lesquelles, après avoir étudié les documents en question stipulent avec les entreprises les conventions de crédit pour l'exercice tout entier (2).

(1) MINISTÈRE DES FINANCES, *Le Crédit en 1971*, op. cit., page 14.

(2) Le Ministre des Finances a déclaré à ce sujet que toute banque « doit donc considérer que l'approbation des plans de financement au niveau des investissements ou au niveau de l'exploitation constitue une responsabilité de première importance. Elles doivent soulever tous les problèmes qui se posent au fonctionnement équilibré des entreprises ou des secteurs et les faire remonter, si nécessaire,

Les financements sont mis à la disposition des entreprises suivant un découpage trimestriel car ces dernières doivent fournir chaque trimestre un bilan prévisionnel amendé et rédigé sur une base mensuelle. Il reste entendu que les banques, sauf autorisation spéciale du Ministère des Finances, ne peuvent consentir des crédits aux entreprises qui ne se conforment pas à la procédure susdite et, dans le cas où il y aurait des écarts entre le crédit prévu et le crédit utilisé, les banques doivent demander aux entreprises de fournir les justifications voulues.

3) *Contrôle de l'emploi des fonds des entreprises et de leur gestion* — La procédure dont nous avons fait l'étude témoigne de la préoccupation des pouvoirs centraux d'assurer une distribution des financements conforme aux directives du Plan et de permettre aux banques d'effectuer une série de contrôles sur l'utilisation des fonds par les entreprises. Le Ministre des Finances a souligné, à ce sujet, que :

« si l'attribution des moyens financiers pour les emplois planifiés est une obligation, cette obligation a pour contrepartie le droit de contrôler l'usage qui est fait de ces fonds en fonction de son efficience du point de vue de l'ensemble du développement économique et social » (1).

Les contrôles effectués par les banques peuvent être de type courant ou concerner les résultats de la gestion des sociétés nationales.

Les premiers ont pour objet de suivre quotidiennement les ordres de paiement et de transfert de la monnaie scripturale, les

au niveau du gouvernement... On ne peut se contenter d'une application formelle et l'Institut d'émission se doit d'agir avec une certaine rigueur pour donner des accords préalables et d'escompte ». MINISTÈRE DES FINANCES, *Le Crédit en 1971*, op. cit., page 17.

(1) Voir: MINISTÈRE DES FINANCES, *Le Crédit en 1971*, op. cit., page 30.

flux des entrées monétaires, les paiements des salaires, des impôts et des autres postes de dépenses, ils sont exercés à l'aide d'une vérification des écritures passées en compte courant et des documents justificatifs fournis par l'entreprise. Rappelons ici que les banques n'exécutent les paiements requis par la société cliente que sur présentation, à chaque fois que cela est possible, des documents représentatifs des débours conformes aux plans d'investissement ou de gestion. Cette procédure explique, en outre, pourquoi les pouvoirs publics estiment opportun de répandre l'usage de la monnaie scripturale et de réduire au maximum les fonds monétaires inactifs afin de les porter au niveau déterminé uniquement par la demande pour des fins de transaction.

Par contre, la deuxième catégorie de contrôles a pour objet l'étude des résultats obtenus par les entreprises au cours d'une certaine période de temps (mois, trimestre, semestre, année) sur la base des documents comptables. Ils sont établis par une analyse des résultats réels comparée à celle des prévisions des plans d'investissement ou de gestion, par l'étude des résultats atteints pour certaines lignes d'activité de l'entreprise, et finalement une confrontation a lieu entre les résultats de l'entreprise avec ceux d'autres établissements dont l'activité est du même ordre ou avec ceux de tout le secteur auquel appartient l'entreprise en question.

Ces contrôles, et, en particulier, ceux des résultats, revêtent une grande importance en ce qui concerne la bonne fin des prêts consentis. L'utilisation des crédits conformément aux plans, dans la mesure où elle permet d'obtenir un revenu est, en fait, dans un système économique et social de type collectiviste qui, évidemment, exclue la possibilité de fournir une garantie quelconque, unique élément sur lequel la banque peut compter en ce qui concerne le remboursement des crédits. Cette dernière circonstance permet, en outre, de distinguer les entreprises solvables, élé-

ment important aux fins de l'octroi de subventions ou de l'application de plans de redressement si besoin est. Les sociétés déficitaires ne peuvent d'ailleurs pas obtenir des subventions prises sur le budget de l'Etat et doivent procéder, avec l'aide du système bancaire, à leur redressement, et pour être à même de l'effectuer elles peuvent bénéficier de catégories spéciales de financements (prêts d'assainissement). Si les prêts ne sont pas remboursés et si ce manque d'observation des clauses du contrat est dû à une mauvaise gestion ceci provoque une série de mesures pour l'entreprise ou ses dirigeants qui, ainsi que l'a déclaré le Ministre, constituent: « de véritables sanctions et non des charges qui viennent s'ajouter aux déficits déjà enregistrés qui laissent généralement indifférents les gestionnaires. On peut envisager à l'égard de l'entreprise le refus de crédit total ou partiel, le remboursement des crédits en cours, l'augmentation des taux d'intérêt et même le blocage des comptes; à l'égard des responsables, en dehors des sanctions de caractère administratif sinon pénal, des sanctions d'ordre financier peuvent être très nuancées... » (1).

Si, d'une part, les autorités centrales se sont efforcées de planifier les flux des investissements des entreprises nationales et de les harmoniser avec le circuit des financements, d'autre part, elles se sont préoccupées de discipliner les investissements privés, nationaux ou étrangers (2).

En ce qui concerne le financement de ces investissements, le Ministre des Finances a décidé que: « D'une manière générale les investissements privés devaient être planifiés dans leur montant

(1) MINISTÈRE DES FINANCES, *Le Crédit en 1971*, op. cit., page 17.

(2) Le Code des Investissements définit justement la position prise par le gouvernement en ce qui concerne le capital privé et les circonstances dans lesquelles ce dernier peut bénéficier de la garantie et des facilités de nature fiscale et financière. Voir page 28.

à l'instar des investissements publics en considération de leur incidence sur l'émission monétaire et sur la balance des paiements » (1).

Il a insisté, en outre, sur l'application des obligations suivantes: 1) les crédits bancaires ne peuvent excéder 25-30% du coût global du projet y compris les besoins d'équipement nécessaires à l'exploitation de l'investissement (fonds de roulement), 2) de toute manière, le financement ne peut être accordé qu'à moyen terme, 3) les moyens propres de l'entreprise destinés à la réalisation du projet doivent égaler au moins 50% du coût global de celui-ci, 4) les apports des associés effectués sous forme de comptes courants ou de crédits sont autorisés dans la proportion de 25% du capital social et doivent rester bloqués jusqu'au remboursement des crédits bancaires; leur rémunération ne peut, en outre, excéder le taux des crédits à moyen terme accordés par le système bancaire, 5) les investisseurs privés, enfin, doivent à l'aide de crédits extérieurs lesquels sont soumis à l'autorisation préalable de la Banque centrale garantir la couverture de la plus grande partie du besoin financier en biens d'équipement importés.

b) Le financement des investissements du secteur industriel

Aux termes de la loi de finances de 1971, le financement des investissements productifs des entreprises publiques est effectué avec des crédits consentis soit par les institutions nationales, soit par l'étranger. La procédure de réalisation des investissements planifiés du secteur industriel a une articulation qui, conformément aux nouveaux schémas, comprend trois stades bien déterminés, à savoir: l'inscription de l'investissement sur la nomenclature

(1) MINISTÈRE DES FINANCES, *Le Crédit en 1971, op. cit.*, page 27.

du plan, le financement et les modalités d'utilisation des crédits, enfin le compte-rendu de l'emploi fait des financements.

1) *Inscription de l'investissement sur la nomenclature du plan* — Conformément à l'ordonnance 70-10 du 20 janvier 1970, tout investissement des entreprises publiques doit être présenté pour l'obtention de l'autorisation le concernant au Secrétariat d'Etat au Plan, et quelle que soit la source de financement de ce projet (y compris, donc, l'autofinancement). Les responsables de l'entreprise ne peuvent prendre des engagements de dépense avant d'avoir intégralement rempli les formalités nécessaires pour obtenir l'autorisation d'investissement. Un projet d'étude de pré-investissement doit être établi en premier lieu, et communiqué au Secrétariat d'Etat au Plan, pour approbation, en même temps qu'une étude technique et économique: cette dernière est présentée sous la responsabilité du Ministère chargé de la tutelle, et doit contenir, conformément aux schémas spéciaux (Manuel d'Evaluation du Projet), tous les éléments nécessaires en vue de la décision d'investissement. Cette première phase est appelée: phase de maturation.

Sur la base de cette documentation, le Secrétariat d'Etat au Plan, à la demande du Ministère chargé de la tutelle, approuve le projet ou, d'accord avec ce dernier et les organismes chargés du financement, il procède à des modifications ou intégrations jugées opportunes. Conformément aux instructions données à ce sujet, cette seconde phase (Décision d'individualisation du Secrétariat d'Etat au Plan) doit avoir lieu dans les quatre semaines qui suivent la réception de l'étude économique et technique ainsi que de la demande du Ministère chargé de la tutelle.

2) *Modalités de financement et utilisation des crédits* — En même temps que la demande d'individualisation, la même documentation est présentée à la banque commerciale avec laquelle

l'entreprise opère, ainsi qu'à la C.A.D. et à la Banque centrale, afin de permettre la formation d'un plan de financement du projet. Dans ce but, la banque commerciale doit procéder, dans les quatre semaines qui suivent, à une étude de cette documentation et transmettre ensuite à la C.A.D. les solutions jugées opportunes du point de vue financier. Cette dernière procède à une autre analyse en vue de l'établissement d'un plan de financement rationnel et équilibré en fonction de la nature de l'investissement et des autres éléments tels que la formation de l'épargne et l'équilibre de la balance des paiements. Après l'individualisation du projet et l'approbation du plan de financement par le Comité de direction de la C.A.D. (Autorisation de financement de la C.A.D. agissant par délégation du Ministère des Finances), l'autorisation de financement est notifiée à la banque commerciale intéressée, à l'entreprise chargée de la réalisation du projet, au Ministère auquel incombe la tutelle de l'entreprise, au Ministère des Finances et au Secrétariat d'Etat au Plan.

La préparation des plans de financement, suivant cette procédure, a également été rendue obligatoire pour les investissements approuvés avant 1971 ou en voie de réalisation à cette date. Pour permettre de régulariser les financements en question, les entreprises ont été requises de présenter à la C.A.D. l'ensemble des documents nécessaires à l'élaboration des plans financiers et, en particulier, une étude technique et économique sur l'investissement, un compte de prévisions budgétaires pour l'exercice, et une situation des engagements et des paiements au 31 décembre 1970. Le Comité de direction de la C.A.D. a donc établi le plan de financement compte tenu des crédits obtenus et des fonds puisés au Trésor avant le 31 décembre 1970.

En ce qui concerne les utilisations des crédits prévus par le plan de financement, il a été décidé que celles-ci ne pourront avoir

lieu qu'après stipulation d'une convention de crédit avec les instituts octroyant les financements. Le principe exigeant une corrélation directe entre les conventions et les projets, pris individuellement, est appliqué, et les entreprises chargées de la réalisation de différentes initiatives devront stipuler autant de conventions ayant comme contrepartie la C.A.D. et/ou la banque commerciale pour le crédit à long et à moyen terme prévu par le plan de financement.

La convention, définie comme étant l'acte juridique liant l'entreprise bénéficiaire d'un crédit à sa banque comporte: « l'énonciation des diverses obligations de l'entreprise et de la banque, respectivement, telles que: le montant et les conditions du crédit ainsi que les modalités de remboursement ». Cette convention revêt donc la forme d'un emprunt dont le montant est réparti annuellement et ne peut être utilisé qu'en fonction de l'état d'avancement des travaux prévus par le projet. Conformément avec les principes de la planification financière et afin de faciliter le contrôle exercé sur l'utilisation des crédits, une série de restrictions ont été imposées relativement à l'entière disponibilité de ces crédits par l'entreprise. Tout d'abord, le quota de crédit à moyen terme ne peut être utilisé qu'après épuisement des fonds accordés à long terme par la C.A.D. En second lieu, la banque ne peut exécuter les ordres de paiement donnés par l'entreprise cliente s'ils ne concordent pas avec des engagements de dépense autorisés au préalable par la C.A.D. qui gère et comptabilise l'exécution progressive des engagements de chaque projet. En troisième lieu, en vue de contrôler plus efficacement la réalisation des plans d'investissement et d'individualiser la destination des crédits, les entreprises sont tenues d'ouvrir à la banque des comptes d'investissement distincts des comptes d'exploitation. Ainsi que nous l'avons vu plus haut, les premiers ne sont autorisés que pour des

mouvements de fonds concernant la mise en oeuvre de projets couverts par des conventions de crédit, alors que les seconds, d'une manière générale, reçoivent les opérations provenant du déroulement des processus de production résultant de la réalisation de l'investissement. Il convient d'observer que les transferts de liquidités ne sont pas autorisés d'un compte à l'autre.

Parallèlement aux enregistrements dans les comptes d'investissement, les banques commerciales doivent comptabiliser les mouvements de fonds de chaque projet séparément sur des fiches spéciales. Chaque fiche comprend trois colonnes: crédits à long terme, crédits à moyen terme, financements extérieurs. Les paiements débités sur les comptes d'investissement sont reportés, suivant la part de crédit utilisée, dans la première ou la deuxième colonne. Dans l'espace réservé aux financements extérieurs sont au contraire enregistrées exclusivement les opérations de mobilisation de crédits de l'étranger de n'importe quelle origine (crédits de fourniture, crédits des gouvernements, crédits des institutions financières internationales) et les instructions données à ce sujet précisent que: « par mobilisation des crédits extérieurs on entend l'acquisition par l'entreprise d'équipements ou l'exécution à son compte de prestation de services financés par ces crédits ». Les entreprises sont tenues d'informer leur banque des opérations concernant cette catégorie de crédits et de lui transmettre en vue de faciliter le contrôle et l'exécution de l'ordre de paiement, les documents prouvant l'opération et l'autorisation de dépense donnée par la C.A.D. Dans le cas, enfin, où on observerait des dépassements, il n'est pas possible d'utiliser les lignes de crédit à long et moyen terme, et, d'autre part, la société doit fournir à la C.A.D. les justifications voulues dans le cas où les financements de l'étranger ne seraient pas complètement utilisés.

3) *Compte-rendu de l'utilisation des financements* — Les banques commerciales sont tenues d'adresser chaque mois à la C.A.D. la situation des utilisations de crédits pour chaque projet et de la présenter par catégorie de crédits (long terme, moyen terme, financements extérieurs). Des situations mensuelles et trimestrielles analogues sont envoyées au Secrétariat d'Etat au Plan (Direction des programmes).

De son côté, la C.A.D. est chargée de grouper, de vérifier et d'intégrer les informations reçues des banques et de transmettre chaque mois et chaque trimestre au Ministère des Finances et au Secrétariat d'Etat au Plan, un compte-rendu établi par elle sur l'emploi des crédits, par projet et par catégorie, en même temps qu'un rapport sur le déroulement des opérations de financement.

7. LE CRÉDIT AGRICOLE

a) *Evolution structurelle et fonctionnelle avant l'indépendance*

L'expérience algérienne en matière de crédit agricole institutionnel a été caractérisée par différentes phases et par des mutations profondes, intervenues surtout après l'indépendance du Pays; elles ont transformé le système de financement basé sur une structure pyramidale de Caisses de Crédit Agricole Mutuel dans un système de distribution planifié et uniquement centralisé à la Banque Nationale d'Algérie. Avant d'étudier les vicissitudes du crédit agricole après 1962, il apparaît utile de décrire la situation telle qu'elle se présentait pendant la période antérieure à l'indépendance.

Il est, avant tout, nécessaire de dire que l'agriculture algérienne a toujours été caractérisée par le dualisme de sa structure dû à la coexistence d'un secteur moderne et d'un secteur tradi-

tionnel, situation typique, du reste, dans de nombreux Pays en voie de développement.

Les facteurs suivants qualifiaient l'agriculture moderne: 1) des exploitations agricoles dirigées et organisées sur des bases rationnelles, 2) des processus de production essentiellement dynamiques avec, pour conséquence, la commercialisation des récoltes destinées principalement au marché extérieur, 3) adoption de techniques de production requérant un emploi de capitaux considérables. Jusqu'en 1962, elle était en outre dirigée, à l'exception d'une minorité locale, par des colons français et elle était située sur des territoires longeant les côtes, autrement dit sur les zones les plus fertiles et les plus rapprochées des marchés, avec, pour résultat avantageux, des rentes différentielles élevées (1).

Au secteur moderne venait s'opposer le secteur traditionnel des petits fellahs caractérisé, non seulement par un fractionnement considérable des propriétés mais aussi par des: 1) techniques de culture périmées aussi bien en ce qui concerne les engrais que la préparation du terrain et la rotation des cultures, de même que pour l'équipement utilisé, 2) processus de production essentiellement statiques, avec, pour conséquence, un régime d'auto-consommation.

Les secteurs dont il est question ont été rattachés à deux différents canaux financiers représentés par le système des Caisse de Crédit Agricole Mutuel en ce qui concerne le secteur agricole moderne, et par le système dirigé par la Caisse Cen-

(1) « ... La rente différentielle (indépendante des investissements faits) des terres de colonisation était déjà en 1925 trois fois plus élevée que celle des terres possédées par les Algériens, ce qui permet d'affirmer que la moyenne des possibilités détenues par les colons était quarante fois plus élevée que celle des Algériens, grands propriétaires y compris, et soixante-dix fois plus élevée que celle des Algériens possédant moins de 50 hectares ». T. TIDAFI, *L'agriculture algérienne*, op. cit., page 41.

trale des Sociétés Agricoles de Prévoyance pour celui traditionnel. Il faut noter, enfin, l'intervention dans le secteur moderne, d'une institution particulière, la Caisse des Prêts Agricoles.

1) *Les sources de crédit du secteur moderne* — a) *Les Caisses de Crédit Agricole Mutuel* - Des institutions analogues à celles opérant dans la métropole ont été créées en Algérie pour le crédit agricole. Exception faite des interventions de la Banque de l'Algérie et de celles de la filiale du Crédit Foncier de France (Crédit Foncier et Agricole d'Algérie), l'apparition des premières caisses locales de crédit agricole est liée à ce que la loi française du 5 novembre 1894 (1) a été appliquée en Algérie également.

Ensuite, la loi du 8 juillet 1901 créa, à un échelon plus élevé que celui des caisses locales les: Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel, au capital desquelles participaient aussi bien les caisses locales que les agriculteurs à titre individuel. Non seulement elles octroyaient les crédits aux établissements associés, mais elles servaient également d'instituts de refinancement pour les caisses locales.

Les caisses régionales trouvaient dans l'Institut d'émission, une source de financement grâce au réescompte d'effets à court terme qui pouvaient être renouvelés plusieurs fois afin d'obtenir la durée d'un crédit de campagne (de 9 à 12 mois).

C'est précisément pour ces catégories de prêts que l'activité des caisses s'est développée, tandis que, par ailleurs, il existait une demande pressante de financements à moyen et long terme pour le matériel, les constructions rurales et les plantations. Les

(1) A partir de cette date on fonda, grâce aussi à l'aide de la Banque de l'Algérie, diverses caisses locales de dimensions restreintes, dont les crédits — essentiellement à court terme — étaient destinés, pour respecter les principes mutualistes, aux agriculteurs membres des caisses.

Les ressources de ces caisses provenaient des apports et des dépôts des membres et, en outre, des opérations d'escompte effectuées à la Banque de l'Algérie.

exploitations agricoles furent donc amenées à financer les besoins de longue durée avec des emprunts à court terme, provoquant de sérieux problèmes pour l'équilibre économique et financier des caisses agricoles (1).

En un premier temps, les pouvoirs publics cherchèrent de remédier à cette situation, en autorisant les caisses à consentir, sous certaines conditions, des prêts à moyen et long terme. C'est le cas du décret du 25 mai 1915 qui permit d'octroyer des crédits à long terme si l'emprunteur s'engageait à gérer personnellement la petite propriété qu'il se proposait d'acquérir, de transformer ou de restructurer avec les fonds obtenus, et c'est le cas aussi des dispositions qui suivirent et autorisèrent le crédit à moyen terme.

En un second temps, les autorités coloniales donnèrent, par le décret du 26 novembre 1925, une discipline organique à la structure et au fonctionnement des caisses locales et régionales, et ces dispositions, sauf quelques modifications, restèrent substantiellement inchangées jusqu'à l'indépendance.

Ce décret établit en premier lieu que les caisses de crédit agricole pouvaient être créées par des membres appartenant à des institutions déterminées et par leurs membres: syndicats professionnels agricoles, compagnies d'assurances mutuelles, coopératives agricoles, unions des coopératives et de sociétés agricoles ayant des buts bien définis (2).

(1) Voir: P. PASCALLON, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., page 744.

(2) Ces sociétés avaient surtout pour objet de: « procéder à la fabrication de toutes matières, de tous produits ou instruments utiles à l'agriculture, à l'exécution de travaux agricoles d'intérêt collectif... », Art. 22 du décret du 26 novembre 1925. Les caisses de crédit agricole s'inséraient donc dans un contexte plus vaste, formé des coopératives d'achat, de transformation et de commercialisation de produits agricoles, financées par elles, ce qui a été à l'origine d'un sys-

Les caisses régionales, en particulier, ne pouvaient accepter l'affiliation que des caisses locales dont le siège était situé dans leur zone de compétence et qui n'étaient pas déjà affiliées à d'autres caisses régionales.

En second lieu, on autorisa les Caisses locales à consentir à leurs propres associés des prêts à court et moyen terme (d'une durée inférieure à 15 ans), et, uniquement aux agriculteurs membres de la société, des crédits à long terme (25 ans) ayant pour caution soit une hypothèque, soit un contrat d'assurance sur la vie. Les caisses régionales avaient comme tâche de faciliter les opérations à court, à moyen et long terme effectuées par les associés des caisses locales; de réescompter le portefeuille de ces dernières et de distribuer les sommes spécialement affectées par l'Etat aux coopératives agricoles, aux associations syndicales et autres formes de coopératives.

Les ressources financières dont disposaient les caisses agricoles ne permettaient pas, cependant, d'effectuer des emplois à longue échéance de façon adéquate; c'est pourquoi, les pouvoirs publics décidèrent de créer une institution spécialisée dans ce genre de financements: la Caisse Foncière et Agricole d'Algérie (Loi du 28 juillet 1927) (1).

rème intégré lequel, dans certaines localités, a donné des résultats satisfaisants. C'est surtout le cas de la zone d'Alger, où la situation économique et financière de quelques domaines de colons étant saine a permis, grâce à la formation d'un volume de ressources financières important dans ces caisses, de satisfaire aux demandes de crédit des associés à des taux spécialement favorables et de transmettre les excédents de liquidité aux caisses régionales.

(1) Elle fut créée sous forme de société anonyme pour une durée de 50 ans, et son capital de 2 millions de francs fut souscrit moitié par la Banque de l'Algérie et moitié par les caisses régionales. Le Conseil d'administration de l'Institut, jouissant des pouvoirs les plus étendus, était composé de six membres désignés par le Gouverneur général de l'Algérie et par six membres nommés par les caisses régionales.

La Caisse Foncière et Agricole d'Algérie avait pour fonction de fournir aux caisses régionales les fonds nécessaires pour permettre, en même temps que les attributions de la Colonie, de satisfaire à la demande en crédit à moyen et long terme. Les ressources financières provenaient de la collecte de dépôts à terme de plus de deux ans, de l'émission d'obligations et de cédules hypothécaires, et de lignes de crédit de la Banque de l'Algérie (1).

L'expérience de la Caisse ne fut pas de longue durée. Les caisses de crédit agricole, bien qu'assujetties au contrôle de services publics spéciaux, ne se comportèrent pas toujours de façon très orthodoxe, et affectèrent une partie des fonds reçus à des emplois spéculatifs ou non conformes aux directives de la Caisse Foncière et Agricole d'Algérie. La Grande Crise, qui n'épargnant pas la France, frappa l'économie algérienne pendant les années 1932-1933, et mit en évidence les limites du système de crédit agricole en vigueur.

Il devint donc nécessaire d'assujettir l'activité des caisses régionales et locales à des contrôles administratifs, techniques et financiers rigoureux afin de garantir un emploi conforme à leur objet pour les ressources dont elles disposaient (2).

Le décret-loi du 4 octobre 1935 disciplina, dans ce sens, d'une manière définitive, la structure et le fonctionnement du crédit agricole. Les caisses régionales furent mises dans l'obligation de créer une Caisse Algérienne de Crédit Agricole Mutuel (C.A.C.A.M.), ayant pour fonction de « coordonner l'action des institutions de crédit agricole, de faciliter leurs opérations et de développer, parmi les populations rurales, la pratique du crédit

(1) Voir: E. PICARD, *La monnaie et le crédit*, op. cit., page 381.

(2) Voir: P. PASCALLON, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., page 745.

mutuel et de la coopération agricoles dans les sociétés rurales » (art. 1 de la loi constitutive).

En outre, la C.A.C.A.M. reprit l'activité de la Caisse Foncière et Agricole d'Algérie et, contrairement à cette dernière et aux caisses agricoles, elle revêtit la forme d'une institution publique dotée de la personnalité juridique, de l'autonomie financière et assujettie aux règlements de la comptabilité des établissements publics (1).

Les missions et les attributions de la C.A.C.A.M. peuvent être résumées dans les trois points suivants; elle doit:

- 1) exercer un contrôle administratif, technique et financier sur la gestion des caisses régionales et des institutions qui y sont rattachées; prendre et promouvoir toutes les mesures nécessaires pour assurer un fonctionnement efficient du crédit agricole mutuel et de la coopération agricole;
- 2) administrer un fonds commun spécial créé par le décret-loi du 4 octobre 1935 et alimenté par différentes ressources en fonction d'affectations déterminées;
- 3) participer, le cas échéant, à toutes opérations de consolidation des crédits à court terme avec la Caisse des prêts agricoles.

(1) La C.A.C.A.M. était gérée par un Conseil d'administration composé: de six représentants des caisses régionales adhérentes, de six représentants des intérêts généraux de l'agriculture, de quatre fonctionnaires désignés par le gouvernement, d'un représentant de la Banque de l'Algérie et, à partir du 22 juin 1959, d'un représentant de la Caisse Nationale de Crédit Agricole française. Au sein du Conseil d'administration on constitua, sous la présidence du Président de ce Conseil, un Comité de gestion composé de neuf membres choisis sur une base paritaire parmi les représentants des caisses régionales, ceux des intérêts généraux de l'agriculture et ceux de l'administration publique, des Banques de l'Algérie et de la Caisse Nationale de Crédit Agricole. Le contrôle de l'activité de la Caisse fut confié, en outre, à deux Commissaires fonctionnaires du gouvernement, ayant droit de veto sur toute délibération du Conseil d'administration et du Comité.

Le contrôle administratif, technique et financier s'effectuait de deux façons. Tout d'abord, à l'aide d'inspections sur les lieux de chacune des caisses régionales afin d'en vérifier la comptabilité et la marche, et ce, au moins une fois l'an. Les caisses régionales, de leur côté, effectuaient les mêmes contrôles sur les caisses locales, les coopératives et les autres sociétés agricoles affiliées; si nécessaire ces contrôles étaient faits directement par la C.A.C.A.M.

En second lieu, la C.A.C.A.M. contrôlait et étudiait les documents et situations comptables qui devaient être libellés conformément aux schémas préparés d'avance (1) que les caisses régionales étaient tenues de lui envoyer périodiquement.

D'une manière générale, la surveillance de l'activité des caisses consistait à vérifier que les prêts octroyés étaient véritablement limités à satisfaire des besoins financiers de l'agriculture, et que les garanties offertes par les emprunteurs étaient adéquates et suffisantes pour assurer la couverture des risques des opérations et que les fonds utilisés étaient employés en conformité avec leur nature.

La C.A.C.A.M. fut autorisée, en outre, à prescrire aux caisses régionales de respecter les obligations suivantes dans l'exercice de leurs activités:

1) plafond des bons de caisse et des dépôts que chacune des caisses pouvait investir ou conserver sous forme de liquidités

(1) La loi du 6 décembre 1940 a prescrit que « la C.A.C.A.M. établira les principes généraux de la tenue de la comptabilité des Caisses de Crédit Agricole affiliées aux Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel et devra en recommander l'adoption à ces organismes de manière à harmoniser leurs écritures en vue de faciliter les contrôles auxquels elles sont assujetties. Dans la comptabilité et les bilans des caisses régionales de crédit agricole mutuel et de leurs caisses locales affiliées, les diverses ressources qu'utilisent ces institutions, ainsi que leur emploi tant à court terme qu'à moyen terme ou à long terme, devront figurer sous des rubriques distinctes » (art. 11, 2^o et 3^o alinéas).

dans les banques commerciales. L'excédent de ce montant maximum devait être versé au Trésor ou à la C.A.C.A.M., sauf dans le cas d'une autorisation spéciale accordée par cette dernière.

La loi du 6 décembre 1940 sur les statuts des caisses régionales, exigeait, en outre, que les dépôts reçus par les caisses régionales ou locales (1) bénéficiant des fonds octroyés par la C.A.C.A.M., et les bons de caisse d'une échéance maximum de deux ans, devaient, dans la mesure où leur gestion n'était pas confiée à la C.A.C.A.M., être exclusivement employés en opérations de crédit à court terme. Les dépôts et les bons de caisse dont l'échéance était supérieure à deux ans pouvaient être destinés à des emplois à moyen et long terme à condition cependant que leur échéance corresponde à celle du terme du dépôt.

2) Plafond des crédits à court et à moyen terme pouvant être consentis à un même emprunteur. La loi du 29 octobre 1935 interdisait aussi aux caisses l'octroi d'un prêt quelconque aux membres de leur conseil d'administration sans l'autorisation de la C.A.C.A.M.

La seconde fonction exercée par la C.A.C.A.M. consistait à administrer un fonds commun divisé en deux sections. La première section était la plus considérable et les ressources suivantes l'alimentaient (2):

- 1) ressources provenant du fonds de dotation du crédit agricole créé par la loi du 27 décembre 1923 pour l'octroi de

(1) La loi du 6 décembre 1940 prescrivait également que les dépôts reçus par les caisses locales affiliées à une caisses régionale de crédit agricole mutuel devaient être immédiatement versés aux caisses régionales en question chargées d'en assurer la gestion.

(2) La seconde section était alimentée par les rentrées provenant de la liquidation de la Caisse Foncière et Agricole d'Algérie dont elle avait repris l'actif et le passif, elle était utilisée pour la prise de participations dans des sociétés et coopératives agricoles.

financements aux caisses régionales de crédit agricole, aux sociétés coopératives, aux associations syndicales et aux sociétés agricoles autorisées à s'affilier aux caisses locales de crédit agricole (1).

- 2) versements effectués par chacune des caisses régionales dans la mesure fixée par la C.A.C.A.M.;
- 3) fonds obtenus au titre de concours parmi lesquels rentrent les loyers annuels payés par la Banque de l'Algérie à l'Etat;
- 4) intérêts échus sur les différents fonds que l'on vient de mentionner.

La section était, par ailleurs, utilisée pour consentir:

- 1) des prêts à court, moyen et long terme;
- 2) des subsides extraordinaires à des caisses régionales momentanément en difficultés financières ou en liquidation à l'amiable;
- 3) des refinancements sous forme de réescompte aux caisses régionales.

La C.A.C.A.M. octroyait soit des prêts directs aux caisses régionales, soit par l'intermédiaire de celles-ci, à leurs associés (à l'exclusion des caisses locales) (2).

Les caisses régionales devaient présenter des demandes distinctes pour chacune des catégories de crédits suivantes: prêts à

(1) Lorsque fut fondée la C.A.C.A.M., ce fonds cessa d'être l'objet d'un compte spécial du Trésor et ce fut elle qui en assura la gestion.

(2) En vue de faciliter les opérations des caisses régionales affiliées et des coopératives agricoles qui leur étaient rattachées, la C.A.C.A.M. fut autorisée à émettre des bons de caisse ayant une échéance à deux ans au minimum et à obtenir des ouvertures de crédit pour les escomptes et les réescomptes. C'est ainsi que la Caisse Nationale de Crédit Agricole française a ouvert à la C.A.C.A.M. un plafond d'escompte pour des crédits à moyen terme réescomptables immédiatement auprès de la Banque de l'Algérie (Voir: E. BLOCH-LAINÉ, *La Zone franc, op. cit.*, page 227).

court terme, à moyen terme (15 ans), prêts individuels ordinaires et spéciaux à long terme (25 ans) (1).

Le dossier de demande de prêts était étudié par le Directeur de la C.A.C.A.M. et la décision d'octroi de crédit était prise par le Conseil d'administration de l'institut. Dans le cas de prêts à long terme en faveur de coopératives agricoles il était nécessaire, toutefois, d'obtenir l'approbation du Gouverneur général de l'Algérie, qui était également requise dans le cas de crédits de trésorerie de caractère exceptionnel accordés aux caisses régionales momentanément en difficultés de même que dans celui de prêts consentis aux caisses régionales en liquidation à l'amiable pour faciliter son déroulement.

La C.A.C.A.M. agissait encore au titre d'institut de mobilisation des prêts sur effets consentis aux caisses locales par les caisses régionales. En effet, il était possible de réescompter les effets dont l'échéance était inférieure à trois mois lorsqu'ils étaient revêtus de la signature de deux représentants de la caisse locale et de celle du Président ou de l'Administrateur de la caisse régionale.

Dans la pratique, le réescompte n'était accordé que pour les opérations ayant obtenu l'accord préalable de la C.A.C.A.M. (d'ordinaire pour des crédits excédant 30.000 DA), cette dernière demandait à son tour l'accord de réescompte de la Banque de l'Algérie pour les opérations d'un montant déterminé (habituellement supérieur à 100.000 DA).

Outre son rôle consistant à coordonner et à contrôler l'activité des caisses de crédit agricole, à consentir des crédits aux caisses régionales et à leurs associés, à redistribuer les disponibilités

(1) Les prêts spéciaux étaient consentis à des catégories de personnes déterminées, telles que les militaires et les personnes ayant subi des dommages du fait de la guerre civile.

reçues des caisses régionales, la C.A.C.A.M était autorisée à participer à des opérations de redressement de positions débitrices à court terme de certaines sociétés agricoles, avec la Caisse des prêts agricoles.

b) *La Caisse des prêts agricoles* — La Caisse des prêts agricoles fut créée le 4 avril 1935 et poursuit l'activité de la Caisse des prêts agricoles de consolidation créée en 1932 avec, pour principale mission, de consolider les dettes contractées par les colons qui avaient été le plus sérieusement affectés par les vicissitudes de la Grande Crise (1).

Le rôle de la Caisse des prêts agricoles consistait à fournir aux exploitations rurales frappées de calamités les subsides financiers nécessaires pour leur permettre de poursuivre leurs activités, elle apportait cette aide sur la base de fonds provenant essentiellement du Budget de l'Etat, accordant des prêts à des taux très réduits pour qu'ils servent à rembourser des dettes contractées à des taux élevés.

Après avoir effectué une opération de consolidation générale de l'endettement de nombreux agriculteurs, cette Caisse fut chargée de venir en aide à l'agriculture à chaque fois qu'il était nécessaire de prendre des mesures exceptionnelles, principalement à la suite de catastrophes dues à des causes naturelles.

A dater de 1954, la Caisse a été chargée également d'agir de façon continue dans les occasions suivantes: 1) agriculteurs

(1) La Caisse des prêts agricoles a même opéré en faveur du secteur traditionnel, mais « ... si elle a pu, par la suite, avoir une action dans le secteur traditionnel, est fondamentalement au départ un organisme du secteur évolué... il s'agissait de consentir initialement des prêts aux agriculteurs européens installés aux extrêmes limites de l'Algérie cultivable dans l'intention de pousser la colonisation aussi loin que possible » (P. PASCALLON, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., page 750).

ayant subi des dommages imprévisibles, généralisés et ne pouvant être couverts par une assurance, 2) agriculteurs se trouvant dans une situation économique et financière précaire à la suite de la perte de récoltes, après des calamités circonscrites à des zones limitées, et du fait de l'impossibilité de vendre les produits, 3) exploitations agricoles de petites et moyennes dimensions ayant été rationnées par les autres institutions de crédit (1).

En ce qui concerne la première catégorie de bénéficiaires, la Caisse gérait un fonds de calamités agricoles en vue d'accorder des financements de campagne, des crédits de consolidation, (ou des prêts destinés à porter remède aux dommages subis) en faveur des agriculteurs sinistrés à la suite d'événements concernant l'économie d'une région toute entière. Quant à la seconde catégorie d'agriculteurs dont les exploitations ne se trouvaient pas situées dans des zones déclarées sinistrées l'institut leur accordait des crédits de campagne ou de consolidation, dans le cas où les caisses de crédit agricole ou les Sociétés Agricoles de Prévoyance (S.A.P.) n'avaient pas accordé les financements nécessaires à la poursuite de l'exploitation. Enfin, la Caisse, pouvait consentir des crédits aux conditions du marché en faveur des exploitations ayant fait l'objet d'une discrimination injuste de la part des caisses de crédit agricole, de la S.A.P. ou du système bancaire.

Pendant la période qui précédait l'indépendance, la structure du système de financement du secteur agricole évolué était, dans son essence, composée par la Caisse des prêts agricoles d'une part, et par les caisses de crédit agricole, d'autre part. Ces dernières étaient groupées en une structure pyramidale: les caisses locales opérant à sa base en tant qu'émanation des caisses ré-

(1) Voir: P. PASCALLON, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., pages 750-751.

TABLEAU 26

DISTRIBUTION REGIONALE DES CAISSES AGRICOLES (1961)

Régions	Nombre de caisses		Nombre de membres
	Régionales	Locales	
Alger	6	65	12.881
Oran	9	12	14.356
Constantine	7	17	22.091
Total	22	94	49.328

gionales, ces dernières constituant le pivot de l'organisation. La C.A.C.A.M., au sommet, contrôlait toutes les opérations du système du point de vue technique, administratif et financier. Au 31 décembre 1961 la composition des caisses agricoles était celle illustrée dans le tableau 26.

2) *Les sources de crédit du secteur traditionnel: les Sociétés Agricoles de Prévoyance et la Caisse Centrale des Sociétés Agricoles de Prévoyance* — Le financement du secteur agricole traditionnel était basé sur le système formé par la Caisse Centrale des Sociétés Agricoles de Prévoyance (C.C. des S.A.P.) et par les Sociétés Agricoles de Prévoyance (S.A.P.), institutions provenant, à leur tour, de la transformation et de l'évolution d'un Fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance et des Sociétés indigènes de prévoyance (S.I.P.) (1).

Contrairement à ce qui a lieu dans le cas des caisses régionales de crédit agricole, la compétence territoriale des S.A.P. a été établie sur la base des arrondissements. Chaque S.A.P. a été subdivisée en secteurs territoriaux (de 5 à 15) dans chacun de

(1) Ces dernières furent fondées à partir de 1867 dans le but de lutter contre les taux d'usure et les prix trop élevés en cas de disette, leur action fut étendue

ceux-ci les membres élaient un Conseil de secteur ayant pour objet de statuer sur tous les problèmes relatifs à leur situation. Les décisions étaient d'ailleurs prises par le Conseil d'administration auquel était confiée, en outre, la gestion de la société. Le Conseil comprenait les présidents des divers conseils de secteur et deux membres désignés par le préfet compte tenu de leur compétence en matière d'agriculture.

Le décret du 28 août 1952 décida que: « les sociétés agricoles de prévoyance, de secours, et de prêts mutuels » seraient

ensuite au secteur agricole traditionnel, en particulier, car il était, plus que les autres, contraint à emprunter à des taux usuraires n'ayant pas la possibilité d'accéder au secteur organisé du marché du crédit.

Légalement reconnues par la loi du 14 avril 1893, les S.I.P. furent dotées d'un statut type en décembre 1894. Les entraves mises à leurs activités et la pénurie de ressources, lesquelles provenaient essentiellement des cotisations de leurs membres constituèrent un sérieux obstacle à leur fonction d'organes de crédit, limitée par la loi à des investissements à court terme. En considération de l'expérience des caisses de crédit agricole, on chercha à solutionner le problème en constituant un: Fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance qui, alimenté par les cotisations de toutes les sociétés et par un fonds de 50 millions de francs octroyé par la Banque de l'Algérie, devait servir d'institut de financement et de caisse de compensation pour les S.I.P. (loi du 19 juillet 1933). Le Fonds fut reconnu établissement public doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière en 1938 et le décret du 6 août 1943 en réglementa ultérieurement les caractères structurels et fonctionnels. Administré par un Conseil présidé par le Secrétaire Général du gouvernement, le Fonds obtenait ses ressources, outre les fonds propres, de dépôts des S.I.P., du budget de l'Etat, et d'emprunts contractés avec la garantie de la Banque de l'Algérie auprès du système bancaire. D'autre part, ce Fonds avait pour mission de faciliter les opérations de prêt effectuées par les S.I.P. en leur accordant des crédits ou des subventions de caractère extraordinaire.

Par la suite, conformément au décret du 26 mars 1956, le Fonds fut transformé en Caisse Centrale des Sociétés Agricoles de Prévoyance afin d'unifier la structure du système avec celle des Caisses de crédit agricole. Les S.I.P., elles-mêmes, après avoir vu s'étendre leur domaine d'activité grâce à diverses mesures législatives, avaient été transformées le 28 août 1952 en: Sociétés agricoles de prévoyance (S.A.P.). Consulter: P. PASCALLON, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., pages 779-785.

habilitées à jouer le rôle de coopératives pour leurs membres en ce qui concerne la production, la transformation et la commercialisation des produits. Ce rôle s'étendait également aux approvisionnements en biens et services nécessaires à leur gestion. Les S.A.P. étaient donc caractérisées par l'exercice de fonctions de crédit et de production, ayant la faculté de recevoir des dépôts et d'octroyer des crédits de caisse (ou des avances en nature) à leurs membres adhérents, et pouvant gérer des coopératives de services et d'activités agricoles. Ces différentes attributions, même lorsqu'elles étaient subdivisées en sections spéciales (céréales, autres produits, matériel agricole, crédit) (1) étaient centralisées en une seule institution; sous cet angle, le système intégré de crédit et services en question différait de celui mis en oeuvre par les caisses de crédit agricole, qui, au contraire, avait pour caractéristique une nette séparation fonctionnelle entre les caisses (crédit) et le système coopératif (activités agricoles).

En 1960, le système des S.A.P. fit l'objet d'une réforme tendant à aligner sa structure sur celle des caisses agricoles en établissant une séparation nette entre l'activité de crédit et celle de production, ainsi qu'à donner à la C.C. des S.A.P. des pouvoirs plus étendus en ce qui a trait à la distribution du crédit. Cette dernière accordait des crédits aux S.A.P. à la fois pour leurs besoins de gestion autres que ceux du crédit et pour les crédits financiers à court terme nécessités par leurs adhérents, sans avoir, toutefois, la possibilité d'effectuer un contrôle adéquat sur la distribution et l'utilisation de ces crédits. Par contre, les prêts à moyen et long terme étaient consentis directement par la C.C. des S.A.P. aux emprunteurs.

(1) Les S.A.P. exerçaient également leur activité dans le domaine des assurances et de l'aide sociales.

Le décret du 9 avril 1960 retira aux S.A.P. le droit d'accorder directement des financements, et les considéra comme de simples intermédiaires entre leurs propres membres-adhérents et la Caisse centrale qui, aux termes du décret du 2 juin 1960, fut chargée d'octroyer toutes les catégories de prêts. Le but poursuivi était d'établir une discrimination entre les financements directs et indirects: c'est-à-dire ceux consentis aux membres et ceux utilisés par les S.A.P. pour leurs activités de production; de cette façon il était possible de contrôler plus efficacement la destination des premiers et des seconds au bénéfice d'une diffusion plus capillaire des crédits qui, autrement, étaient distraits par les S.A.P. en faveur de leur propre gestion (1).

Il nous faut constater, cependant, que malgré ces efforts, l'expérience des S.A.P. et de leur Caisse centrale ne fut pas des plus heureuses. Il se posait, avant tout, un problème de ressources sur un plan absolument différent de celui des caisses agricoles qui — à part les exceptions inévitables — se trouvaient insérées dans les coopératives et les sociétés rentables dont les productions étaient destinées à la commercialisation et permettaient, par conséquent, grâce à la vente des produits, d'acquérir les ressources monétaires nécessaires au remboursement des prêts. Il est clair que, sous ce profil, la capacité de remboursement dépendait surtout du cours des prix à l'exportation, mais, dans tous les cas, le

(1) Le comportement des S.A.P. donnait prise aux critiques sous de multiples points des vue: « L'arbitraire et le retard des crédits ainsi que leur cherté étaient les principaux. Il est vrai que des frais fixes, souvent inutiles (frais de billet notarié pour un prêt sur gage) venaient alourdir le taux qui pouvait monter jusqu'à 22,5%. Le retard dans la distribution des crédits était dû à la lourdeur administrative et aux difficultés financières. En effet, les avances de la Caisse centrale portaient intérêt à 5,1% donc, de crainte de conserver des fonds improductifs mais coûteux, les S.A.P. ne s'approvisionnaient en crédit qu'au dernier moment ». A. TIANO, *Le Maghreb*, *op. cit.*, pages 216-217.

risque d'insolvabilité se posait sous forme d'une éventualité. On ne pouvait en dire de même, en général, des S.A.P. ces dernières opéraient avec une agriculture aux méthodes périmées et se caractérisait par de fortes composantes d'autoconsommation, elle ne permettait donc pas toujours la formation d'un flux net de produits lesquels, vendus sur le marché, auraient permis de rembourser le prêt. Dans un tel contexte, l'insolvabilité, partielle du moins, était donc, sinon certaine, mais très probable. Le système des S.A.P. se maintenait grâce aux crédits consentis par le Trésor à la Caisse centrale mais, malgré un tel apport, les ressources disponibles étaient insuffisantes pour aider au développement du secteur traditionnel car ce dernier, indépendamment du crédit, était freiné par des circonstances de nature sociale, d'une part, et, d'autre part, des entraves d'ordre économique telles que leur situation géographique, le manque d'infrastructures et de circuits de commercialisation adéquats.

Le deuxième problème fondamental était celui du contrôle de l'utilisation des crédits et de la production en termes réels, surtout en ce qui concernait les exploitations agricoles individuelles. Ce problème fut résolu en retirant la libre disponibilité des crédits aux bénéficiaires et en la confiant aux S.A.P. qui furent chargées de leur administration, mais, par ailleurs, faute de pouvoir exercer le contrôle nécessaire sur les productions, auquel s'opposaient: le peu de culture économique des agriculteurs, l'absence de comptabilité ou des écritures tenues de façon rudimentaire, le morcellement considérable des petites propriétés foncières, il n'a pas été toujours possible aux S.A.P. d'intervenir quant à la capacité de remboursement de leurs débiteurs.

L'agriculteur recevait de la S.A.P. des prêts en nature ou des services qui devaient être payés avec la récolte alors que le crédit servait à celle-ci pour régler ceux qui avaient fourni les

biens ou les services donnés. La S.A.P. agissait dans ce contexte en qualité de coopérative intégrée: sur la base du crédit obtenu, l'agriculteur demandait des semences, du matériel, des travaux... qui lui étaient fournis soit directement par la S.A.P. qui en disposait en qualité de coopérative, soit par des tiers fournisseurs dont elle était l'intermédiaire. Parallèlement, le crédit ouvert était utilisé par la S.A.P. soit pour se rembourser elle-même, et de ce fait financer la coopérative, soit pour payer les opérateurs ne faisant pas partie de la S.A.P.

Si un tel système garantissait à la S.A.P. que son débiteur se procurait des biens et services étroitement liés à ses productions, il ne lui assurait pas, cependant, faute de moyens de contrôle matériels, la bonne utilisation de ces acquisitions dans le cycle de la production. Comme, en outre, les activités d'information et de vulgarisation en matière d'agriculture étaient inexistantes, il en résultait des phénomènes de dispersion ou d'utilisation inadéquate des facteurs de production avec des répercussions négatives immédiates sur la quantité et la qualité des récoltes; dans le cas des céréales celles-ci devaient être cédées à la section spéciale de la S.A.P. qui se chargeait de leur commercialisation et mettait à la disposition de l'exploitant la somme représentant la différence entre le produit de la vente et le montant du prêt qui lui avait été consenti auparavant. Les effets reçus par les S.A.P. du fait de la commercialisation pouvaient être escomptés, dans le cadre de plafonds déterminés, auprès de la C.A.C.A.M. qui les réescomptait à son tour auprès de la Banque de l'Algérie. Une fois les crédits mobilisés, les S.A.P. auraient pu éteindre leurs dettes à la C.C. des S.A.P. et cette dernière en aurait fait de même envers le Trésor.

Cette situation idéale n'était pas toujours de règle cependant, par suite du mauvais emploi ou de la combinaison inadéquate des

TABLEAU 27

DISTRIBUTION REGIONALE DES SOCIÉTÉS AGRICOLES
DE PREVOYANCE (1960)

Régions	Nombre des sociétés	Nombre des membres associés
Alger	25	153.798
Oran	24	84.845
Constantine	31	208.182
Sahara	10	53.400
Total	90	500.225

facteurs de production dans l'exploitation agricole: une production pouvait être consommée en partie ou en tous cas être insuffisante pour permettre le remboursement du prêt. Dans certains cas, si le crédit était très faible et qu'en considération de la nature de l'exploitation agricole et de l'emplacement de la ferme, le crédit était renouvelé et se transformait, en fait, en contribution, dans d'autres circonstances l'insolvabilité était suivie de la vente de la ferme qui venait ordinairement s'ajouter aux grandes et moyennes exploitations appartenant à des colons ou à des musulmans.

Au 31 décembre 1960 la distribution des S.A.P. était celle illustrée dans le tableau 27.

b) Transformations effectuées pendant la période 1962-1968

En Algérie, une fois l'indépendance obtenue, la distribution de la propriété foncière a fait l'objet de mutations profondes déterminées par les événements politiques et par la guerre; ces mutations se présentent sous forme de la transformation des anciennes propriétés coloniales en exploitations autogérées. L'arti-

culatation du processus d'acquisition des terres de colonisation a eu lieu en trois phases.

La première phase est celle de la réglementation du rapport provisoire concernant les biens dits vacants, cette discipline a été rendue nécessaire par le départ d'un grand nombre de colons pendant l'été de 1962 et l'appropriation à titre privé, ou collectif (par différentes organisations nationales) d'une certaine quantité d'exploitations agricoles. L'application de cette réglementation a été progressive: elle fut réalisée par l'Exécutif provisoire et le premier gouvernement algérien au moyen de: 1) l'interdiction de transférer du matériel agricole hors de l'exploitation et protection des biens vacants (ordonnance du 24 août 1962), 2) l'institution de Comités de gestion dans les entreprises abandonnées prévoyant, en cas de retour du propriétaire, leur gestion en commun et la participation aux bénéfices (décret 62-02 du 22 octobre 1962), 3) l'arrêt des transactions concernant les propriétés foncières, elles avaient surtout lieu entre les colons qui cherchaient à minimiser leurs pertes, et la bourgeoisie algérienne qui y trouvait une occasion de s'enrichir (décret 62-03 du 23 octobre 1962).

Au cours de cette première phase aucune modification radicale au *statu quo* ne fut apportée par les pouvoirs publics très soucieux d'éviter l'appauvrissement des grands domaines agricoles afin d'en limiter les effets négatifs sur l'économie du Pays, et non pas de procéder à une redistribution définitive des propriétés foncières. Celle-ci eut lieu, par contre, pendant la seconde phase, représentée par les dispositions législatives de mars-mai 1963 qui nationalisèrent les domaines coloniaux (127 exploitations soit environ 200.000 hectares) parce qu'ils n'étaient pas gérés de manière adéquate par leurs propriétaires ou appartenaient à des personnes hostiles à l'indépendance et qui de ce fait ne pouvaient faire partie du nouveau contexte social et économique.

Notons, en particulier: 1) le décret 63-88 du 18 mars 1963 qui réglementa les biens vacants et les modalités d'achat relatives, définissant comme vacant tout domaine qui n'était plus géré pendant les deux mois ayant suivi la déclaration de l'indépendance et non plus uniquement les propriétés abandonnées entre le mois de juillet et le mois d'octobre 1962, 2) le décret 63-95 du 22 mars 1963 qui organisa l'exploitation des entreprises autogérées définissant les tâches et les attributions des différents organes, et ensuite le décret 63-98 du 28 mars réglementant la répartition des revenus des entreprises susdites.

La troisième phase est celle de la nationalisation totale des terres (1) qui eut lieu le 2 octobre 1963, à la suite de laquelle le secteur autogéré s'étendit sur environ 2.350.000 hectares qui, avant l'indépendance, appartenaient à environ 22.000 colons européens.

Le processus de restructuration mentionné n'a pas, toutefois, éliminé les déséquilibres du secteur agricole qui persistent encore, puisqu'en fait il n'y a eu que la transformation de l'exploitation agricole qui de la propriété privée est passée à l'autogestion.

La répartition du secteur agricole en trois divisions qui répondent à des logiques et à des rapports de production extrêmement différents — un secteur autogéré dont les dirigeants sont considérés privilégiés, un secteur privé issu de la bourgeoisie

(1) A ce propos, A. Tiano, après avoir observé que: « la brutalité de l'expérience algérienne s'oppose aux hésitations prudentes des deux autres pays (Maroc et Tunisie) » déclare que: « il ne fut pas question d'indemnisation à la fois en raison de la thèse algérienne selon laquelle la légitimité de cette propriété n'a jamais été librement reconnue et en raison de la valeur considérable de ce patrimoine qui représentait environ 8 milliards de francs pour les terres et 2 milliards pour le cheptel et le matériel. La France n'admettant pas les nationalisations de mars 1963 préleva simplement 200 millions de francs sur son aide financière » (*Le Maghreb, op. cit.*, page 228).

locale et rendu plus fort par l'acquisition de propriétés supplémentaires pendant la période de 1961-1962, enfin un secteur arriéré et formé de la petite propriété cultivée directement (petits fellahs), a incité les pouvoirs publics à effectuer une réforme agraire tendant à redistribuer les terres de ceux qui les détenaient à titre d'investissement et ne les exploitaient pas directement, et à en faire bénéficier la population rurale. De cette façon, l'Etat s'efforçait de remédier à certains déséquilibres et aux frictions survenant parmi les différentes classes de la société (1). Cette réforme, commencée en 1964, n'est pas encore parvenue à sa phase définitive, et dernièrement, toutefois, le gouvernement, qui a formulé un nouveau projet de loi, a renouvelé sa promesse de résoudre ce problème.

La création et le développement du secteur autogéré a comporté une restructuration du système de crédit agricole, articulée en cinq phases différentes.

1) *Première phase: octobre 1962 - avril 1963* — Avant l'indépendance du Pays les problèmes de financement du secteur évolué étaient presque inexistants, les exploitations emprunteuses offraient des garanties suffisantes, soit en rentabilité, soit en

(1) « Dans le secteur traditionnel, il existe un antagonisme entre la masse des "fellahin" et la bourgeoisie terrienne. Dans le secteur autogéré, cet antagonisme existe entre les autogestionnaires et l'administration qui, pour différentes raisons, accepte assez mal de voir ce secteur important lui échapper ». (T. TIDAFI, *L'agriculture algérienne*, op. cit., page 40). Le même Auteur ajoute ensuite que: « la répartition actuelle permet à quelques milliers de grands propriétaires d'employer une masse d'ouvriers agricoles, de paysans sans terre ou de métayers... Si l'on excepte le secteur autogéré, où les producteurs sont juridiquement possesseurs des moyens de production, mais qui n'englobe, tout compte fait, qu'une partie infime de la population rurale, même si, économiquement, il est prédominant, on peut dire que, tout comme la répartition de la propriété, les rapports sociaux de production restent ce qu'ils étaient avant l'indépendance et le resteront tant qu'une réforme agraire et une organisation nouvelle de l'agriculture, tenant compte des options proclamées, n'auront pas vu le jour ».

termes réels, et en cas de calamité provoquant un sinistre général, elles pouvaient recourir aux crédits de consolidation de la Caisse des prêts agricoles. Une mutation profonde de cette situation eut lieu à l'approche de l'indépendance. Craignant des mesures de nationalisation, les colons et certains propriétaires algériens retirèrent leurs dépôts des caisses agricoles, et, dans certains cas, ils s'endettèrent pour être à même d'effectuer des transferts plus importants en France. On estime que les dépôts des caisses agricoles qui s'élevaient à 317 millions de DA en 1960 diminuèrent au point de n'être plus que de 178 millions de DA en 1962 et de 112 millions en 1963. En outre, les crédits n'étaient plus remboursés pour la plupart et de la sorte la C.A.C.A.M. se trouva à posséder un actif qu'elle ne pouvait réaliser et qui était d'environ 200 millions de DA, alors que les impayés de la Caisse des prêts agricoles étaient de 95 millions de DA (1).

Si nous ajoutons à la crise financière et économique la fuite des cadres, en majorité français, il en résulte que, du point de vue fonctionnel aussi bien qu'administratif, le système des caisses de crédit agricole ne pouvait plus satisfaire les besoins financiers du secteur autogéré. Rappelons, en outre, à ce sujet, que le système en question, de par sa structure même, répondait aux nécessités et à la logique d'une agriculture privée et n'était donc pas adapté à être immédiatement introduit dans le nouveau contexte socialiste sans qu'il y soient apportées les modifications opportunes quant à la législation et l'organisation.

Dans l'impossibilité de recourir aux caisses agricoles, lesquelles poursuivaient, dans des proportions très réduites, leurs fonctions au bénéfice des exploitations coloniales restantes et des propriétés privées locales, les pouvoirs publics confièrent à la C.C.

(1) Voir: A. TIANO, *Le Maghreb, op. cit.*, pages 219-220.

des S.A.P. et aux S.A.P. la mission de consentir des crédits de campagne aux domaines ayant été déclarés: biens vacants.

Le système des S.A.P. qui, depuis toujours, était compris dans l'agriculture traditionnelle, ne disposait pas, toutefois, des ressources nécessaires pour prendre des engagements d'une valeur à peu près égale aux besoins du secteur évolué, besoins qui avaient été satisfaits auparavant par les caisses agricoles. Le Trésor est donc intervenu directement, pendant cette première phase, en octroyant des crédits à la C.C. des S.A.P., cette dernière, à son tour, les distribua, par l'intermédiaire des S.A.P., aux exploitations provisoirement autogérées.

À part le fait que le Trésor, ne disposant pas de ressources adéquates sur son budget, fut contraint de recourir à l'Institut d'émission, le circuit décrit n'aurait pas causé de problèmes sérieux si la répartition des crédits effectuée par les S.A.P. avait correspondu aux besoins financiers réels des domaines, et si ces derniers avaient remboursé les crédits reçus. En réalité, il n'en fut pas ainsi. Les S.A.P. se trouvèrent pour la première fois en contact avec le secteur autogéré et il leur fut impossible d'en évaluer les besoins financiers soit parce qu'elles avaient elles-mêmes des carences structurelles et fonctionnelles, soit parce qu'à la suite du départ des propriétaires elles ne disposaient pas de documentation, d'écritures comptables et d'autres éléments d'information relatifs à la gestion et à l'exploitation des domaines. Le système de l'autogestion en était à sa première expérience et, du point de vue administratif, cette dernière ne fut certes pas exemplaire (1). Le

(1) Le comportement des divers éléments de l'autogestion, surtout pendant les premières années, ne fut pas du tout conforme à l'esprit qui aurait dû exister selon les principes et les directives établis par les textes législatifs. Le comité de gestion, par exemple, n'était pas dans la pratique assujéti au contrôle du conseil des travailleurs, pour le simple motif que ce dernier, bien que prévu par la loi,

manque d'organisation, l'inefficience des organes qui avaient été prévus par les textes législatifs et auraient dû assumer la direction des sociétés, l'incompétence quant à un emploi rationnel des facteurs de production et des techniques de cultures précédemment utilisées par les exploitants, les phénomènes de dispersion et de non emploi de certains facteurs, ou le fait qu'ils étaient détournés de leur destination collective pour servir des intérêts privés, toutes ces circonstances contribuèrent à provoquer l'effondrement de la productivité des exploitations et une diminution de la quantité et de la qualité des récoltes. Il en résulta que le flux des profits ne permit pas de rembourser les emprunts contractés, ce qui détermina une insolvabilité généralisée des domaines autogérés. Les règles de distribution des bénéfices, dans une telle situation, restèrent inapplicables puisqu'une grande partie des

existait rarement en réalité. En outre, l'assemblée générale ne se réunissait presque jamais et il en résultait que les comités de gestion se transformaient en centres exerçant le pouvoir, dans certains cas ces organes défendaient leurs intérêts personnels contre ceux de l'assemblée et orientaient leur gestion pour servir leurs propres fins (voir: A. TIANO, *Le Maghreb*, op. cit., page 228 et suivantes). Sur le plan économique, également, les résultats obtenus pendant les premières années ne furent pas du tout satisfaisants et l'on assista donc à une diminution de la production du point de vue quantitatif — les rendements du secteur socialisé se placèrent aux faibles niveaux de ceux du secteur traditionnel, et du point de vue qualitatif, surtout en ce qui concerne l'horticulture et la plantation d'arbres fruitiers. En résumé, ainsi que le fait observer H. TEMMAR (*La marche vers l'autogestion agricole*, op. cit., page 25), le secteur autogéré « ... n'était confié véritablement, ni aux travailleurs, ni à l'Etat; il était laissé au fait du hasard, au gaspillage et à l'anarchie la plus grande. Pratiquement il était impossible de savoir qui était responsable et qui ne l'était pas, où se situait exactement la responsabilité du secteur agricole socialisé; il était totalement impossible d'obtenir la moindre comptabilité, que ce soit au niveau du domaine ou au niveau de la tutelle ».

Aux mêmes conclusions parvient T. TIDAFI, *L'agriculture algérienne*, op. cit., page 104, qui affirme que: « Tout se passe comme si le secteur autogéré était dans une immense entreprise, mal gérée pour le compte de l'Etat. Dans l'impossibilité où il se trouve de connaître vraiment les résultats financiers de son activité, et par conséquent de prendre les décisions qu'impliquerait l'analyse de ces résultats, le comité de gestion ne peut pas diriger concrètement l'entreprise ».

sociétés ne fut même pas capable de mettre en réserve une part minime de fonds pour leurs amortissements (1).

En-deçà du problème de coût et de disponibilité de crédit pour l'agriculture, se posait donc celui de restructurer l'organisation et les méthodes des sociétés autogérées, d'en contrôler l'activité et de combler le vide existant entre les S.A.P. et les sociétés agricoles en fondant un organe susceptible d'évaluer les besoins financiers du secteur et de coordonner le circuit de distribution du crédit agricole. De cette façon, les fonds octroyés par le Trésor n'auraient pas afflué au secteur agricole sans discrimination sur la base des estimations de la C.C. des S.A.P. et des S.A.P. mais conformément à des directives précises données par le nouvel organe qui, en outre, aurait la faculté de contrôler les sociétés autogérées et le système des S.A.P.

Dans cette perspective l'Office National de la Réforme Agraire (O.N.R.A.) fut créé le 18 mars 1963, sous forme d'institution publique dotée de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il fut d'abord chargé de promouvoir et de réaliser un programme de réforme agraire et d'organiser la gestion des exploitations agricoles du secteur autogéré. Ensuite l'Office fut chargé de la tutelle et du contrôle administratif de la C.C. des S.A.P. (25 avril 1963). Cette dernière fut désormais dénommée Caisse Centrale de Coopérative et de Modernisation Rurale et les S.A.P. devinrent des centres coopératifs de la Réforme Agraire.

Un second décret du 25 avril 1963 concernant le financement des entreprises agricoles autogérées prescrivit que: « tous les crédits, avances et subventions en faveur des sociétés agricoles autogérées, devaient obligatoirement être centralisés par l'O.N.R.A. ». On créa donc au sein de cet organisme un Comité des crédits et avances ayant pour mission d'étudier les demandes de finan-

(1) Voir: A. TIANO, *Le Maghreb*, op. cit., page 236.

cement qui lui étaient adressées, par l'intermédiaire des représentants départementaux de l'O.N.R.A., par les domaines autogérés. Le comité était présidé par le Directeur général de l'O.N.R.A., il comprenait également un représentant du Ministre des Finances, du Ministre de l'Agriculture et de la Réforme Agraire, de la B.C.A., de la C.A.C.A.M. et de la C.C. des S.A.P.

Le même décret autorisait, en outre, l'O.N.R.A. à s'endetter auprès du système bancaire et à cautionner les dettes que pourraient éventuellement contracter les sociétés agricoles. Des opérations de cette nature ne furent pas effectuées, toutefois, surtout à cause du risque élevé que cela comportait pour les banques bien qu'elles soient en présence de garanties fournies par une société publique.

Les entreprises autogérées durent, enfin, ouvrir un compte de dépôt unique dans une seule S.A.P. et les débiteurs ou les détenteurs de fonds appartenant à ces sociétés furent mis dans l'obligation de déposer les sommes correspondantes auprès de l'O.N.R.A.

L'O.N.R.A. commença ses opérations en mai 1963, c'est alors qu'une nouvelle phase s'ouvrit dans le processus de restructuration du crédit agricole.

2) *Seconde phase: mai 1963 - février 1964* — Au contraire de ce qui advint pendant la période précédente, les fonds du Trésor ne furent pas directement affectés à la C.C. des S.A.P., mais assignés à l'O.N.R.A., les domaines autogérés d'ailleurs formulaient leurs demandes de financement aux S.A.P. qui transmettaient à l'O.N.R.A. où elles étaient examinées par le Comité des crédits et avances. Les décisions prises étaient ensuite communiquées pour exécution à la S.A.P. compétente; cette dernière, sauf pour le paiement des salaires, n'octroyait pas de fonds monétaires, mais, sur la base du mécanisme décrit plus

haut, elle utilisait le crédit consenti pour faire des règlements pour le compte des domaines sur présentation des pièces justificatives de la dépense, ou, alternativement, elle fournissait des biens ou des services. La C.C. des S.A.P., au contraire, assurait elle-même la distribution des fonds de l'O.N.R.A. parmi les différentes S.A.P. conformément aux directives de cet Office.

Malgré ces changements, le système de financement n'était pas encore parvenu à une efficience adéquate et, en outre, l'organisation et le fonctionnement des domaines étaient restés au niveau de la phase précédente. L'impossibilité de rembourser les dettes contractées représentait encore la conséquence naturelle de l'emploi d'un système qui, issu de l'exigence d'assurer la continuité de la production, ne disposait pas des instruments techniques voulus pour évaluer les besoins financiers réels du secteur agricole et pour contrôler l'utilisation des crédits, de la production, de la productivité, et enfin de la commercialisation.

Ces problèmes ne trouvèrent qu'une solution partielle dans les Commissions provisoires constituées, en remplacement des conseils d'administration, dans la C.C. des S.A.P., la Caisse des prêts agricoles et la C.A.C.A.M., par les décrets du 13 juin 1963. Ces mesures furent significatives surtout en ce qui concerne les deux dernières institutions: en premier lieu, les pouvoirs publics cherchaient, au moyen de l'algérianisation à s'assurer le contrôle des financements octroyés aux sociétés agricoles privées, et, en second lieu, il semblait opportun de les introduire progressivement dans le financement du secteur autogéré qui, avant de revêtir cette forme au moment de l'indépendance, était étroitement lié aux sociétés privées (1).

(1) Comme nous le verrons par la suite, à partir du 1er octobre 1966 la C.A.C.A.M. de concert avec la B.N.A. se substituera à l'O.N.R.A. et aux S.A.P. pour financer le secteur autogéré.

En plus des problèmes dont on a parlé plus haut, les pouvoirs publics devaient résoudre celui de la provenance des fonds, car il était impossible d'envisager un recours illimité au Trésor pour ces derniers. Deux solutions furent envisagées à ce sujet: la participation du système bancaire, ou l'intervention directe de la B.C.A. conformément aux dispositions de l'art. 46 de ses statuts.

Le système bancaire, qui était encore formé de sociétés étrangères, posa comme condition à son intervention la constitution d'un consortium, formé par toutes les banques et les institutions publiques d'Algérie intéressées à l'opération, en vue de mobiliser les crédits consentis à l'O.N.R.A. La participation algérienne devait être égale au tiers du montant global des crédits accordés; en outre, les conditions suivantes furent exigées: 1) garantie de l'Etat algérien, 2) engagement par la B.C.A. d'accepter de réescompter les crédits, 3) taux d'intérêt de 4% qui, en cas d'un réescompte, laisserait au système bancaire une marge de 0,50% (1).

Le gouvernement estima que l'intervention du système bancaire serait par trop onéreuse, par ailleurs elle revenait à une création de monnaie par la Banque centrale étant données les facilités de réescompte prévues, il valait mieux dans ce cas abréger cet acheminement de fonds et faire intervenir directement la B.C.A. Ces opérations caractérisèrent la troisième phase, comprise entre mars 1964 et septembre 1966.

3) *Troisième phase: mars 1964 - septembre 1966* — L'intervention directe de la B.C.A. a revêtu la forme d'un crédit consenti annuellement à l'O.N.R.A., mais qui n'était mis à sa disposition que par tranches trimestrielles distribuées aux entreprises autogérées par l'intermédiaire de la C.C. des S.A.P. et

(1) Voir: P. PASCALLON et J.F. DE LAULANIE, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit., page 21.

des S.A.P. Le remboursement des prêts (1) était effectué ensuite par l'O.N.R.A. avec les produits de la commercialisation des récoltes que les exploitations étaient tenues d'envoyer dans des centres créés à cet effet et gérés par l'O.N.R.A.

D'une manière générale, le système de financement était essentiellement basé sur la centralisation des décisions par l'O.N.R.A., cette position était rendue nécessaire par la désorganisation et le manque de cadres du secteur autogéré, qui se trouvait placé, de ce fait, dans un état de dépendance à l'égard de l'Administration publique. Si l'on excepte le fait que les participants de l'autogestion se désintéressaient, dans la plupart des cas, des diverses exploitations dont ils ne connaissaient pas même les résultats, ce système se prêtait à différentes critiques (2):

- 1) le support technique de l'évaluation des besoins financiers n'était pas toujours adapté à la réalité: les plans établis pour les cultures étaient incomplets, les estimations de dépenses pour les cultures étaient erronées, les barèmes utilisés pour déterminer les besoins financiers n'étaient pas calculés suivant les règles voulues;
- 2) le système de contrôle de l'utilisation des crédits n'était pas efficient, il n'était donc pas possible d'éliminer le risque de voir les fonds employés pour des fins autres que celles prévues:

(1) En réalité, cette phase a été marquée par des impayés très importants qui étaient acceptés, cependant, comme l'alternative à la paralysie du secteur. « Il s'agissait de donner à ce très important secteur de la production tout ce qu'il fallait pour le maintenir en état. Ce qui importait, en effet, avant toute chose, c'était d'accorder à l'Algérie indépendante les moyens de subsister et de garder, autant que possible, intacts ses marchés extérieurs. Dans cette perspective, le remboursement des fonds injectés dans ce secteur devenait dès lors une préoccupation de second plan ». (Voir: P. PASCALLON et J.F. DE LAULANIE, *L'expérience monétaire algérienne*, op. cit. page 23).

(2) Voir: *Pour une politique de rationalisation du crédit agricole*, dans le « Bulletin Economique », Algérie Presse Service, n. 126, page 8, février 1969.

- c'est le cas d'une partie des crédits destinés au développement des cultures ou à l'entretien de l'outillage qui a été employée pour le paiement des arriérés de salaires;
- 3) le volume des crédits n'avait pas toujours été suffisant pour répondre aux besoins financiers des exploitations, alors que certaines obtinrent un excédent de fonds, d'autres ont été privées des subsides nécessaires;
 - 4) les organismes de commercialisation ont employé des parts importantes de crédits destinés aux entreprises autogérées pour leur propre gestion;
 - 5) l'O.N.R.A., enfin, en concentrant une multiplicité de fonctions (financières, de production, de commercialisation) s'était transformé en un organisme par trop bureaucratique et qui avait des difficultés considérables à suivre la réalisation des plans de financement des sociétés.

En vue de remédier à ces inconvénients, le gouvernement effectua en 1966, en prévision de la prochaine campagne agricole, une série de réformes qui furent appliquées en 1967. Elles avaient pour objet de: a) assurer la décentralisation de l'autogestion agricole et de fixer une délimitation précise entre les missions et les responsabilités des différentes institutions opérant dans le secteur agricole, b) améliorer le fonctionnement de l'autogestion à l'intérieur des exploitations, c) augmenter la productivité des exploitations agricoles; ces réformes eurent donc pour objet: 1) d'organiser sur de nouvelles bases la tutelle des différentes institutions, 2) de restructurer les circuits du crédit, 3) de restructurer les circuits de commercialisation, 4) d'organiser les exploitations autogérées.

Nous ferons donc l'étude des réformes en question qui ont caractérisé la quatrième et dernière phase avant que la B.N.A. ne se voit confier le monopole du financement du secteur agricole le 1er octobre 1968 sur la base de la distribution planifiée des crédits.

4) *Quatrième phase: octobre 1966 - septembre 1968* —

La dissolution de l'O.N.R.A. constitua le motif principal des réformes qui viennent d'être décrites. En premier lieu, la tutelle du secteur agricole socialiste qui avait été auparavant la prérogative principale de cet organisme fut confié à des services spéciaux du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme agraire. En outre, pour mettre fin aux conflits de compétence entre ce Ministère et l'O.N.R.A. mais surtout pour endiguer la situation confuse typique des rapports existant entre les différents organismes locaux d'intervention en liaison avec ce dernier (1), on jugea opportun de créer des structures départementales de coordination. Le 1er février 1967, les Directions Départementales de l'Agriculture (D.D.A.) furent instituées dans le but de coordonner l'ensemble des opérations des institutions agricoles au niveau du département, et d'apporter une aide technique aux entreprises autogérées. En second lieu, l'O.N.R.A. ayant été l'institution fondamentale de l'octroi du crédit puisqu'en fait elle se comportait comme un banquier sans en avoir, toutefois, la nature et les prérogatives, sa dissolution posait, évidemment, le problème de restructurer le système de financement de l'agriculture socialiste. En attendant que la Banque Nationale de l'Algérie soit à même d'intervenir définitivement dans ce domaine, les pouvoirs publics confièrent cependant provisoirement à la C.A.C.A.M. et aux caisses agricoles la tâche de pourvoir, sous le contrôle de cette banque, au financement des entreprises autogérées.

Dans cette perspective le gouvernement au cours de 1965 avait déjà commencé à organiser sur des bases nouvelles les

(1) Il s'agit, en particulier, des organismes suivants: D.S.A. (Direction des Services Agricoles), C.D.R.A. (Commissariats Départementaux de la Réforme Agraire), C.C.A.R. (Centre Coopératif de la Réforme Agraire, ex S.A.P.), C.O.R.A. (Coopératives de la Réforme Agraire pour l'exportation), C.O.R.E. (Coopératives d'écoulement pour le marché intérieur).

caisses de crédit agricole mutuel pour les réintégrer dans les circuits du crédit afin de disposer d'organismes efficaces en matière d'évaluation et d'octroi du crédit. Un premier décret du 5 mai établit les conditions préliminaires pour unifier une grande partie des établissements de crédit agricole; les Commissions provisoires qui administraient la C.A.C.A.M., la C.C. des S.A.P. et la Caisse des prêts agricoles furent dissoutes, et la création d'une Commission de gestion et d'un Comité de direction commun aux institutions susdites fut prévu. Un second décret du 5 mai relatif au fonctionnement du crédit agricole établit, en outre, la restructuration territoriale des caisses agricoles de telle sorte que chaque département gère au moins une caisse régionale et dans chaque arrondissement au moins une de ses agences. Ces caisses remplaceraient les caisses locales et seraient directement en contact avec les exploitations autogérées.

Le recours aux caisses de crédit agricole, une fois que les pouvoirs centraux se furent assurés le contrôle de leur activité, offrait, en effet, une série d'avantages tels que en particulier: une meilleure organisation que celle des S.A.P., une meilleure connaissance des techniques d'exploitation et des processus de production des sociétés autogérées. Un système d'octroi du crédit agricole fut donc ainsi mis en oeuvre, bien qu'il ne soit pas encore excellent, il se révéla plus efficace et mieux adapté à faire face aux besoins financiers du secteur autogéré que ceux adoptés auparavant. Ce système prévoyait que l'unité de production agricole adressait à la caisse régionale un plan de production suffisamment détaillé et une situation concernant les moyens de production ainsi qu'un état des stocks de biens consommables (1). La caisse régionale compétente, une fois les plans de culture étudiés, procédait à une

(1) A cet effet, des centres de gestion et des coopératives comptables furent créés pour aider les exploitations à formuler des plans de production et à tenir leurs écritures comptables correctement.

estimation des frais s'y rapportant sur la base de barèmes fixés *a priori* en fonction du type de culture. Une fois le coût unitaire à l'hectare calculé, il était alors possible d'évaluer les besoins financiers de la campagne et d'établir les plans de financement de chaque exploitation (1).

En fait une telle méthode d'évaluation donnait lieu à des résultats on ne peut plus approximatifs, aussi, la C.A.C.A.M. consciente de ces limitations appliqua en 1967 des barèmes plus différenciés pour ses estimations établis en fonction des différentes rubriques du prix de revient: main d'oeuvre, frais de traction, matières premières, de leur agrégat on obtint un coût moyen de production qui répondait certainement mieux à la réalité.

Une fois les plans de financement de chaque domaine approuvés par la C.A.C.A.M. et la B.N.A., les caisses régionales octroyaient et géraient les crédits. L'approbation de la B.N.A. constituait un facteur déterminant car c'est elle qui octroyait les fonds nécessaires au financement à la C.A.C.A.M. et aux caisses régionales. La C.A.C.A.M. ne disposant pas d'une trésorerie autonome et suffisante, plutôt que d'avoir des fonctions dans le domaine du crédit fournissait son apport sous forme technique et servait d'intermédiaire entre la B.N.A. et le secteur autogéré.

Le crédit était accordé sous la forme suivante: deux comptes courants étaient ouverts au nom de chaque exploitation autogérée auprès de la caisse régionale. Le premier compte (compte A) était crédité de la valeur nette des effets tirés par les exploitations et il

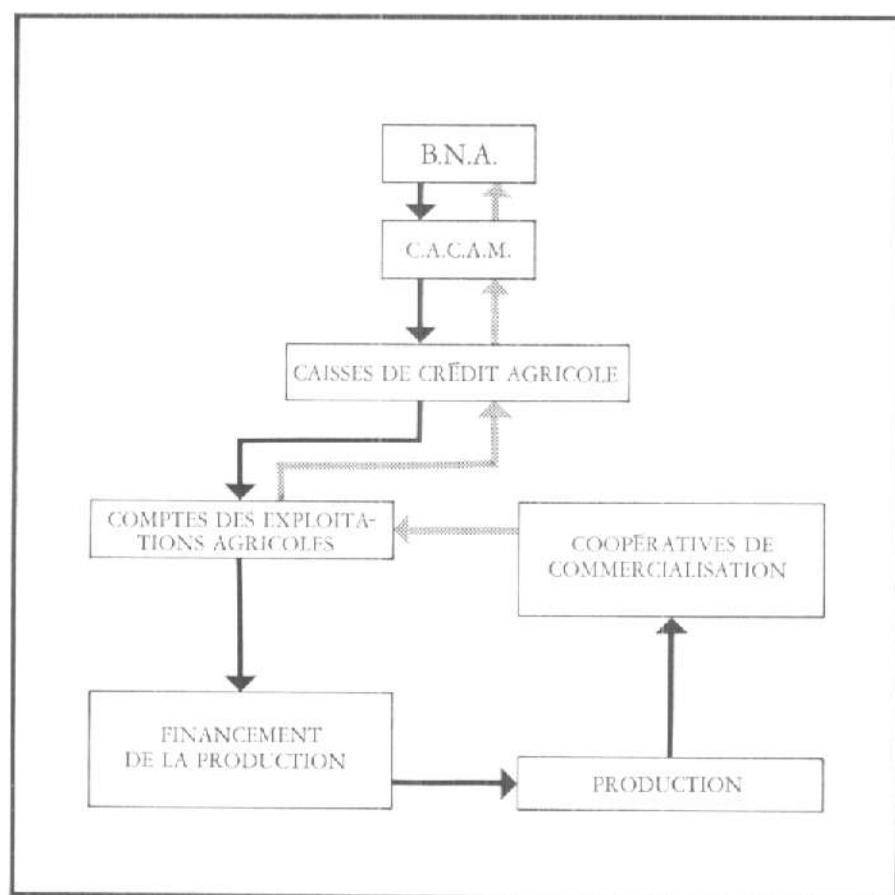
(1) A titre d'exemple, nous reportons ci-après les barèmes de frais de mise en culture appliqués pour la campagne 1966-1967:

— vignobles	1500/DA par hectare
— agrumes	2000 DA/ha
— blé	300 DA/ha
— avoine	180 DA/ha

Voir, *L'évolution du financement de la production agricole*, dans « Bulletin Economique », Algérie Presse Service, octobre 1969, n. 142, page 24.

n'était débité que pour régler les dépenses courantes. Le mouvement de ce compte provenait donc de chèques et d'ordres de paiement émis uniquement par les responsables de chacune des unités de production. Le deuxième compte (compte B) était crédité des produits de la commercialisation et débité du remboursement sur les prêts consentis.

Le circuit de financement que l'on vient de décrire peut être schématisé comme suit:



Ce système présentait cependant quelques inconvénients pour les entreprises autogérées. Les paiements se trouvaient liés à l'exécution de diverses formalités administratives, parmi lesquelles la double approbation des documents concernant les dépenses qui devait être donnée par la Caisse de crédit agricole et la D.D.A. En outre, un laps de temps de deux mois était nécessaire avant que les exploitations obtiennent les fonds, les relations entre la C.A.C.A.M. et la B.N.A. retardaient encore plus l'exécution des opérations, ce qui avait des effets plus ou moins graves sur la gestion des exploitations financées.

Au cours de la campagne 1967-1968 quelques modifications furent donc apportées à la suite d'une convention passée entre la B.N.A. et la C.A.C.A.M. Cet accord prévoyait, en particulier, que la C.A.C.A.M. mettrait à la disposition de la B.N.A. ses guichets (caisses régionales) et qu'elle assurerait, en outre, le contrôle des dépenses des exploitations autogérées. De son côté, la B.N.A. effectuerait les paiements à l'aide du compte courant que les entreprises devaient obligatoirement ouvrir dans ses propres guichets. De cette façon, les comptes ouverts à la C.A.C.A.M. et à la B.N.A. mettaient chacun en évidence le montant des frais contrôlés et, de ce fait engagés, ainsi que celui des dépenses effectivement réglées (1).

Avant d'étudier la dernière phase du processus de restructuration du crédit agricole, il est nécessaire d'examiner rapidement les modalités d'octroi des financements à long terme (20 ans) et à moyen terme (5 ans) destinés surtout à l'acquisition d'outillage. Jusqu'en octobre 1966 l'O.N.R.A., sur la base des renseignements reçus de chaque département, centralisait et déterminait les besoins

(1) Voir, *Evolution du financement de la production agricole*, op. cit., pages 22-23.

concernant les investissements en question. Une série de conséquences négatives résultait de ce système: les méthodes d'évaluation des besoins étaient inadéquates, les exploitations n'étaient pas consultées, l'organisation insuffisante rendait la distribution des crédits difficile et tout contrôle illusoire.

A partir de la fin de l'année 1966, ce fut, au contraire, la C.A.C.A.M. qui assura le financement de l'achat de l'outillage par le secteur socialiste, avec des fonds octroyés par le Trésor et suivant des modalités autres que celles ayant caractérisé l'action de l'O.N.R.A. (1). Conformément aux principes de décentralisation des décisions, ce furent, en effet, les exploitations elles-mêmes qui formulèrent leurs besoins et en demandèrent la couverture sous forme d'une demande de crédit annuelle, accompagnée d'un ensemble d'informations techniques et économiques.

Le mécanisme de financement s'articulait suivant les stades suivants: 1) détermination des montants maxima pour chaque catégorie de biens et d'équipement, 2) étude des demandes de crédit par les caisses régionales et les services techniques spéciaux du Ministère, 3) approbation du crédit donnée par une commission départementale et une commission nationale créée par la C.A.C.A.M., 4) octroi des fonds libérés par le Trésor sur requête de la C.A.C.A.M. pour les demandes de crédit ratifiées, 5) utilisation des fonds accordés pour régler les achats de matériel effectués au moyen de contrats de fourniture au niveau central et distribués ensuite en fonction des besoins approuvés, 6) crédits consentis à titre individuel aux exploitations pour le financement de l'outillage si ce dernier n'avait pas été obtenu comme indiqué au point précédent.

(1) Voir, *Evolution du financement de la production agricole*, op. cit., page 20.

c) Consolidation des structures: la B.N.A. et la planification

Pour la campagne de 1968-1969 l'ensemble des crédits destinés au secteur agricole fut accordé par une seule institution. Celle-ci était la B.N.A. qui, depuis le 1er octobre avait repris à son compte l'activité des instituts spécialisés en matière de crédit agricole auparavant et qui avaient été mis en liquidation le 24 septembre 1968: la C.A.C.A.M., les caisses régionales et locales de crédit agricole, la C.C. des S.A.P. et la Caisse des prêts agricoles. Encore aujourd'hui la B.N.A. détient le monopole de toutes les opérations de crédit agricole, y compris le financement de l'outillage, effectuées avec le secteur autogéré et le secteur privé (évolué ou traditionnel), elle constitue en même temps l'instrument de la planification, de la coordination et de l'exécution de la politique de crédit agricole du gouvernement.

Une fois que les motifs ayant requis la poursuite inconditionnée de la production agricole devinrent moins urgents, motifs qui avaient justifié et rendu nécessaires les mesures que l'on vient de rappeler, l'intervention de la B.N.A. dans le secteur agricole a été déterminée par deux séries de circonstances.

Il fallait, tout d'abord, libérer le Trésor de la charge représentée par le financement des exploitations autogérées, et confier cette tâche à une institution véritablement spécialisée, du fait de sa nature bancaire, dans l'évaluation des besoins des exploitations en question, et d'en assurer la couverture, institution enfin qui dispose, en outre, des ressources financières adéquates grâce à sa structure et à la mise en oeuvre d'une politique de collecte et d'emploi suffisamment différenciée aussi bien du point de vue de la nature des sociétés clientes que de celui du territoire où elle exerce son activité.

En second lieu, il était nécessaire de disposer d'une institution qui, non seulement, accorderait simplement des crédits, mais qui,

au moyen de ces derniers s'introduirait dans la gestion des sociétés emprunteuses pour en contrôler les opérations et l'utilisation des financements d'une manière plus systématique et mieux appropriée aux besoins que par le passé. La solution de ce dernier problème, rendue plus nécessaire du fait de l'impossibilité de subordonner la récupération des prêts aux exploitations autogérées à la constitution de garanties réelles, prenait une place déterminante dans la perspective de mise en oeuvre de la planification et devenait plus urgente encore après les résultats de la première campagne (1968-1969) financée par la B.N.A.

1) *Les crédits de campagne* — a) *Le secteur autogéré* - L'analyse comparée des résultats obtenus par le secteur autogéré pendant la Campagne 1968-1969 et de ceux prévus par le Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire (M.A.R.A.) pour la période 1969-1970 (mais qui sont même valables pour cette campagne) a fait, en effet, ressortir l'existence d'une structure des coûts et d'une composition des besoins financiers qui ne répondaient pas à l'exigence de développement du secteur en question: ces résultats ont montré que, d'une part, il se produisait des pertes ou des réductions des marges de rentabilité, et, d'autre part, que certains crédits étaient utilisés pour des fins différentes de celles pour lesquelles ils avaient été octroyés. En particulier, la structure des coûts des entreprises autogérées a été caractérisée par les facteurs suivants: 1) les coûts de main d'oeuvre avaient un poids excessif, d'autant plus significatif si l'on pense que le taux établi par le M.A.R.A. avait déjà été évalué comme excédant cette composante; 2) augmentation considérable de la rubrique frais divers qui portent sur des facteurs qui ne sont pas directement productifs ou liés indirectement seulement au processus de production; 3) forte diminution de l'incidence des dépenses de production représentées par les approvisionnements et la traction.

TABLEAU 28

COMPOSITION EN POURCENTAGE DES COÛTS DES EXPLOITATIONS
AGRICOLLES AUTOGÉRÉES

Rubriques	Bilan 1968-1969	Prévisions du M.A.R.A. 1969-1970	Différences
Coûts de la main d'oeuvre	58,15	38,00	+ 20,15
Approvisionnements	15,77	30,70	— 14,93
Traction	12,27	26,60	— 14,33
Frais divers	13,81	4,70	+ 9,11

SOURCE: A. TEMMAM, *Le financement des investissements agricoles*, dans « Algérie & Développement », Dossier Finances n. 6, 1971, page 25.

Ces facteurs ont, par conséquent, déterminé un ralentissement du flux de la production agricole avec des effets négatifs sur les revenus de la commercialisation. Même en ce qui concerne ces derniers les prévisions n'ont pas correspondu à la réalité et des différences considérables ont été enregistrées entre: 1) les minimums des produits prévus pour permettre de couvrir les frais d'exercice et les produits bruts comptabilisés dans les comptes des différents exploitations, qui n'ont représenté que 70,7% des premiers, 2) les rentrées effectives et les produits comptabilisés, les premières atteignant 89,8% des seconds, 3) les rentrées effectives et les produits minima, les premières représentant 63,25% des seconds (1).

Les causes d'une telle situation doivent être reliées, en premier lieu, à l'augmentation considérable des frais improductifs au détriment de ceux de nature productive (engrais et fertilisants, traitements et travaux des cultures...), augmentation qui a provoqué une diminution sensible des rendements et de la qualité de

(1) Voir: A. TEMMAN, *Le financement des investissements agricoles*, op. cit., page 25.

la production, avec des répercussions sur les produits de la vente. En second lieu, ces derniers ont été influencés de façon négative par le système de commercialisation, car malgré les réformes de 1967 il n'était pas encore efficient.

La désillusion apportée par les résultats de la campagne de 1968-1969 rendait donc nécessaire de réformer ultérieurement le système de crédit agricole et, en particulier, le contrôle de la gestion des sociétés. C'est pourquoi les interventions de la B.N.A. et des pouvoirs publics furent effectuées encore une fois pour affronter le problème de l'utilisation des crédits et du remboursement de ceux-ci. En ce qui concerne le premier il a fallu, non seulement, continuer à exercer le contrôle traditionnel de forme relatif à la corrélation entre les coûts et les paiements pour chaque entreprise, mais encore étendre ce contrôle à celui de la composition des diverses classes de coût auxquelles correspondaient des crédits de valeur diverse, dont l'utilisation permettait ainsi de suivre la réalisation des processus de production dans chaque entreprise et de déterminer avec plus de précision les écarts entre les rubriques de coûts estimés, et celles des véritables frais supportés. En d'autres termes, il fallait non seulement contrôler l'utilisation des crédits pour le paiement des biens ou des services reliés au processus de production, mais aussi vérifier qu'il existait entre eux une combinaison adéquate.

A cette fin, le M.A.R.A. et la B.N.A. ont établi des plans indiquant les dépenses subdivisées en catégories de coûts typiques (main d'oeuvre, traction, approvisionnements, frais divers), pour chacune d'entre elles correspondait une part de crédit d'un montant égal, ces plans sont applicables à partir de la campagne 1969-1970. Ceci a permis à la B.N.A. d'entreprendre en collaboration avec la Direction de la Comptabilité et du financement de l'Agriculture du M.A.R.A. des opérations d'assainissement en fa-

veur des sociétés dont les bilans avaient enregistré des charges excessives pour les frais improductifs ou de coûts de main d'oeuvre considérables. On a obtenu des résultats appréciables dans certains cas avec des répercussions positives sur la production et la gestion des entreprises socialistes, certaines d'entre elles ont pu reprendre leur autonomie opérationnelle, et contribuer ainsi à réduire la charge de travail excessive inhérente aux contrôles assumée par la B.N.A.

Les exploitations autogérées qui avaient entièrement remboursé les dettes contractées auprès de la B.N.A. pour les campagnes agricoles antérieures, furent autorisées, à dater du 1er mars 1971, à organiser tous leurs frais ordinaires sans avoir à se soumettre à un contrôle préalable (1).

En ce qui concerne le remboursement des crédits, pour régler ce problème les pouvoirs publics ont adopté une série de mesures sur la commercialisation des produits. En premier lieu, le gouvernement a fixé un certain nombre de prix à la production en fonction de la qualité et de l'époque de livraison des récoltes, en second lieu, il a créé des organismes nationaux (Offices agricoles) expressément chargés de commercialiser les différents produits, et les a assujettis aux mêmes contrôles financiers que ceux prévus pour les sociétés nationales.

Le financement de ces organismes est assuré par la B.N.A. et, conformément aux termes de la loi de finances de 1970, il doit être

(1) Voir: A. TEMMAN, *Le financement des investissements agricoles*, op. cit., page. 26: « Le contrôle qui est établi *a posteriori* n'a pour but que de vérifier que les règles les plus élémentaires d'utilisation des dépenses d'exploitation sont respectées et justifiées et de permettre au fur et à mesure des insuffisances de parfaire la formation des responsables en matière de gestion financière. Cette surveillance permet surtout de voir les effets positifs et négatifs de cette opération tant sur le plan psychologique qu'économique. Et c'est de l'examen de ces résultats que dépendra aussi l'extension de cette procédure à d'autres exploitations autogérées ».

basé sur un plan de financement analytique, l'octroi des disponibilités monétaires devant avoir lieu chaque trimestre. En collaboration avec le Ministère des Finances et le M.A.R.A., la B.N.A. a, en outre, effectué une série d'opérations de contrôle et d'intervention pour l'assainissement en faveur des Offices agricoles, de façon continue, car c'est de leur efficience que dépend en grande partie le montant des revenus des sociétés autogérées et donc la possibilité pour ces dernières de rembourser les dettes contractées.

En particulier, les dispositions suivantes ont été appliquées à ces Offices:

- 1) application de la loi de finances de 1970 en ce qui concerne la présentation des bilans et des comptes de prévision;
- 2) différenciation des ressources financières suivant que ces dernières proviennent du budget de l'Etat ou de l'application d'impôts ou droits déterminés, ou bien de la vente des produits agricoles, et, de ce fait, destinées soit à rembourser les dettes contractées auprès de la B.N.A., soit à payer les exploitations autogérées;
- 3) obligation de fournir à la B.N.A. les pièces justificatives des opérations de commercialisation;
- 4) blocage des produits de vente sur un compte spécial avec possibilité de faire des mouvements de fonds uniquement dans le cas de transferts en faveur des entreprises;
- 5) blocage jusqu'à l'établissement du bilan définitif de la campagne des revenus de la commercialisation au titre de caution des crédits accordés par la B.N.A.

Pour conclure on peut dire que l'intervention de la B.N.A. n'est pas limitée à la concession du crédit, mais qu'elle concerne

tout le cycle de production des sociétés et assure systématiquement le contrôle de l'ensemble des opérations effectuées par celles-ci. En s'introduisant, en outre, dans la gestion financière des organes de commercialisation, la B.N.A. a les pouvoirs nécessaires pour vérifier le fonctionnement de tout le système, de la combinaison des facteurs de production à l'obtention des revenus de la vente, elle est donc à même d'effectuer, à l'aide du crédit, un contrôle à la fois sur les coûts et sur les produits de deux secteurs intimement liés entre eux et dont le système de fixation des prix est déterminant par ses effets sur le marché intérieur comme sur le marché international (1).

On peut synthétiser comme suit les opérations effectuées par la B.N.A., au moyen de ses services spéciaux:

- 1) évaluation des besoins financiers des exploitations;
- 2) études des prévisions de dépenses;
- 3) contrôle de l'utilisation des crédits octroyés mensuellement:
 - a) études des pièces justifiant les débours;
 - b) comparaison entre les crédits utilisés et les emplois prévus dans les prévisions budgétaires;
- 4) en collaboration avec les services techniques du M.A.R.A., contrôle mensuel de la réalisation des plans comprenant les prévisions de dépenses et l'analyse des résultats au niveau des wilaya et au niveau national;

(1) « ...Il est de notre devoir, conformément aux directives du Ministère des Finances et aux orientations du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire, non seulement de restreindre les dépenses improductives qui accroîtront le volume d'endettement des exploitations et augmentent le coût de production au risque, d'une part, de ne point les rendre compétitifs sur les marchés internationaux et, d'autre part, de contribuer à une hausse de l'indice des prix courants antérieurs, mais également de les supprimer sélectivement ». A. TEMMAN, *Le financement des investissements agricoles*, op. cit., page 26.

- 5) contrôle de la commercialisation: a) évaluation de la production, b) contrôle des quantités livrées, c) contrôle des produits de vente;
- 6) étude des produits de commercialisation classés par produit vendu.

Ayant terminé d'examiner l'intervention de la B.N.A. dans le secteur agricole autogéré, il reste maintenant à étudier les modalités de financement du secteur privé, traditionnel et évolué.

b) *Le secteur privé* - L'action de la B.N.A. en faveur de ce secteur n'est ni capillaire, ni diversifiée comme celle concernant les sociétés autogérées. En premier lieu, l'occasion et la possibilité d'effectuer des contrôles et de suivre la gestion des unités de production sont entravées par l'existence de nombreuses exploitations de petites dimensions dirigées suivant la méthode traditionnelle, un grand nombre d'entre elles ne tiennent même pas des écritures comptables.

En second lieu, dans la plupart des cas, les prêts demandés sont d'un montant unitaire faible et de nature principalement statique, leur remboursement ne dépend pas, dans certaines limites, du contrôle des dépenses car il est surtout relié au problème de la reconversion de l'économie des unités de production en question, c'est dans le plus vaste contexte de la réforme agraire que l'on peut trouver la solution à ce problème du remboursement.

En troisième lieu, et surtout à l'égard du secteur évolué, la possibilité d'obtenir des garanties réelles favorise la banque en ce qui concerne la récupération éventuelle du prêt tandis que, d'autre part, elle incite la société débitrice à utiliser de manière rationnelle les financements accordés, de ce fait, en comparaison avec l'utilité qui peut en dériver, le recours à un laborieux système de contrôles serait excessivement onéreux. Il convient d'ob-

server, enfin, qu'envers le secteur privé, la B.N.A. a la faculté de rationner ou de refuser les crédits, solution qui n'est pas toujours possible avec les exploitations autogérées.

La B.N.A. agit différemment suivant qu'elle traite avec des sociétés évoluées ou des unités traditionnelles. Dans le premier cas, les besoins de campagne ne sont pas entièrement financés, le crédit est limité à 70% du montant prévu dans les rubriques: main d'oeuvre, traction, approvisionnements et frais divers. Dans le second cas, la B.N.A. intervient indirectement, le secteur en question se trouvant placé dans l'orbite des S.A.P. Depuis que la C.C. des S.A.P. a été dissoute, ces dernières sont contrôlées, en ce qui concerne leurs activités de crédit, par la B.N.A., laquelle est en outre chargée de la distribution parmi elles des fonds affectés par le Trésor à l'agriculture traditionnelle.

2) *Les crédits à moyen et à long terme* — Si, d'une part, les pouvoirs publics ont consacré une attention particulière aux crédits de campagne, ils ne se sont pas désintéressés, d'autre part, du financement des investissements du secteur autogéré.

Ainsi que le montre le tableau suivant, pour satisfaire 14.557 demandes de crédit pour l'achat de biens d'investissement ou pour la réalisation d'ouvrages de diverse nature, le Trésor a dû, au cours de la période 1968-1970, octroyer environ 731 millions de DA.

Ce dernier a effectué, directement, l'octroi de ces financements; la B.N.A. n'est intervenue qu'à titre d'intermédiaire pour répartir les fonds en faveur des entreprises emprunteuses. Il n'a donc été enregistré aucune mutation essentielle, de ce point de vue, dans la situation des années antérieures.

Malgré les contrôles systématiques effectués par les autorités compétentes, les réalisations n'ont pas toutefois répondu aux prévisions. Les méthodes de formulation et d'analyse des demandes

TABLEAU 29

CREDITS A MOYEN ET A LONG TERME CONSENTIS AU SECTEUR AGRICOLE
 AUTOGERE (1968-1970)
 (en DA)

Rubriques	Nombre de demandes	Prévisions (a)	Débloques réalisés (b)	Rapport % b/a
Matériels	5.502	418.000.000,00	459.793.196,60	110
Elevage	1.677	38.200.630,30	48.868.570,30	128
Plantations	2.295	85.732.891,55	86.415.551,95	101
Irrigations	3.469	45.064.527,95	51.681.304,00	115
Constructions	1.614	39.611.164,54	43.450.745,55	110
Autres besoins	...	39.280.535,00	40.878.839,47	104
Total	14.557	665.889.479,34	731.088.207,87	110

NOTE: Les demandes collectives de prêts pour les trois années ont été: 1968 = 2.198; 1969 = 1.959; 1970 = 1.936.

SOURCE: A. TEMMAM, *op. cit.*, page 27.

de crédit, les procédures de financement, les conditions d'achat ou d'importation de matériel, les insuffisances dans le domaine de l'organisation et le manque d'intégration et de synchronisation entre les différentes phases de la réalisation des programmes, ont été les causes déterminantes d'une telle situation (1).

Les modalités de financement du secteur agricole ont, dernièrement, fait l'objet de quelques modifications, conformément

(1) « Mais le plus grave réside dans l'appréciation de l'ensemble des conditions économiques qu'un équipement engendre sur l'exploitation autogérée, particulièrement sur sa situation financière en l'absence d'une juste estimation de la capacité d'endettement ou même de la rentabilité minimum à court ou moyen terme qui doit être logiquement attendue de la mise en place de ces investissements ». A. TEMMAM, *Le financement des investissements agricoles*, *op. cit.*, page 27.

aux nouveaux schémas de la planification financière. En premier lieu, depuis 1970, les crédits à moyen terme (7 ans) ont été consentis par la B.N.A. sur la base de ses propres disponibilités et peuvent être réescomptés par la B.C.A. tandis que les prêts à long terme (20 ans) ont été alimentés par les ressources d'épargne mobilisées par le Trésor.

En second lieu, conformément à ce qui a été fait pour le secteur industriel, on a adopté une nouvelle procédure de financement des investissements planifiés, sa mise en oeuvre et son contrôle étant confiés à la B.N.A.

3) *Les modalités de financement des investissements planifiés* — La procédure en question diffère selon qu'elle intéresse le secteur autogéré ou le secteur traditionnel.

a) *Secteur agricole autogéré* - Les demandes de crédit pour des investissements devant être réalisés pendant la période de temps couverte par le Plan quadriennal sont formulées individuellement par chaque exploitation avant le 31 mars de chaque année et avec l'assistance d'un représentant de la B.N.A., des Coopératives de comptabilité et de la Direction de l'Agriculture du département (wilaya) (1). L'examen du dossier comprend deux phases: tout d'abord il est examiné par un Comité d'étude au niveau de la wilaya composé du Directeur général de l'agriculture, du représentant régional de la B.N.A., du représentant de l'Union régionale des coopératives agricoles de comptabilité et de gestion, et du trésorier de la wilaya. Le comité en question est surtout chargé d'évaluer, pour toutes les demandes présentées par les entreprises,

(1) Du point de vue administratif, l'Etat algérien est divisé en départements (wilaya) qui, à leur tour, groupent d'autres circonscriptions dénommées « daïrate ». Chaque « daïra », enfin, est divisée en communes.

les aspects techniques, économiques et financiers des investissements en vue de déterminer: l'opportunité de ceux-ci, la rentabilité et la capacité de remboursement des exploitations. En vue de permettre au Comité de crédit créé à la B.N.A. de décider rapidement du montant et des conditions du prêt, le comité d'étude, sur la base de l'analyse qu'il vient de faire, exprime son avis sur les demandes de crédit.

Ces demandes sont soumises à un autre examen par le Comité de crédit de la B.N.A., au cours d'une seconde phase. Ce Comité comprend les membres suivants: 1) le Président de la B.N.A., 2) le Directeur du Service d'études et planification du M.A.R.A., 3) le Directeur du Service comptabilité et financement de l'agriculture du M.A.R.A., 4) un représentant du Secrétariat d'Etat au Plan, 5) un représentant de la Direction du Trésor et du crédit du Ministère des Finances, 6) un représentant de la B.C.A. Les décisions du Comité sont ensuite communiquées aux exploitations, aux coopératives de comptabilité et au Directeur de l'Agriculture de la wilaya. Il faut noter, enfin, qu'en certaines circonstances, comme, par exemple, dans le cas de crédits pour la réparation ou l'entretien de matériel agricole, le Comité de crédit a la faculté d'autoriser la B.N.A. à appliquer une procédure plus brève.

b) *Secteur traditionnel* - L'aide apportée par les pouvoirs publics au secteur privé traditionnel revêt la forme de prêts à moyen et long terme consentis par la B.N.A. avec des fonds mis à sa disposition par le Trésor. A cette fin, en 1971, 125 millions de DA ont été inscrits au Budget en vue d'être distribués sous forme de prêts individuels ou groupés (1).

(1) Les prêts individuels se caractérisent par les destinations suivantes: ma-

Les demandes de crédit sont présentées à la S.A.P. de la circonscription territoriale où est située l'unité agricole intéressée, et une commission spéciale les étudie, cette commission est celle de la circonscription administrative (daïra), elle décide du montant et des conditions du financement. Cependant, l'octroi de ce dernier n'est valide qu'après avoir été approuvé par la B.N.A. en tant que représentant du Trésor.

Les crédits accordés au secteur traditionnel sont assujettis à de nombreuses obligations, en particulier en ce qui concerne le montant, la durée et l'utilisation des fonds. En fait, les prêts ne peuvent excéder un certain plafond et une limite d'échéance déterminée, fixés en fonction de la nature de l'investissement. En outre, il n'est pas possible de consentir plus d'une catégorie de crédits par an et par bénéficiaire, sauf dans le cas où la réalisation d'un investissement se trouve liée à celle d'un autre. Dans ce dernier cas, le montant des financements accordés à une seule exploitation ne peut jamais, dans sa totalité, excéder 15.000 dinars.

Quant à la disponibilité des crédits, il convient d'observer que les S.A.P. se substituent aux bénéficiaires dans leur utilisation. C'est ainsi, par exemple, que les achats de matériel agricole sont réglés par les S.A.P. au fournisseur, sur présentation des pièces justificatives, et les frais de travaux d'amélioration, de plantations, ou d'ouvrages d'hydraulique pour l'irrigation sont payés directement par les S.A.P. à ceux qui ont fourni les services et qui, dans la plupart des cas, sont des membres de la coopérative.

tériel, élevage, améliorations foncières et plantations, travaux d'irrigation (petites hydrauliques), artisanat rural.

Les prêts groupés comprennent, en plus des catégories que l'on vient d'énumérer: l'élevage des ovins (par les coopératives) et la construction d'immeubles dans les zones rurales.

8. LA CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE (C.N.E.P.) ET LA MOBILISATION DE L'ÉPARGNE DES MÉNAGES

La mobilisation de l'épargne des ménages s'est caractérisée dans l'expérience algérienne par deux phases bien distinctes. Le 6 mai 1966 est la date de leur début et de leur fin car c'est le moment où la C.N.E.P. met sur pied ses propres opérations et où les pouvoirs publics s'engagent à affronter le problème de la formation et de la mobilisation de l'épargne dans l'économie du nouvel Etat.

Au moment où l'Algérie est devenue indépendante, la collecte de l'épargne était effectuée par la Caisse Nationale d'Épargne (C.N.E.) française avec l'aide de sept caisses d'épargne ordinaires, conformément au système en vigueur dans la Mère-Patrie. La première opérait sur tout le territoire algérien grâce au réseau postal, tandis que les secondes, vu leur structure unicellulaire, n'avaient qu'une compétence territoriale limitée (1). Dans les deux cas, les fonds recueillis n'étaient pas directement investis *in loco*, mais affluaient à la Caisse des Dépôts et Consignations laquelle, d'autre part, accordait les crédits aux collectivités locales (communes et départements) ou les prêts, destinés à la construction de logements, à des institutions spéciales appelées: Offices Publics d'Habitations à Loyer Modéré (HLM) placées sous la tutelle de la commune ou du département.

Les événements politiques et sociaux qui se sont succédés après 1962 entraînèrent la fermeture et l'arrêt des opérations des caisses ordinaires et, par suite, le non remboursement d'une grande partie de la masse des déposants, seule la Caisse de Tlemcen pour-

(1) Elles se trouvaient dans les centres les plus importants, et plus exactement à: Alger, Bône, Skikda, Oran, Constantine, Tlemcen et Mostaganem.

suivit son activité jusqu'au 1er mars 1967, date à laquelle elle fut absorbée par la C.N.E.P. et transformée en agence. Les dettes des caisses d'épargne, en même temps que les livrets des dépôts de la C.N.E. formèrent une partie du problème de contentieux franco-algérien qui, solutionné le 23 décembre 1966, permit à la Caisse algérienne de récupérer 261.000 comptes dont la valeur globale était de 30 millions de dinars.

Ce n'est qu'à partir de cette date que la C.N.E.P., après avoir reconverti les dettes des précédentes institutions et consolidé sa propre structure, fut à même de jeter les bases, bien que le moment soit particulièrement difficile (1), de sa politique de mobilisation de l'épargne familiale. Fondée par la loi n. 64-227 du 10 août 1964 sous forme d'établissement public, jouissant de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, la C.N.E.P. est placée sous la direction d'un Conseil d'administration composé d'un Président, désigné pour trois ans par le Ministre des Finances, et de cinq membres représentant respectivement: le Ministère de l'Intérieur, le Ministère des Finances, le Ministère de la Reconstruction, des Travaux Publics et des Transports, celui des Affaires Sociales et des Postes et Télécommunications.

Un Directeur général exécute les décisions du Conseil et assure la gestion ordinaire, il est désigné par décret du gouvernement sur proposition du Ministre des Finances. Le contrôle des

(1) « Certes, les conditions économiques et psychologiques de l'époque étaient alors défavorables puisque l'Algérie, qui venait de recouvrer son indépendance, présentait de façon aiguë les caractéristiques d'un pays sous-développé: marasme économique, production nationale pratiquement nulle, chômage, migration, absence d'orientation en matière de politique économique. Toutes ces conditions faisaient que la campagne pour l'épargne démarrait sous de très mauvais auspices ». T. IMATHAYENE, *Rapport* présenté à la « Conférence sur la mobilisation de l'épargne dans les Pays africains », Milan, 20-23 septembre 1971, ouvrage n. 3 de la présente collection.

opérations de l'institut est confié à un censeur, désigné par le Ministre des Finances. Du point de vue fonctionnel, la C.N.E.P., ayant repris l'activité de la Caisse de solidarité des départements et communes d'Algérie, fait des opérations pouvant se répartir en trois grandes catégories dont chacune est alimentée par des sources distinctes de ressources: 1) mobilisation et investissement de l'épargne (Fonds d'épargne), 2) gestion de fonds spéciaux des collectivités locales (Fonds de garantie et de solidarité départemental et communal), 3) formes d'assurance et de prévoyance sociale particulières (Fonds sociaux de personnels de collectivités locales et des hôpitaux).

a) Mobilisation de l'épargne

L'action de la C.N.E.P. a pour principal objet de recueillir et de promouvoir la petite épargne, des motifs de deux ordres rendent ces tâches urgentes et nécessaires. En premier lieu, la spécialisation fonctionnelle rigide instaurée par les pouvoirs publics à l'intérieur du système du crédit a eu pour effet de n'apporter qu'une faible participation des banques commerciales à la mobilisation de l'épargne, surtout de volume restreint. D'autre part, n'ayant pas la possibilité de s'endetter envers le public sous la forme typique des livrets d'épargne et donc d'entrer en contact avec les petits épargnants, les banques recherchent de préférence l'épargne monétaire des classes dont le revenu est plus élevé et celle de l'agrégat ménage-entreprise, leur offrant en contrepartie des bons de caisse.

En second lieu, la production raréfiée des activités financières suffisamment diversifiées, rend le dépôt à la C.N.E.P. l'unique forme productive d'investissement de l'épargne monétaire de ceux dont les rentes ont dépassé légèrement le niveau des consommations de subsistance.

L'institut a structuré sa politique de mobilisation de l'épargne des familles sur trois lignes directrices fondamentales: 1) répartition maximale des centres de collecte, 2) structures techniques de dépôt simples et pratiques, 3) vulgarisation et action de propagande.

Le problème de la capillarité des guichets a été résolu en utilisant le réseau postal qui compte environ 900 bureaux. Les avantages d'une telle solution sont faciles à comprendre, ils permettent à l'institut d'opérer sur tout le territoire national en faisant des économies de coûts supérieures au loyer annuel payé par l'institut à l'administration des Postes (P.T.T.) pour le service rendu. En vue d'améliorer les conditions de collecte de l'épargne, surtout dans les centres urbains, la C.N.E.P. a, en outre, créé et consolidé, parallèlement au réseau postal, une articulation territoriale qui lui est propre, et qu'elle considère plus apte que les bureaux de poste à offrir au déposant un service plus efficient et plus rapide, et à assurer plus de discrétion (1).

La pénétration territoriale a été accompagnée d'une action de vulgarisation intensive, basée sur des media multiples en vue d'atteindre tous les épargnants en puissance avec, pour objectif, de réduire avant tout le volume de la thésaurisation, très répandue, et ceci non pas uniquement parmi les classes les moins aisées ou les plus dépourvues d'une éducation adéquate en matière d'économie, et non pas uniquement dans les zones rurales.

En ce qui concerne les structures techniques de collecte, la règle est celle de la plus grande simplicité afin de les rendre accessibles à toutes les catégories de déposants. Il n'y a qu'une seule forme de dépôt d'épargne, documentée à l'aide des différents livrets suivant que les opérations sont effectuées avec les bureaux de

(1) Il y a actuellement dans les villes les plus importantes 8 agences (une ouverte en 1967, deux en 1969, trois en 1970 et deux en 1971) qui administraient au 31 mai 1971: 25.000 comptes de dépôt environ.

poste ou les agences de l'institut. Dans tous les cas, les versements et les retraits ne peuvent être inférieurs à 10 dinars, et aucun intérêt n'est versé sur les livrets dont le solde est inférieur à 100 dinars et qui n'ont pas fait l'objet d'opérations pendant une période de cinq ans. Dans la pratique ces obligations sont dérisoires et ne constituent absolument pas un obstacle au rapport de dépôt avec l'institut.

Les livrets ne sont pas interchangeables, dans ce sens que le titulaire d'un livret des P.T.T. ne peut effectuer des opérations à l'agence, et réciproquement, tout en ayant la faculté d'opérer avec des agences ou des bureaux de poste différents de ceux qui ont émis le livret. Dans ce dernier cas, cependant, pour des retraits excédant 750 DA il est nécessaire d'effectuer l'opération au bureau de poste qui a émis le livret.

Le taux d'intérêt a été augmenté depuis le 1er janvier 1971, de 2,80% il est passé à 3,50% et il est exonéré d'impôts. Cette disposition de la loi de finances de 1971 fait partie d'un lot de mesures prises par les pouvoirs publics en vue de réduire le volume de la thésaurisation et d'accroître la propension à l'épargne des ménages dans le cadre des nouvelles directives du Plan quadriennal. En effet, la tendance à la consommation — conséquence des exemples de dépense correspondant à ceux qui caractérisent les pays industrialisés — avait atteint des limites excessives, elles étaient trop élevées par rapport aux niveaux de la production nationale et avaient des répercussions négatives sur les prix et sur les opérations courantes de la balance des paiements.

Le gouvernement a donc bloqué ou réduit l'importation de divers produits de luxe et il a, en même temps, augmenté les charges fiscales sur les biens de consommation non essentiels. À côté de ces formes d'impositions sur les consommations de luxe, le gouvernement s'est efforcé de créer les conditions propices à un

plus fort cumul d'épargne volontaire, confiant à la C.N.E.P. la mission d'instituer une formule d'épargne-logement et de créer une structure de dépôts particulière (compte épargne-devises) destinée à collecter l'épargne des citoyens algériens émigrés en France. Les autorités économiques du Pays décrétaient enfin la suspension de toutes formes de crédit susceptibles d'augmenter les consommations, y compris — et ce, avec des répercussions immédiates sur les emplois de la C.N.E.P. — les prêts sociaux (loi de finances de 1970).

La formule épargne-logement, instituée par décret du 19 février 1971, est destinée à remplacer les prêts à la construction accordés par la C.N.E.P. et suspendus, de même que les prêts hypothécaires, dans l'attente de restructurer le secteur du bâtiment et vu la nécessité de destiner l'épargne en priorité au financement des investissements du secteur industriel.

La structure technique de la formule en question est, contrairement aux projets adoptés dans divers autres Pays, très simple et extrêmement souple. Avant tout, elle n'est pas distincte ou autonome en comparaison du rapport de dépôt documenté par le livret commun, dans lequel des retraits et des versements peuvent être effectués librement. Le financement — accordé uniquement pour de nouvelles constructions à faire soit individuellement soit en coparticipation et destinées à être habitées par le propriétaire — n'est pas lié à des plans de versements fixés d'avance, mais dépend des conditions suivantes: 1) existence d'un compte de dépôt d'épargne constitué depuis 36 mois au moins, à l'exception de ceux ouverts avant le 1er juillet 1971 qui autorisent la demande de prêt à partir du 1er janvier 1974, 2) existence d'un crédit pour intérêts dont le montant excède 350 DA.

Les intérêts échus servent de paramètre à la détermination du montant du prêt qui est calculé: a) sur la base du capital qui,

versé en une seule fois, aurait porté intérêt jusqu'à la date de la demande de financement, ces intérêts étant inscrits sur le livret, b) en multipliant le capital en question par un coefficient déterminé. Lorsque le prêt est demandé avant 60 mois à compter de la date d'ouverture du livret d'épargne, le coefficient est égal à 1,5, dans le cas contraire il est égal à 2. En aucun cas le montant du crédit ne peut excéder 100.000 DA et sa durée va de 5 à 20 ans. Le taux d'intérêt est fixé à 5% ou à 6% suivant que l'échéance du prêt est inférieure ou supérieure à 10 ans.

Si le montant du crédit est de moins de 10.000 DA, il est octroyé en une fois, alors que, dans le cas contraire, le versement est effectué en trois fois, sur présentation des pièces justificatives des travaux effectués: plus précisément 40% au début des travaux et une fois terminées les formalités relatives à la prise de garantie hypothécaire et à son enregistrement, 40% une fois terminées les fondations, les murs maîtres et le toit (gros-oeuvre), les 20% restant à la fin des travaux après qu'une expertise a été faite par l'institut et qu'une police d'assurance contre l'incendie a été stipulée.

En ce qui concerne les garanties, outre celle fournie par une hypothèque de premier rang dans le cas où le prêt est de plus de 10.000 DA, on exige toujours que soit stipulé un contrat d'assurance sur la vie et contre l'incendie au bénéfice de l'institut; dans des cas précis, il est également nécessaire de fournir des cautions personnelles.

Nous avons déjà vu qu'en plus du dépôt d'épargne traditionnel, la C.N.E.P. a récemment institué une structure spéciale de collecte destinée à recueillir la contrevalet en dinars des fonds remis en devises par les émigrés. On peut synthétiser comme suit les principales conditions réglementant le rapport en objet: 1) les fonds remis doivent être des devises convertibles, 2) le premier

TABLEAU 30

COMPTES D'ÉPARGNE DE LA C.N.E.P.

Année	Augmentation absolue		Montant global en fin de période	
	Livrets	Dépôts	Livrets	Dépôts
1966	24.107	39.819.360,00	24.107	39.819.360,00
1967	28.432	49.158.375,39	52.539	88.977.735,39
1968	485.351	96.664.371,01	537.890	185.642.106,40
1969	52.774	98.490.812,16	590.664	284.132.918,50
1970 (juin)	31.440	82.377.958,50	622.104	366.510.877,06

versement ne doit pas être inférieur à l'équivalent en devises étrangères d'une somme de 50 dinars, 3) ce rapport n'est pas documenté par un livret mais par de simples certificats de crédit ou de débit, 4) les remboursements ne peuvent être effectués sur l'étranger, 5) les retraits ont lieu, du point de vue technique, au moyen de chèques émis par le titulaire du dépôt à son ordre — dans le cas où il se trouve sur le territoire algérien — ou en faveur de tiers, 6) le taux d'intérêt est de 4,50 %, 7) le dépôt donne droit aux avantages de la formule épargne-logement dans les mêmes conditions que celles exposées plus haut, avec, pour unique exception que le financement n'est consenti que si les intérêts échus atteignent un montant au moins égal à 450 DA. La progression de la collecte des dépôts d'épargne de la C.N.E.P. est mise en évidence par le Tableau 30.

L'augmentation progressive de la collecte et du nombre des comptes est une preuve des résultats satisfaisants obtenus par l'institut, surtout si l'on tient compte de ce qu'ils ont été atteints en cinq années seulement d'activité.

Toutefois, divers facteurs, intrinsèques au concept même du sous-développement, entravent le processus de formation et de

mobilisation de l'épargne des ménages, dont il résulte que, pour 1.000 habitants il y a 56 livrets de dépôt et le montant moyen de chacun est de 48 dinars, ces facteurs sont la conséquence conjuguée du faible niveau de revenu, du chômage, de circonstances de nature démographique et des insuffisances de la caisse d'épargne en matière de structure et d'organisation (1).

La répartition de la collecte par catégorie socio-professionnelle de déposants résulte ainsi composée:

— Fonctionnaires et employés	32,05%
— Salariés	17,97%
— Mineurs (de moins de 21 ans)	11,11%
— Retraités et autres personnes percevant un revenu fixe	7,38%
— Militaires	6,90%
— Commerçants, professions libérales	3,31%
— Agriculteurs, artisans	3,12%
— Sociétés	0,08%
— Autres catégories	18,08%

Ces résultats montrent comment ce sont surtout les fonctionnaires et les salariés qui constituent la principale source de cumul d'épargne monétaire et la clientèle la plus importante de l'institut. La C.N.E.P. estime, cependant, qu'il lui sera possible d'augmenter le flux des dépôts provenant des autres catégories d'épargnants, en

(1) « ... les handicaps, momentanés ou durables, de notre épargne sont multiples et variés: une faible densité de population, un niveau de vie peu élevé, une population extrêmement jeune (56% de moins de 19 ans) ajouté à un pourcentage élevé de femmes, pas de travail pour tous, une Caisse d'épargne trop récente, des services insuffisamment rodés et parfois inadaptés, des ressources humaines et matérielles limitées en quantité et en qualité, et d'autres insuffisances encore qui font que la clientèle soit freinée et qu'elle progresse lentement ». T. IMALHAYENE, *Rapport*, *op. cit.*

particulier de celles ayant des revenus permettant un amas d'épargne relativement élevé (commerçants, industriels, personnes ayant une profession libérale), elle y parviendra en intensifiant, d'une part, l'action de vulgarisation et, d'autre part, la qualité et l'efficacité de ses services. A ce propos, l'institut devrait pouvoir se gagner une nouvelle clientèle grâce à l'augmentation du potentiel de son réseau de collecte et à l'élaboration électronique des données concernant les opérations de dépôt (en cours de mise au point). La formule épargne-logement représente, en outre, pour les classes de la société d'un revenu moyen — bien qu'il soit encore impossible d'en apprécier en si peu de temps les résultats — un instrument adéquat de valorisation de l'épargne et du rapport de dépôt confié à l'institut (1). En ce qui concerne les classes moins aisées et, en particulier, les classes rurales parmi lesquelles la méfiance à l'égard des services de dépôt et les formes de thésaurisation sont les plus répandues, l'intervention de la C.N.E.P. est surtout basée sur une action de vulgarisation intensive et capillaire.

(1) Bien que les classes possédant un revenu moyen et élevé soient potentiellement susceptibles d'amasser des sommes à épargner, deux facteurs viennent mettre un obstacle à ce cumul dans la pratique: l'effet démonstratif des consommations, et une diversification insuffisante des activités financières productives. Le premier a une origine de caractère social et provient d'une sous-évaluation de l'utilité du processus de cumul des économies, il implique donc un ensemble d'interventions tendant essentiellement à augmenter la propension à l'épargne (nous devons tenir compte de ce que ces catégories ont dépassé le stade de la thésaurisation). L'offre d'incitations adéquates et de services collatéraux s'introduisant éventuellement dans le rapport de dépôt, pourraient avoir un effet utile, surtout s'ils viennent s'encadrer dans une politique cherchant à valoriser l'importance de l'épargne, individuelle et collective.

Le second facteur, du fait de la structure élémentaire du marché du crédit, rend nécessaire et opportune l'offre d'une gamme de formes techniques de dépôts qui soit diversifiée en fonction des préférences et des exigences des diverses catégories de déposants. Le premier pas en faveur de cette diversification des moyens de récolte a été fait comme nous l'avons constaté précédemment moyennant la réalisation de la formule épargne-logement.

b) L'investissement de l'épargne

Un degré de différenciation élevé caractérise les emplois de la C.N.E.P., on enregistre, à côté de l'octroi des prêts individuels et du financement des collectivités locales, la prise de participations dans quelques sociétés et des investissements de nature immobilière. L'institut s'est vu, en outre, conférer le monopole du financement à la construction de H.L.M. (Habitations à Loyer Modéré) utilisant pour ce dernier outre les dépôts collectés, des fonds du Trésor spéciaux.

1) Les prêts individuels. — Cette catégorie de financements, dont l'octroi a été suspendu par la loi de finances de 1970, comprenait: a) des prêts à la construction, b) des prêts hypothécaires, c) des prêts sociaux. Etudions rapidement la structure technique de chacun d'eux. Les prêts à la construction destinés à être remplacés par ceux consentis dans le cadre de l'épargne-logement n'étaient plus accordés qu'aux titulaires de dépôts à l'institut qui étaient, en outre, propriétaires de leur terrain. La durée maximum était de 25 ans et le taux compris entre 4,75% (pour 5 ans) et 5,75% (pour 25 ans). Le crédit était conditionné par l'apport de cautions hypothécaires et par la stipulation d'un contrat d'assurance sur la vie et contre l'incendie dont l'institut était le bénéficiaire. Le montant du prêt ne pouvait excéder un plafond de 80.000 dinars. Les prêts hypothécaires, contrairement aux précédents, étaient caractérisés, en particulier, par leur durée: 10 ans, et un taux d'intérêt de 7 pour cent.

Les prêts sociaux étaient consentis à des fonctionnaires et des employés de l'Etat, des collectivités locales et d'autres institutions publiques, pour un montant maximum égal à trois fois la rémunération mensuelle. Le prêt était remboursable en 12 mensualités et le taux d'intérêt était fixé à 6 pour cent.

2) Le financement des collectivités locales (communes et départements). — On peut considérer la C.N.E.P. comme le banquier des collectivités locales: en effet, sur autorisation préalable du Ministère de l'Intérieur elle accorde des crédits de trésorerie et des financements pour la réalisation d'ouvrages d'infrastructure aux communes et aux départements (wilaya). Leur durée ne peut être de moins de 5 ans et ne doit pas excéder 20 ans, le taux d'intérêt est fixé à 5%. Les prêts aux collectivités locales sont de beaucoup les plus importants si on les compare aux prêts individuels: en 1969, en effet, les communes à elles seules reçurent environ 500 crédits à long terme, pour un montant de 85 millions de dinars environ.

3) Prise de participations. — L'institut a pris des participations au capital des sociétés suivantes: a) Société de promotion immobilière (40%), b) Société Algérienne de réalisation et de promotion industrielle (20%), c) Société Algérienne de réalisation touristique (20%), d) Coopérative des jeunes bâtisseurs (33%).

4) Investissements immobiliers. — La C.N.E.P. a opéré dans le domaine de l'immobilier sous deux formes. Exception faite des immeubles destinés à l'exercice de son activité, elle a acheté des propriétés diverses, principalement à Alger. Il s'agit, en particulier, de terrains et, étant donné le rôle de l'institut dans le domaine de l'entraide et des assurances sociales, de deux centres hospitaliers importants. En second lieu, la C.N.E.P. a fait édifier auprès d'Alger des bâtiments à usage d'habitation, dont le coût est d'environ 10 millions de dinars. Les projets de construction d'autres immeubles ont, cependant, été suspendus lorsque le Plan quadriennal est entré en vigueur. A dater de ce moment, en effet, seuls les immeubles à usage d'habitation dont les projets ont été approuvés, au préalable, par les autorités chargées du plan, peuvent être cons-

truits, et leurs projets ont été inscrits au programme spécial de la construction.

5) Le financement de la construction planifiée. — Le 4 août 1970 la C.N.E.P. a assumé le monopole du financement de la construction populaire planifiée, dont la réalisation a été confiée aux H.L.M., institutions placées sous la tutelle de la commune et du département. Contrairement à ce qui s'est passé antérieurement, au cours de la période où les fonds étaient octroyés directement et uniquement par le Trésor, à dater de 1971 les susdits crédits sont consentis par la C.N.E.P. utilisant, conformément au nouveau schéma de financement, les dépôts collectés chez le public et les affectations spéciales du Trésor.

Aux termes de la nouvelle procédure, aucun projet ne pourra être mis en oeuvre s'il n'a pas fait l'objet d'une décision d'individualisation par le Secrétariat d'Etat au Plan, s'il n'a pas été établi un plan de financement approuvé par le Comité Technique de l'Habitat et des accords de crédit n'ont pas été conclus avec la C.N.E.P.

Le susdit Comité a été créé récemment à la C.N.E.P., il comprend, outre le Directeur général de l'institut qui en est le Président, les cinq membres suivants: 1) le Directeur de la Section Trésor et Crédit du Ministère des Finances, 2) le Directeur du Service Ministériel Urbanisme et Habitat, 3) le représentant du Ministère de l'Intérieur, 4) le Vice-directeur du Service Infrastructures et Construction du Secrétariat d'Etat au Plan, 5) le Vice-directeur de la Section Affaires Financières de la C.N.E.P.

Le Comité est chargé de préparer les plans de financement de la construction planifiée, d'évaluer la capacité de remboursement des sociétés de construction et de définir la proportion entre les crédits accordés avec ses ressources propres et les fonds du Trésor, ainsi que leur durée. Les décisions prises par le Comité technique sont communiquées par la C.N.E.P. aux différents organismes

intéressés à l'opération, figurent parmi ceux-ci, outre les sociétés de construction, la Direction des Travaux Publics et de la construction du département, le Chef du département (Wali), la trésorerie du département et le Ministère des Travaux Publics et de la construction.

A la rédaction des plans de financement fait suite la stipulation des conventions de crédit qui sont de deux sortes: générale et particulière. La première concerne le montant de crédit accordé annuellement aux sociétés de construction et sa répartition parmi les fonds provenant de la collecte de la C.N.E.P. (échéance à vingt ans et taux d'intérêt de 4,75%) et ceux accordés par le Trésor (octroyés au taux de 1% et d'une durée de trente ans). La convention particulière, par contre, concerne la distribution du crédit parmi les diverses opérations et les modalités de financement (durée, taux d'intérêt, coût de l'opération, modalité de remboursement).

L'utilisation des crédits consentis s'effectue par l'intermédiaire de la Trésorerie du département (wilaya) à laquelle la C.N.E.P. verse tous les deux mois les fonds nécessaires aux paiements. La trésorerie doit, d'autre part, adresser mensuellement à la C.N.E.P. un bilan des emplois avec toutes les pièces justificatives des débours. De son côté, l'institut envoie au Ministère des Finances et au Secrétariat d'Etat au Plan une situation mensuelle des utilisations classées par société débitrice, par projet et selon la nature du prêt; en outre, il lui adresse chaque trimestre un compte-rendu analytique sur la marche des opérations et l'emploi des crédits pour chacun des projets.

Rappelons enfin que les financements consentis par la C.N.E.P. bénéficient de la caution de l'Etat, l'institut a donc la faculté, en cas de non remboursement des versements dûs par un débiteur pour amortir sa dette, d'en réclamer le règlement au Trésor.

En plus de cette collecte et de cet investissement de l'épargne la C.N.E.P., du fait qu'elle a repris les activités de la Caisse de solidarité des départements et communes d'Algérie, exerce deux autres fonctions importantes. Il s'agit de l'administration des fonds spéciaux des collectivités locales et de la mise en oeuvre de formes particulières d'assurance.

c) Fonds des collectivités locales

Les fonds en objet sont alimentés par différentes ressources de nature fiscale et se divisent en deux catégories: 1) Fonds de garantie départemental et communal. 2) Fonds de solidarité départemental et communal. Les premiers ont été prévus par le Code des communes et sont destinés à garantir intégralement le rendement des impôts directs des collectivités locales dans la proportion fixée chaque année par les ministères compétents. En revanche, les fonds de solidarité ont pour objet de faire face à diverses exigences des collectivités locales et sont, à leur tour, divisés en de multiples sections suivant leur destination et la nature des ressources qui les alimentent (1).

d) Fonds sociaux du personnel des collectivités locales et des instituts hospitaliers

Il y a trois catégories de fonds sociaux: 1) Fonds mutuel de prévoyance, 2) Fonds de compensation des allocations familiales, 3) Fonds de compensation des prestations en espèces.

(1) Il s'agit, en particulier, des destinations suivantes: 1) attribution de péréquation, 2) subventions extraordinaires, 3) subventions d'équipement, 4) subventions pour travaux de voirie, répartition d'un quota de la taxe unique sur la valeur ajoutée (T.U.V.A.), 6) assistance aux personnes âgées, 7) répartition d'un quota du produit fiscal du pétrole au bénéfice des collectivités du Sud, 8) formation et perfectionnement du personnel des collectivités locales, 9) administration des quotas pour l'assistance hospitalière et l'hygiène à la charge des collectivités locales.

La première catégorie constitue en fait une caisse d'assurance sociale qui, alimentée de contributions proportionnées à l'entité des salaires et des traitements versées en partie par les personnes percevant ces revenus et en partie par les administrations locales et les instituts hospitaliers, doit couvrir des risques déterminés pesant sur le bénéficiaire et sa famille (maladie, invalidité, maternité, etc.).

Le second fonds a une fonction de péréquation, parmi les diverses collectivités locales, du montant des allocations familiales versées par ces collectivités au cours de l'année, et le fonds prend, en outre, à sa charge, des quotas de dépenses relatives aux initiatives de caractère social.

Le troisième fonds, enfin, fournit au personnel des institutions en objet frappé de certains risques bien définis (longue maladie) les rétributions voulues pour le compte de ces institutions qui les remboursent par la suite sur la base d'une péréquation.

9. CONCLUSIONS

Nous avons fait observer au cours de cet ouvrage, comment s'est effectuée, depuis 1962, l'acquisition par l'Algérie de pouvoirs monétaires réels et d'autorité en matière de crédit, cette mission a été accomplie progressivement et suivant deux lignes directrices essentielles: la première a été celle qui a abouti à la création d'une banque centrale autonome, à l'émission d'une monnaie nationale distincte du franc français, à l'adoption du contrôle des changes vis-à-vis de la France, avec pour conséquence l'abandon de la Zone franc par l'Algérie.

La seconde est représentée par le processus d'algérianisation du système bancaire, effectué au moyen de la création de banques nationales publiques et l'incorporation progressive de la

part de ces dernières des filiales des banques étrangères opérant sur le territoire national.

Contrairement à ce qui a eu lieu dans d'autres pays en voie de développement, l'algérianisation du système bancaire s'est insérée dans un contexte plus vaste d'étatisation des structures de production du Pays, caractérisé actuellement par une forte ingérence de l'Etat dans l'économie.

Il ne semble pas, jusqu'à présent, que la nationalisation du réseau bancaire ait résolu le problème du financement du développement de l'économie algérienne lequel, entre autres circonstances, est sans aucun doute lié à l'efficacité du système bancaire, à son tour, celle-ci ne dépend pas nécessairement de la nature de l'objet économique des diverses sociétés de crédit (1).

Malgré ce processus de restructuration, le système bancaire algérien est encore caractérisé par de nombreux déséquilibres provenant soit de carences d'ordre structurel, surtout en ce qui concerne l'articulation territoriale, limitée et concentrée dans les zones du nord du Pays, soit de déficiences de nature fonctionnelle.

Si l'on se réfère à ces dernières, on remarquera combien le concept d'un système bancaire hautement spécialisé — et qui n'est donc pas compétitif dans l'exercice de son rôle d'administrateur de ce fonds central et collectif de ressources financières auquel faisait allusion le Ministre des Finances en décembre 1966 — n'a pas entièrement répondu à la réalité. Des concurrences et des conflits d'autorité se sont en fait créés parmi les diverses banques nationales, en dépit de la nature publique de leurs sujets économiques et du contexte dans lequel elles opéraient. Cet état de choses a été surtout marqué en ce qui concerne

(1) Consulter à ce sujet: G. DELL'AMORE, *La struttura delle aziende di credito*, éd. Giuffrè, Milan, 1967, page 55 et suivantes.

l'acquisition des dépôts des sociétés nationales les plus importantes et le droit d'effectuer des opérations déterminées. C'est le cas, par exemple, de la B.N.A. et de la B.E.A. pour le monopole des services financiers avec l'étranger (1).

Depuis 1970, l'activité du système bancaire a été réglementée dans un contexte dont la tendance typique est la décentralisation des décisions prises en matière d'investissement et de financement au sein des divers organismes publics. Cette réglementation comprend un ensemble de normes et de dispositions groupées sous la dénomination de planification financière, elles ont pour objet de diriger les flux financiers suivant des lignes déterminées par le plan. L'art du banquier s'est donc transformé, suivant cette perspective, en une fonction de contrôle de l'utilisation des financements accordés aux entreprises publiques, toutefois il dispose en fait d'un pouvoir discrétionnaire réduit en ce qui concerne l'octroi de ces financements.

Par conséquent, le système bancaire algérien a eu surtout une fonction passive se limitant à financer les prêts nécessaires aux entreprises publiques. Par contre, l'action active, pour promouvoir et valoriser les différentes initiatives productives n'a pas eu lieu dans la réalité. D'ailleurs, le déroulement de cette fonction impliquerait l'acceptation d'une stratégie de développement à la place de celle fondée actuellement sur la planification coercitive.

Cette observation ne saurait faire méconnaître, après que des analyses théoriques et des expériences en aient fait la preuve pendant plusieurs décennies, la propulsion donnée par l'entreprise publique comprise comme un instrument complémentaire utilisé par les pouvoirs publics pour accélérer et promouvoir le dévelop-

(1) Consulter pour de plus amples détails: P. PASCALLON, *Le système monétaire et bancaire Algérien*, *op. cit.*, page 876 et suivantes.

pement du système économique. Si cette expérience est vérifiée pour les économies évoluées, elle l'est, à plus forte raison, pour les économies arriérées, là où un ensemble de circonstances n'inciteraient pas l'entrepreneur individuel à effectuer certains investissements ou à prendre des initiatives d'importance primaire pour le développement.

Cet aspect, non seulement justifie, mais rend nécessaire l'intervention du gouvernement dans l'économie sur la base de la programmation. Il en découle, d'ailleurs, l'exigence de coordonner les emplois et l'activité du système bancaire conformément aux choix effectués par les pouvoirs centraux et une planification financière devient donc nécessaire pour orienter, dans le sens voulu, les investissements bancaires et les harmoniser à l'échelle des priorités prévues par les programmes au fur et à mesure qu'ils sont élaborés.

Tout en reconnaissant qu'une intervention programmée de l'Etat dans l'économie est opportune, il est nécessaire, cependant, de conserver un équilibre entre l'initiative publique et l'initiative individuelle, en vue d'assurer les conditions institutionnelles permettant au système bancaire de dérouler une fonction active de promotion des initiatives productives. Mais, cet équilibre, comme il a été mis en relief plusieurs fois dans cette étude, n'a pas été atteint dans le contexte économique algérien.

Exception faite de la question des investissements étrangers qui peut comporter des répercussions d'ordre politique, le fait d'avoir dépassé le point d'équilibre prive le Pays d'un instrument de développement important, surtout depuis que la doctrine et l'expérience ont fait ressortir le rôle de première importance joué par les petites et moyennes entreprises, expression de la capacité des entrepreneurs locaux lesquels, grâce à la différenciation des initiatives sur le plan qualitatif et territorial, permettent de dé-

velopper les effets de diffusion inhérents aux grands investissements, et contribuent activement de cette manière au développement du revenu national, de l'emploi et de l'épargne (1).

Il est clair, cependant, que ces initiatives ne sont pas facilement prises, surtout dans les régions en voie d'expansion, c'est précisément pour ce motif que les pouvoirs publics doivent en promouvoir la formation. Quand bien même le crédit ne représente qu'un des instruments capables de solutionner le problème en objet, le rôle que peut jouer le système bancaire pour y parvenir,

(1) « Les petites et moyennes entreprises retiennent de plus en plus l'attention des pouvoirs publics auxquels l'expérience a appris qu'un vaste fractionnement de la production peut utilement co-exister avec la formation de grands complexes industriels et permet même d'en neutraliser les dangers, tant sur le plan politique et social, que du point de vue économique. Sous ce dernier aspect, il a été prouvé que les petites et moyennes entreprises de toutes catégories constituent un facteur favorable à une propension diffuse à l'épargne, celle-ci s'en trouve, en outre, plus flexible et plus mobile. D'autre part, les sociétés en question constituent un riche vivier d'entrepreneurs où les capacités d'innovation des opérateurs économiques les mieux préparés se forment plus facilement ». G. DELL'AMORE, *Il risparmio in una economia dinamica*, éd. Giuffrè, Milan, 1969, page 18.

La fonction des petites et moyennes entreprises dans les Pays en voie de développement a été également soulignée par d'autres auteurs. E. Staley et R. Morse, par exemple, font observer combien: « Small factories can contribute to economic growth, first, through the introduction of many products in which such factories are prevalent even in modern economies, but which are new to most nonindustrialized societies. Small factories in these industries are profitable and socially beneficial even though they do not exhibit great individual growth. Many products of such industries are in great demand in developing countries. Their introduction, if suitable in the country's particular circumstances, will promote the diversification of manufacturer and the emergence of healthy new enterprises that are vital elements in economic transformation ». Voir: E. STALEY et R. MORSE, *Modern small industry for developing countries*, Mc Graw-Hill, 1965, page 105. Se référer à ces mêmes auteurs en ce qui concerne une étude approfondie sur la contribution et les modalités de la participation des petites entreprises au développement du système économique. En ce qui a trait, en particulier, aux problèmes financiers des entreprises en question voir, par contre, l'étude de R.W. DAVENPORT, *Financing the small manufacturer in developing countries*, Mc Graw-Hill, 1967.

s'il est efficient du point de vue structurel et fonctionnel, est, sans nul doute, valide et reconnu comme nécessaire par les autorités économiques des divers pays industrialisés et en voie de développement; cependant, le concours du système bancaire exige l'existence d'une autonomie, contrôlée évidemment, de chacune des sociétés de crédit.

Si, jusqu'à présent, le système bancaire algérien ne semble pas avoir adopté ces lignes directrices comme un instrument autonome de développement de l'économie, et surtout des initiatives locales, on ne saurait exclure *a priori* qu'il n'évolue dans ce sens au cours d'un très proche avenir. Ainsi que nous l'avons déjà rappelé, le Ministre des Finances a insisté pour promettre qu'avant la fin de la période couverte par le Plan quadriennal 1970-1973, le problème de la structure du système de crédit fera l'objet de décisions fondamentales. Il reste à voir si celles-ci permettront une libéralisation de l'activité bancaire ou si elles aboutiront, au contraire, à la création d'une banque unique sur le modèle de la *Gosbank* soviétique, solution qui, en son temps, fut proposée par certains dirigeants de l'économie du Pays.



ABRÉVIATIONS

A.L.N. - Armée de la Libération Nationale.

AS.COOP. - Association de coopération.

B.A. - Banque de l'Algérie.

B.C.A. - Banque Centrale d'Algérie.

B.C.E.A.E.C. - Banque Centrale des Etats de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun.

B.C.E.A.O. - Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

B.E.A. - Banque Extérieure d'Algérie.

B.F.C.E. - Banque Française du Commerce Extérieur.

B.I.A.M. - Banque Industrielle pour l'Algérie et la Méditerranée.

B.I.A.N. - Banque Industrielle de l'Afrique du Nord.

B.I.R.D. - Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.

B.N.A. - Banque Nationale d'Algérie.

B.N.C.I. - Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie.

B.N.C.I.A. - Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (Afrique).

B.N.P. - Banque Nationale de Paris.

C.A.A.R. - Caisse Algérienne d'Assurance et de Réassurance.

C.A.C.A.M. - Caisse Algérienne de Crédit Agricole Mutuel.

C.A.C.B. - Compagnie Algérienne de Crédit et de Banque.

C.A.D. - Caisse Algérienne de Développement.

C.C. des S.A.P. - Caisse Centrale des Sociétés Agricoles de Prévoyance.

C.C.M.A. - Caisse de Crédit Municipal d'Alger.

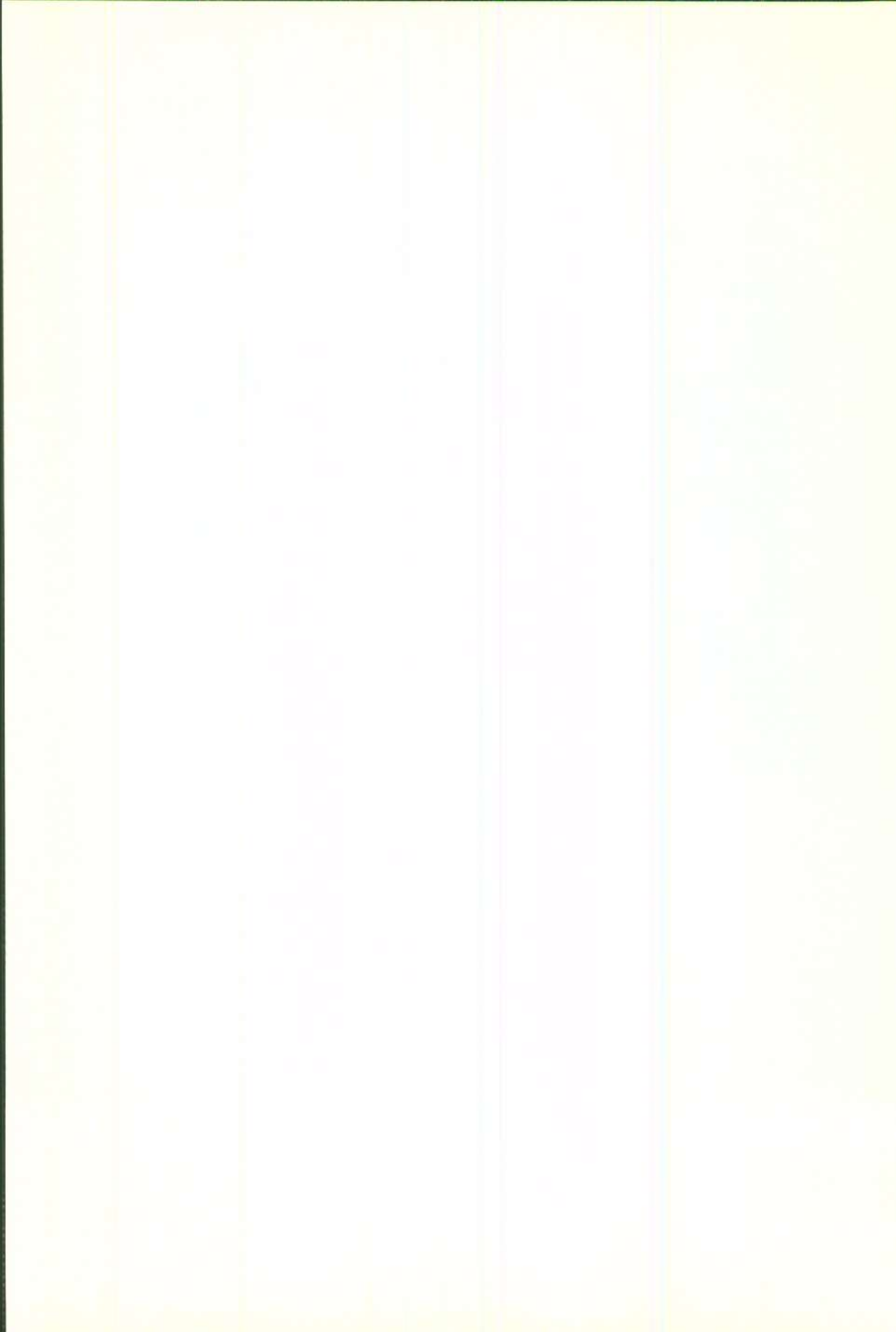
C.C.R.A. - Centre Coopératif de la Réforme Agraire.

C.C.R.M.A. - Caisse Centrale de Réassurance des Mutuelles Agricoles.

C.D.R.A. - Commissariat Départemental de la Réforme Agraire.

- C.E.D.A. - Caisse d'Équipement pour le Développement de l'Algérie.
- C.E.E. - Communauté Economique Européenne.
- C.F.A. franc - Franc de la Communauté Financière Africaine.
- C.F.A.T. - Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie.
- C.I.C. - Crédit Industriel et Commercial.
- C.N.E. - Caisse Nationale d'Épargne.
- C.N.E.P. - Caisse Nationale d'Épargne et de Prévoyance.
- C.N.E.P. - Comptoir National d'Escompte de Paris.
- C.N.I. - Commission Nationale des Investissements.
- C.O.R.A. - Coopérative de la Réforme Agraire pour l'Exportation.
- C.O.R.E. - Coopérative d'écoulement pour le marché intérieur.
- C.P.A. - Crédit Populaire d'Algérie.
- C.T.I.B. - Comité Technique des Institutions Bancaires.
- C.T.I.B.N. - Comité Technique des Institutions Bancaires Nationales.
- D.D.A. - Direction Départementale de l'Agriculture.
- D.S.A. - Direction des Services Agricoles.
- E.U. - Etats-Unis.
- F.L.N. - Front de la Libération Nationale.
- F.M.I. - Fonds Monétaire International.
- G.A.T.T. - *General Agreement on Tariffs and Trade*.
- H.L.M. - Habitations à loyer modéré.
- I.D.A. - *International Development Association*.
- M.A.R.A. - Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire.
- O.A.I.C. - Office interprofessionnel des céréales.
- O.C.I. - Organisme de Coopération Industrielle
- O.F.L.A. - Office des fruits et légumes d'Algérie.
- O.N.A.B. - Office national des aliments du bétail.
- O.NA.CO. - Office national de commercialisation.
- O.NA.LAIT - Office national du lait.
- O.N.ALFA - Office national de l'alfa.
- O.NA.P.O. - Office national des produits oléicoles.

- O.N.C.V. - Office national de commercialisation du vin.
- O.N.R.A. - Office national de la Réforme Agraire.
- O.P.E.C. - *Organisation of Petroleum Exporting Countries.*
- P.N.B. - *Produit National Brut.*
- P.T.T. - Postes, Télégraphes et Téléphones.
- S.A.A. - Société Algérienne d'Assurance.
- S.A.P. - Société Agricole de Prévoyance.
- S.I.P. - Société Indigène de Prévoyance.
- S.N.CO.TE.C. - Société nationale de commercialisation des textiles et des cuirs.
- S.N.N.G.A. - Société nationale des Nouvelles Galeries Algériennes.
- S.N.T.M.G. - Société nationale de transit et de magasins généraux.
- SO.NA.CO.B. - Société nationale de commercialisation des bois et dérivés.
- SO.NA.R.E.M. - Société nationale de recherche et d'exploitation minière.
- SO.NA.TRA.C.H. - Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures.
- SO.PE.F.AL. - Société Pétrolière Française en Algérie.



BIBLIOGRAPHIE

A

ALGÉRIE, Commission Nationale des Investissements. Le Code des investissements, C.A.D., Septembre 1967.

ALGÉRIE, Ministère des Finances. Le Crédit en 1971. Orientations et directives, Mai 1971.

ALGÉRIE, Ministère des Finances. Secrétariat d'Etat au Plan. Plan quadriennal 1970-1973. Rapport général.

ALGÉRIE, Ministère de l'Information. Actualité et Documents, Janvier 1967.

ALGÉRIE, Secrétariat d'Etat au Plan. Tableaux de l'économie algérienne, 1970.

ANON., « La Caisse de Crédit Municipal d'Alger », Algérie & Développement. Dossier Finances, N. 6, 1971.

ANON., « La Révolution agraire engage les campagnes dans la voie du socialisme », Le Monde Diplomatique, Janvier 1972.

ANON., « La transformation du système bancaire algérien et la Banque Centrale d'Algérie », Algérie Presse Service, Bulletin Economique, N. 121, Novembre 1968.

ANON., « L'Evolution du financement de la production agricole », Algérie Presse Service, Bulletin Economique, N. 142, Octobre 1969.

ANON., « Monnaie et crédit instruments de la planification financière et du développement économique », Algérie Presse Service, Bulletin Economique, N. 108, Mars 1968.

ANON., « Pour une politique de rationalisation du crédit agricole », Algérie Presse Service, Bulletin Economique, N. 126, Février 1969.

ANON., « Un Exemple: les offices nationaux algériens », Jeune Afrique, Troisième Trimestre 1971, supplément.

B

BELBAY A., « Les Activités d'assurance en Algérie », Algérie & Développement, Dossier Finances, N. 6, 1971.

BLOCH-LAINÉ E., La Zone franc, Paris, P.U.F., 1956.

BORTOLANI S., « Le système bancaire du Niger », vol. 2 de la Collection: Les marchés du crédit des Pays d'Afrique, Milan, Cassa di Risparmio delle Province Lombarde, 1971.

BRANGER J., *Traité d'économie bancaire*, Vol. I, Paris, P.U.F., 1968.

C

C.A.D., *Fiches d'information*, N. 2-3, 1971.

D

DAVENPORT R. W., *Financing the Small Manufacturer in Developing Countries*, New York, Mc Graw-Hill, 1967.

DELL'AMORE G., *Politica bancaria e politica del risparmio nei Paesi Africani*, Milan, Giuffrè, 1971.

DELL'AMORE G., *La struttura delle aziende di credito*, Milan, Giuffrè, 1967.

DELL'AMORE G., *Il risparmio in un'economia dinamica*, Milan, Giuffrè, 1969.

F

FREDIANI L., Introduction à S. K. BASU, *La Banca Centrale nei Paesi in via di sviluppo* (Collana internazionale di saggi monetari, creditizi e bancari, Milan, Cassa di Risparmio delle Province Lombarde, 1971).

I

IMALHAYÈNE T., « La mobilisation de l'épargne en Algérie dans: La mobilisation de l'épargne dans les Pays africains », Milan, Institut International de l'épargne et Cassa di Risparmio delle Province Lombarde, 1972.

M

MAUGER R., « La Banque de l'Algérie a cent ans », juillet-octobre 1951.

MAURI A., « *La genesi della banca centrale in Kenia, in Tanzania ed in Uganda* », dans *Scritti in onore di G. Dell'Amore*, Milan, Giuffrè, 1969.

O

ONADO M., « *Le banche di sviluppo dei Paesi Africani - Aspetti istituzionali* », dans: *Scritti in onore di G. Dell'Amore*, Milan, Giuffrè, 1969.

P

PASCALLON P., « L'Expérience monétaire algérienne: du satellisme à l'indépendance monétaire », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, N. 3, Septembre 1969.

PASCALLON P., « Le Système monétaire et bancaire algérien, Réalités et perspectives », *Banque*, N. 289, Octobre 1970.

PASCALLON P. et DE LAULANIE J. F., « L'Expérience monétaire algérienne: du satellisme à l'indépendance monétaire », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, N. 1 - Mars 1971.

PICARD E., « La Monnaie et le crédit en Algérie depuis 1830 », Alger, Jules Carbonel, 1930.

R

RUOZI R., « *L'evoluzione strutturale e funzionale del sistema bancario francese* », Milan, Giuffrè, 1966.

S

STALEY E. et MORSE R., *Modern Small Industry for Developing Countries*, New York, et London, Mc Graw-Hill, 1965.

T

TAHAR A., « La Caisse centrale de réassurance des mutuelles agricoles », *Algérie & Développement*. Dossier Finances, N. 6, 1971.

TEMMAM A., « Le Financement des investissements agricoles », *Algérie & Développement*. Dossier Finances, N. 6, 1971.

TEMMAR H., « La Marche vers l'auto-gestion agricole », *Algérie & Développement*, N. 5, 1971.

TIANO A., « Le Maghreb entre les mythes », Paris, P.U.F., 1967.

TIDAFI T., « L'Agriculture algérienne et ses perspectives de développement », Paris, F. Maspero, 1969.

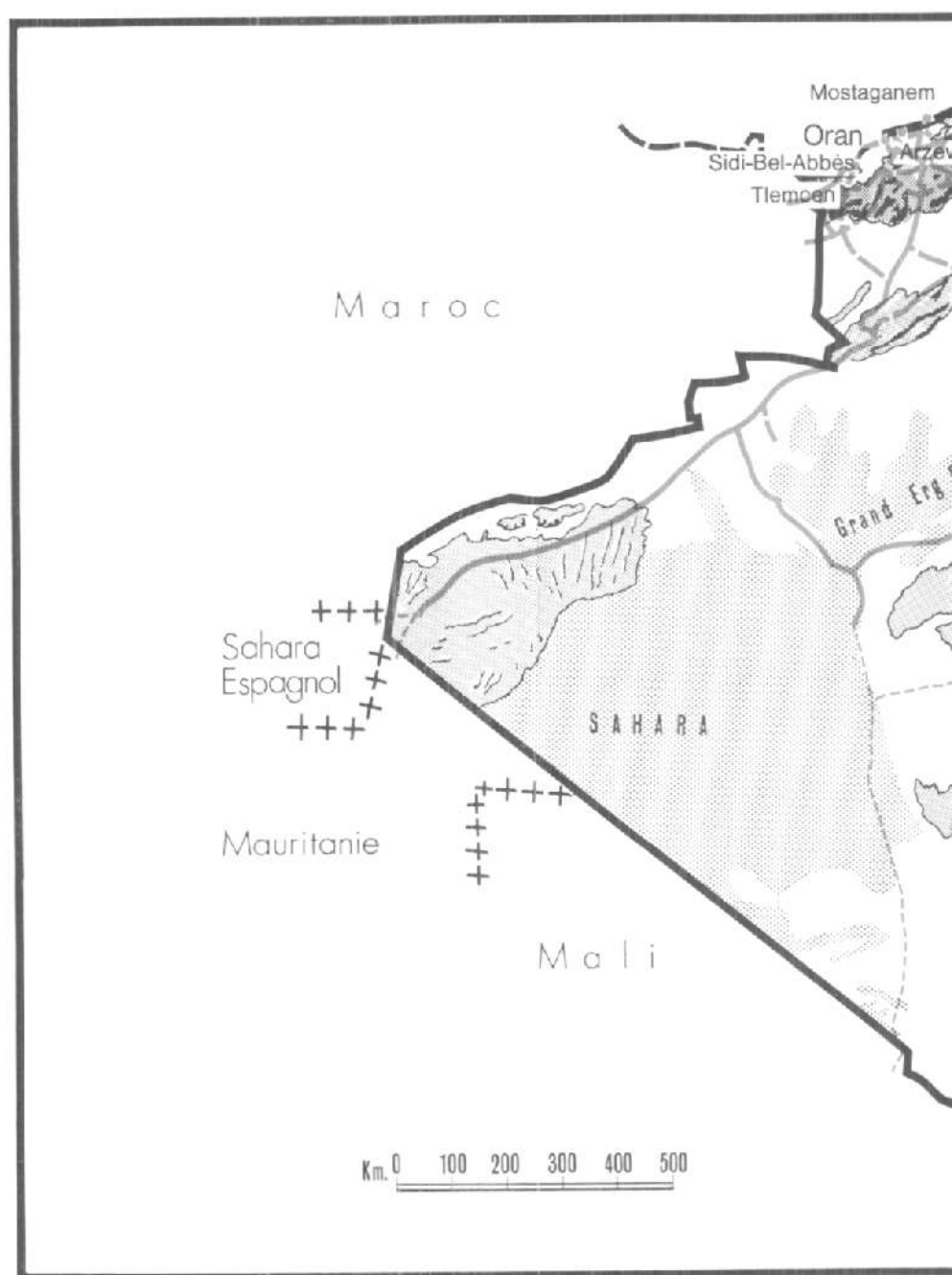
Y

YAKER L., « Les Echanges s'adaptent aux objectifs du développement économique », *Le monde diplomatique*, Janvier 1972.

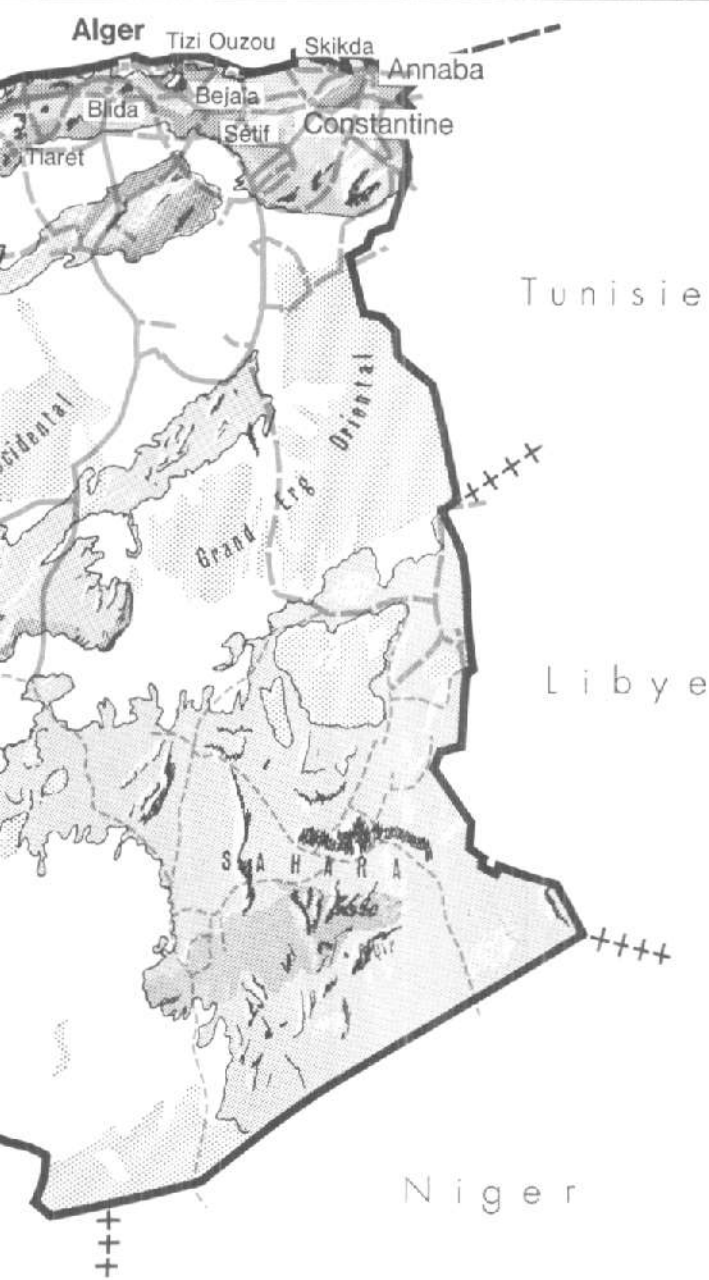


REPUBLIQUE
ALGERIENNE DEMOCRATIQUE
ET POPULAIRE









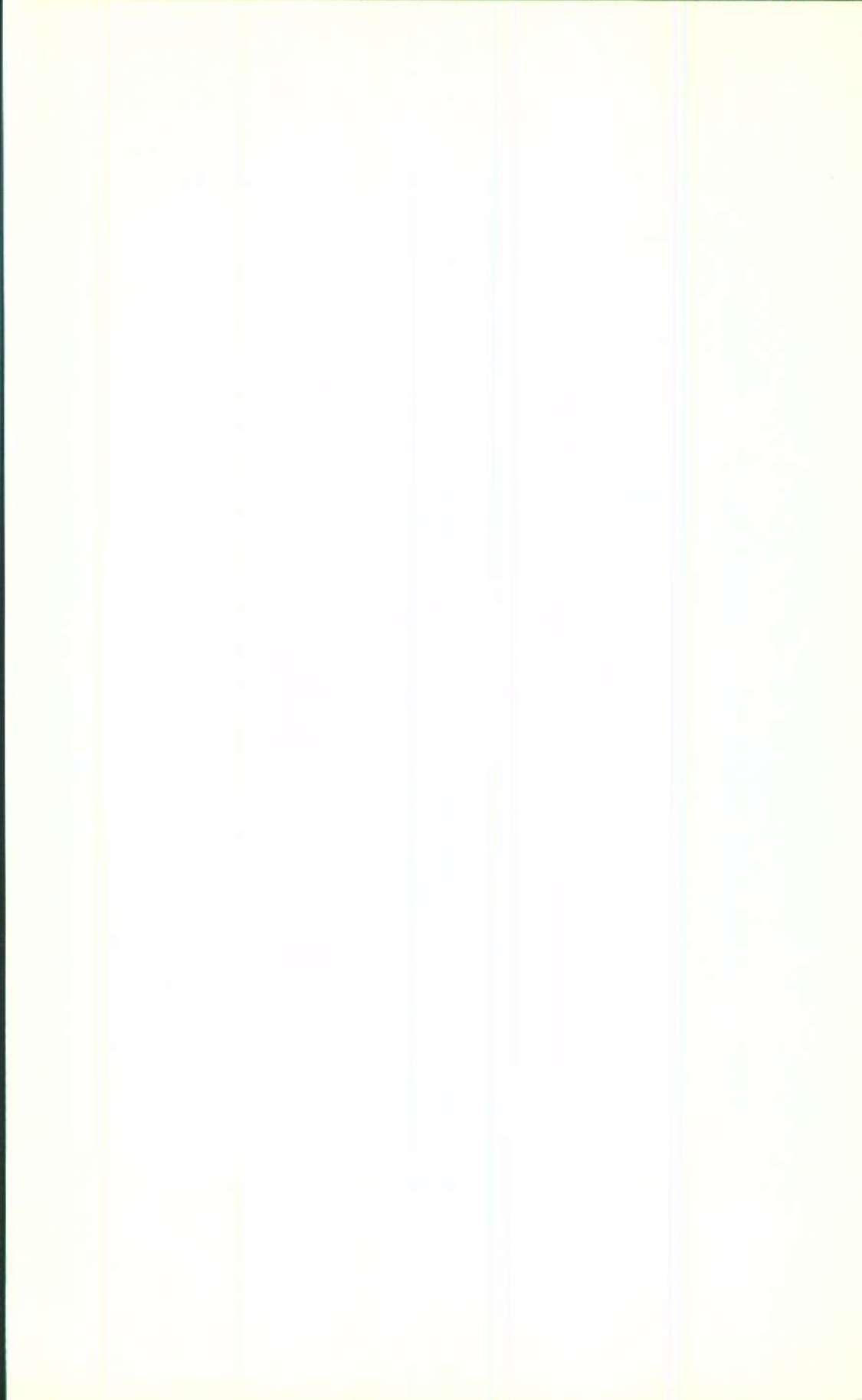


TABLE DES MATIÈRES

	<i>pag.</i>
REMERCIEMENTS DE L'AUTEUR	VII
PREMIÈRE PARTIE: CARACTÈRES FONDAMENTAUX DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE	
1. L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE AU COURS DE LA PÉRIODE ALLANT DE L'INDÉPENDANCE AU PLAN QUADRIENNAL 1970-1973	3
2. AGRICULTURE	9
3. L'INDUSTRIE ET LES RESSOURCES NATURELLES	18
4. RAPPORTS DE L'ALGÉRIE AVEC L'ÉTRANGER	23
5. SECTEUR TERTIAIRE	
a) <i>L'intermédiation commerciale</i>	29
b) <i>Les assurances</i>	30
DEUXIÈME PARTIE: LE SYSTÈME BANCAIRE ALGÉRIEN	
INTRODUCTION	35
Chapitre I: LE SYSTÈME BANCAIRE AVANT L'INDÉPENDANCE	
1. PROCESSUS DE CONSTITUTION ET ÉVOLUTION DE LA BANQUE DE L'ALGÉRIE	41
2. L'ACTIVITÉ DE LA BANQUE DE L'ALGÉRIE	45
a) <i>L'émission et le change des billets</i>	45
b) <i>Crédits à l'économie</i>	56
3. STRUCTURE DU SYSTÈME BANCAIRE	60
a) <i>Les banques commerciales</i>	61

	pag.
<i>b) Les banques d'affaires</i>	64
<i>c) Les sociétés d'escompte</i>	65
<i>d) Le crédit populaire</i>	66
<i>e) Activités des instituts de crédit publics ou semi-publics français .</i>	67
<i>f) La Caisse d'Équipement pour le Développement de l'Algérie (C.E.D.A.)</i>	69
4. INSTITUTS CONSULTATIFS, DE CONTRÔLE, ET DE COORDINATION DES ACTIVITÉS BANCAIRES ET DE LA DIRECTION DU CRÉDIT	70

Chapitre II: ÉVOLUTION STRUCTURELLE ET FONCTIONNELLE DU SYSTÈME BANCAIRE APRES L'INDÉPENDANCE

1. CONSTITUTION DE LA BANQUE CENTRALE D'ALGÉRIE	75
<i>a) Structure et organisation de la B.C.A.</i>	76
<i>b) Missions, buts statutaires et opérations de la B.C.A.</i>	79
2. LES INTERVENTIONS DE L'AUTORITÉ MONÉTAIRE ALGÉRIENNE	85
<i>a) Le contrôle des changes: l'Algérie et la Zone franc</i>	90
<i>b) Contrôle du crédit à la consommation</i>	95
<i>c) Centralisation et contrôle des fonds monétaires des institutions publiques</i>	96
3. PROCESSUS DE RESTRUCTURATION DU SYSTÈME BANCAIRE	104
<i>a) Première phase de transformation du système bancaire pour lui donner une forme strictement « algérienne » (1962-1965)</i>	105
<i>b) Deuxième phase de restructuration du système bancaire pour lui donner une forme strictement « algérienne » (1966-1968)</i>	108
4. CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES ET FONCTIONNELLES DU SYSTÈME BANCAIRE	111
5. LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT, LES INSTITUTIONS CONSULTATIVES, DE CONTRÔLE ET DE COORDINATION DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE ET DE LA DIRECTION DU CRÉDIT, PRIS SÉPARÉMENT	125
<i>a) La Banque Nationale d'Algérie (B.N.A.)</i>	125
<i>b) Le Crédit Populaire d'Algérie (C.P.A.)</i>	128
<i>c) La Banque Extérieure d'Algérie (B.E.A.)</i>	131
<i>d) La Caisse de Crédit Municipal d'Alger (C.C.M.A.)</i>	133
<i>e) La Caisse Algérienne de Développement (C.A.D.)</i>	135

	<i>pag.</i>
6. LA PLANIFICATION FINANCIÈRE	145
<i>a) Généralités</i>	145
<i>b) Le financement des investissements du secteur industriel</i>	159
7. LE CRÉDIT AGRICOLE	164
<i>a) Evolution structurelle et fonctionnelle avant l'indépendance</i>	164
<i>b) Transformations effectuées pendant la période 1962-1968</i>	183
<i>c) Consolidation des structures: la B.N.A. et la planification</i>	202
8. LA CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE (C.N.E.P.) ET LA MOBILISATION DE L'ÉPARGNE DES MÉNAGES	215
<i>a) Mobilisation de l'épargne</i>	217
<i>b) L'investissement de l'épargne</i>	225
<i>c) Fonds des collectivités locales</i>	229
<i>d) Fonds sociaux du personnel des collectivités locales et des insti- tuts hospitaliers</i>	229
9. CONCLUSIONS	230
ABRÉVIATIONS	237
BIBLIOGRAPHIE	241
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE (carte schématique)	245



LISTE DES TABLEAUX

	<i>pag.</i>
1. Produit national brut aux prix du marché et revenu pro capite	5
2. Emplois du produit national brut	5
3. Répartition du produit national brut par secteurs économiques	6
4. Structure du programme des investissements publics	7
5. Répartition des investissements publics par type et par secteur	8
6. Structure du secteur agricole autogéré	13
7. L'emploi dans le secteur agricole autogéré	13
8. Structure du secteur agricole traditionnel	14
9. Structure de la production agricole (1969)	16
10. Structure du secteur industriel (1968)	20
11. Composition des échanges commerciaux	25
12. Balance commerciale de 1955 à 1970	26
13. Principaux pays fournisseurs et clients de l'Algérie en 1970	27
14. Structure du secteur commercial des transactions en gros (1969)	30
15. Primes perçues, sinistres payés et réserves des compagnies d'assurance (1969)	32
16. Disponibilités monétaires et quasi-monétaires et leurs contreparties	100
17. Principaux quotients financiers	103
18. Restructuration du système bancaire	110
19. Répartition des guichets bancaires	113

	<i>pag.</i>
20. Distribution en pourcentage des dépôts et des crédits entre les banques nationales (1969)	114
21. Distributions des dépôts dans les trois banques nationales par structure technique	116
22. Répartition des crédits dans les trois banques nationales d'après leur échéance	119
23. Distribution des crédits dans les trois banques nationales par secteur d'activité de l'économie	119
24. Distribution des activités dans les trois banques nationales . . .	121
25. Composition en pourcentage des prêts d'après leur structure technique	122
26. Distribution régionale des caisses agricoles	177
27. Distribution régionale des sociétés agricoles de prévoyance (1960) . .	183
28. Composition en pourcentage des coûts des exploitations agricoles autogérées	204
29. Crédits à moyen et à long terme consentis au secteur agricole autogéré (1968-1970)	211
30. Comptes d'épargne de la C.N.E.P.	222

ACHEVE D'IMPRIMER LE 20 FÉVRIER 1973
PAR LES SOINS DU SERVIZIO STUDI E STATISTICA
DE LA CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCE LOMBARDE
SUR LES PRESSES DE TIPOGRAFIA COMENSE - TAVERNERIO (CÔME)

